

Supplément Radio-Télévision e Monde DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JANVIER 1991

La marée noire dans le Golfe et les attaques de missiles contre Tel-Aviv

La guerre des nerfs

EPUIS la début des affrontements, Saddam Hussein n'e cessé de modifier les règles du eu d'un conflit qui paraît aujourpense, le président irakien utilise la scène et joue avec les événe issera-t-elle prendre?

La marée noire qui commence à envahir le Golfe représente un nouvaau rebondissement. Il mporte peu de xavoir si la pollution des eaux du Golfe est la conséquence du bombardement de réservoirs de pétrole koweitien par les avions alliés ou l'acta désespéré d'un homme qui chercha un répit éphémère en déversant es tonnes de brut dans la mer. Ce qui compta, c'est la façon dont Saddam Hussein utilise l'événe ment pour que le guerre des armes se transforme en une guerre des nerfs.

par les images-chocs des sanx mazoutés, des cormorans ris dans une mélasse de brut. Lui-même taisse entendre que ces Américalns qui n'ont pu éviter la ka et qui ont si longtemps rechigné à payer pour les dégéts de l' « Amoço Cadiz» sur les côtes bretonnes ne recisent devant rien. A quoi s'ajoute la crainte d'un engorgement des installations koveitiennes de désalinisation de l'eau de mer. Et ce ne sont pas les propos indignés du président Bush, qui affirme que le président irakien agit comme un e maiade », qui modifieront catte mise en condition de l'opinion publique.

Saddam Hussein joue avec ses moyens. Ceux d'un pays certes surarmé, mais de moins de vingt millions d'habitants, contre una coalition puissamment équipée. Dès avant le début du conflit armé, Bagdad s'était servi de cette carma du pauvre » que constitue la prise d'otages. Il a recommancé avec les pilotes atilés prisonniers, exibés en piètre état à la télévision puis envoyés sur les sites stratégiques pour servir de « boucliers humains ». Le président travaille la corde sensible de l'opinion publique, La marée noira entre aujourd'hui dans cette même penoptie

VISAGES tuméfiés de prison-niers compleisamment fil-més, lents «travellings» sur les ravages accomplis par les « infi-dèles » occidentaux qui rasent lieux saints et écoles et s'achar-nent sur des cibles civiles, bilans nent sur des cibles civiles, bilans militaires pius que fantaisistes, recours, enfio, à ces missiles Scud plus aptee à terroriser les esprits qu'à conquérir des objectifs militaires. La perspective d'une gigantasque pollution menaçant l'équilibre écologique de toute la région s'insorit dans la même logique du suicide collectif destinée à encourager les mouvements pacifistes dans les pays occidentaux, dont les dirigeants occidentaux, dont les dirigea sont soupconnés d'être très sensi-bles aux sondages, et à briser la coalition hétéroclite formée contre l'Irak. Il reste encore à Saddam Hussein un épouvantail à brandir 'utilisation de l'erme chimique. Gageons qu'il n'y manquera pas s'il en a les moyens techniques.

Menaces sur l'alimentation en eau notable des populations côtières Lice page 4 l'article de VERONIQUE MAURUS et YVONNE REBEYROL



Washington accuse Bagdad de «terrorisme écologique» Israël continue à manifester sa retenue face à l'Irak

marée noire dans le Golfa. Un porte-parole de la Mai- kiens poursuivent par ailleurs leurs attaques de misnoire pourrait avoir des « conséquences effrayantes » Ryad, la capitale saoudienne, il y a eu un mort et

l'Irak d'avoir commis « un acte de terrorisme dans le grande » que celle qui, il y e trois ans, e été provoquée gné que l'eviation américaine avait intensifié vendredi domaine de l'environnement » en déclenchant une par l'échouage de l'Exxon-Valdez en Alaska. Les Ira- ses raids sur les positions des unités d'élite de l'armée irakienne. Plusieurs chasseurs bombardiers irason Blanche a précisé qua « plusieurs millions de siles contre les villes israéliennes et sacudiennes. Une kiens se sont posés en catastrophe en Iran, samedibarils a avaient été déversés en mer, à partir de termi- personne a été tuée vendredi soir à Tel Aviv, où les en fin de matinée, a annoncé Radio-Téhéran. Le comnaux pétrollers au Koweit. Il à déclaré que cette marée autorités continuent à manifester leur « retenue ». A muniqué ne précise ni le nombre des eppareils ni le

La « stupéfaction » du président Bush

de notre correspondant « Saddam Hussein continue de

stupéfier le monden, a déclaré M. Bush, vendredi 25 janvier. L'intention do président américain n'était certainement pas de rendre hommage à soo ennemi juré, mais de dénoncer le comportement a irrationnel », a malade » d'uo homme qui entreprend d'inonder le Golfe de pétrole après avoir exhibé des prisonniers de guerre maltraités. tandis qu'il contione à envoyer des Scad sur les popolations civiles. Sur ce dernier point, M. Bush semble discerner uoe certaine logique : le président irakico; co attaquant Israel

soutiens. Mais le président américain admet ne pas comprendre l'épandage de pétrole, un acte de a terrorisme contre l'environnement », « qui ne présente pas le moindre intérés sur le plan milltaire ». Un jugement qui oe fait pas l'unaoimité, y compris au sein du Peniagone, où les graves conséquences d'une marée ooire géante suscitent d'évidentes préoccupations, tandis que les responsables américains cherchaient à apporter à une action qu'on savait pourtant probable en cas qe aneuer.

M. Bush, qui fot lui-même abattu aux commandes de soo avion durant la guerre cootre le Japon, ne comprend pas oon plus cherche à obtenir l'appui des le traitement réservé aux prison-

droit au cœur ». A plusieurs reprises au cours de sa brève conférence de presse, le président américaio a ainsi laissé transparaître sa frustration, sa perplexité devant un comportement déoué de a toute rationalité » et « déses-

Les difficultés éprouvées par M. Bush à évaluer la psychologie du dictateur irakieo étaieot déjà clairement apparues tout au long de la période comprise eotre le caines dans le Golfe et l'expiration de l'ultimatum des Nations. ooies. Il a loogtemps refusé de croire que Saddem Husseio, confronté à des forces colossales, pourrait oe pas céder à ses JAN KRAUZE

représente que lui-même et qui,

même s'il a perdu une occasion de

se taire, o'a jamais été l'«ami» du

dictateur de Bagdad, et o'a jamais,

Lire la saite page 2



Le front intérieur

Par Jean-Marie Colombani

«Je considère qu'à partir du 17 janvier il n'y a plus de place pour le débat»: telle est la nouvelle professioo de foi de M. Jean-Pierre Chevenement. S'il s'agit, pour le ministre - tant décrié - de la défense de discuter du point de savoir s'il était, on non, bon de partir en guerre contre l'Irak, il va de soi qu'il n'y a plus de discus-sion possible : il faut faire la guerre, et la gagner au plus vite!

S'il s'agit de l'objectif de celle-ci, front intérieur de nature à ruiner

M. Chevenement a tort. Il ne faudrait pas, parce que les missiles fuscot, parce que des aviateurs français risquent leur vie chaque matin, parce que les soldats oot besoin, avant la bataille terrestre du soutien da pays, s'abstenir de la différence chevenementiste, ne préparer l'après-guerre. Et éviter saurait être rempiacé par une polémique evec uo écrivain qui ne

Tant il est vrai que, si trop de démocratie éloigne de l'efficacité, trop peu de démocratie nous rapprocherait de l'apparition d'un

par VÉRONIQUE MORTAIGNE

les efforts du front extérieur. Il ne à la différence de nos gouvernants faudrait donc pas considérer que, d'hier et d'aujourd'bui, armé une main dénoncée désormais comme parce que le président a parlé, le débat est clos. Celui que soulevait, Le débat que devrait soulever en sein de la coalitico anti-iral'avenir de nos relations avec les kienne, la différence française, et, au sein du gouvernement français,

peuples de la Méditerranée, et plus particulièrement ceux du Maghreb pour simplifier, le problème de la politique dite arabe de la France - ne saurait être réduit à une pauvre discussioo sur la détermination des uns, la pleutrerie attribuée

Lire la suite page 8

Attentat à « Libération »

La récession aux Etats-Unis

En 1990, la plus faible progression du produit netional depuis 1982

Détente en Croatie

Un compromis se dessine antre les eutorités fédérales et le gouvernement de Zegreb

Haîti et son armée

- La démocratisation La vieite à Peris du Père page 20

RTL-«le Monde»

Uo « Spécial Golfe » RTL-le Monde aura lieu dimanche 27 jaovier, de 18 h 30 à 19 h 30, evec la participation de Jacques Isoard, du Monde, taot militaire de RTL, ainsi que de plusieurs spécielistes militaires. Débat animé par Olivier Mazerolle.

HEURES LOCALES

tentés per le privé. E Les promoteurs font leur pelote sur le côte besque. E Marseille libèra des hecteres. La Seyne met son evenir en chantier. E La décentralisation etteint le Pacifique sud. pages 13 à 15

Lire également

a Le film des événaments par JACQUES DE BARRIN a Les Israéliens s'installent dans l'angoisse par ALAIN FRACHON at YVES HELLER

m Damas : l'opposition irakienne prête à assurer le pouvoir après la défaite de Saddam Hussein par LUCIEN GEORGE ■ Ryad l'intégriste à l'heure des Soud

per BERTRAND LE GENDRE a La visite de M. de Beaucé en Israël par YVES HELLER m Le chef d'état-major britannique appelle l'opinion à la per DOMINIQUE DHOMBRES

 Jordanie : les islemistes tentent de profiter de la guerre pour renforcer leur audience par JEAN GUEYRAS par JEAN GUEYRAS a La prudence du Vatican par PATRICE CLAUDE

■ Les pacifistes divisés aux Pays-Bas par CHRISTIAN CHARTIER

m M. Rocard intervient dans la débat sur l'information . par JEAN FRANÇOIS LACAN m Enquête judiciaire après l'appel à la désertion lancé par l'écrivain Gilles Perrault par ALAIN ROLLAT

par ALAIN ROLLAT m Spectacles : les rumeurs et les peurs

page 11 ■ Trois compagnies aériennes réduisent leur activité

m Etats-Unis : la finale du Super Bowl perturbée par la Golfe

clefs pour une

guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Le livre qui expose les multiples dimensions du premier conflit de l'après-guerre froide et met en évidence la part de l'histoire et de l'héritage colonial, du pétrole et des ventes d'armes, du nationalisme arabe et de l'islam, de Washington, Paris et Moscou, de Bagdad, Téhéran et Ryad, d'Israël et de la question palestinienne. Pour comprendre la place et la responsabilité de chacun

des acteurs de cette tragédie aux retombées incalculables.

Très prochainement en vente chez votre libraire

Le film des événements

effet, Indiqué, vendredi 25 janviar, qua les Irakians avaiant nuvert les vannes das installetions de la station de pompage du port koweitien d'Al Ahmadi. Depuis trois jours, des milliera de tonnaa de brut se déverseraient an mer et une merée nnire se serait einsi formée sur plus da 15 kilnmètres dans le Marée nord du Golfa. Ce désestre écologique dant

Bagdad rajette la responsabilité sur Washington eccusé d'avoir bombardé ses tenkera, n'aque, aux dires des experts, d'être bien pira que celui qu'avait provoqué, en mars 1989, en Alaaka, l'échnuaga du pétrolier Exxon-Veldez. Cet cacte de terrarisme dens le damaine de l'environnement », ealon les termes du président Bush, pourrait ainsi menacer l'epprovisinnnament en eau de certains pays da la péninsule arabique, assuré par das ueines da dessalament

Saddam Hussein aemble vou-

lnir mettre aes manacas de

« guerre pétrolière » à exécution.

Des saurces militaires améri-

caines et sacudiennes ont, en

Cetta marée noire gêneraitelle le débarquement emphibie, des « marines » américains aur les pleges knweītiennas, qui accompagnareit une vaste

offensive terrestre? Le Pentagane e esauré qu'il n'en serait rien. A son avis, « déverser des millions de berils de pétrole (dans la mar) n'a pas plus de sens militaire que da tirer des miesiles Scud sur des popula-

Contreparties

L'Irak qui, depuis le début des hostilités, a tiré une quarantaine de Scud à agives conventiannelles sur l'Arabie sanudite et Israël, les a, de nauveau, vendredi soir, pris pour cibles. Ces attaques qui n'ant pu êtra déjnuéas totalement par les missiles entimissiles Patriot, ont causé le mort d'une personne à Tel-Aviv et d'une eutre à Ryad et fait, au total, près d'une centaine de blessés.

«Le retenue est toujours à l'ordre du jnur), a aussitôt affirmé l'ambassadeur d'Israël en Frence. Ce sang-froid qu'afficha l'Etat hébreu, après cette cinquiàme ettaque, lui vaut de bénéficiar, dans le camp nccidental, d'une considération cer-taine. Après les visites du chef da la diplomatie allemande et du secrétaire d'Etat français aux affaires étrangàras, sa sont annoncés à Jérusalem M. Pierre Mauray et le maira de Naw-

Cetta « ratanue » aura des cantreperties politiques et financiàras. Déjà, Israel a demandé eux Etats-Unis une aide supplémentaire d'urgence de 13 milliarde de dollara pour les cinq prochaines années afin de compenser les partas cau-sées par le conflit. Alara que l'Allemagne portait sa contribu-tion à l'effort de guerre à 3,5 milliards de dollara et le Koweit à 13,5 millards, la Communauté européenna a décidé de lever toutes les restrictions sur la coopération économique evec l'Etat hébrau qu'ella avait impasées, an janvier 1990, pour protester contre la farmetura das universités dans las

territaires occupés.

Pour l'heure, les forces da la coalition continuent da pilonner des cibles dites stratégiques en Irak at au Kowelt. Les Jaguar et les Mirage-2000 françaia ant déjà effactué plus de cant cinquante missions, à partir de la base sanudienne d'El Ahsa, sans avoir subi aucune perte en hommes et en matériel. A ce jour, le bilan des pertes alliées s'élève à vingt-emq aviateurs portés disparus et à vingt-deux appareils détruits. L'Irak a annoncé, vendredi, que la vingtaina da prisunniers de guerra ne seraient plus Interrogés à la

télévision jusqu'à ce qu'il redevienne « opportun » de le faire.

«La supériorité aérienne des forces elliées eet tatale, a déclaré, vendredi, le général Maurice Schmitt, chef d'étatmajor des armées françaises. Chaque fois que les aviona irakiena unt été engagés, soit ile ont été ebattus, soit ils se sont

Saddam « désorienté »

A l'an croire, « le patentiel nucléaire est que siment détruit et le potentiel chimique réduit dea trois querts ». D'eprès lui, Saddam Husseln est « désorienté» et « s'épuise sans pouvoir reconstituer > ses forces. Et de ennolure, tout an excluent, dans l'immédiat, un renfarcement du diepositif « Dsguet », fart de dauze milla hammes : «Le temps travaille pour nous. »

Qualifiant l'Irak de « quatrième puissance militaire mondiele», son hamolague britanniqua, Sir David Creig, s'est, quant à lui, efforcé da calmer les impatiances de l'aplnian publique nutre-Manche, snulignant qu'un plan minutieux avait été mis au point et était appliqué sans forcer l'allure pour réduire les pertes eu minimum. « La décision de lancer l'assaut eu sol ne sere prise que larsque le rap-

port des forces nous permettra de l'emparter repidement », a-t-il insisté.

Depuis jeudi, la frontière entre l'Irak et la Jordanie est fermée pour arrêter le flot des réfugiés. L'Arable secudite a, paur sa part, interdit l'entrée de son territoira aux ressortissants de plusieurs pays erabae non membrea de la coalition. La Syne, par la vaix de son ministre de l'information, a cantesté la lien établi psr Bagded entre l'invesion du Kawait et la question palestinienne. Dans un antretien accordé à un journal égyptien, le ministre da le défense a, quant à lui, soutenu que «le président Bush avait effirmé eu président Assad qu'il y aurait une conférence internetionele sur le Proche-Orient .

Aux cinq paya mambres da 'Uninn du Maghreb arabe (UMA) qui eveient réclamé un débat au conseil de aécurité de 'ONU, l'ambassadeur saviétique aux Nations unias a vertement répliqué : «Commencez donc per demander à Bagdad de retirer ees forces du Kowelt. S'il s'egit seulement d'evoir un débat pour dire qu'eucun de noue n'eime le guerre, elors je ne pense pas qu'il suit néces-saire de se réunir......

2 707 sorties de l'aviation alliée en vingt-quatre heures

Isoler la garde républicaine irakienne et détruire les rampes de missiles

vier, merquée dans la soirée par de nouvelles attaques de missiles irakiens contre Israël et l'Arabie saoudite et par l'annonce que des milliers de tonnes de pétrola se dévershient dans la ner à partir de le station de pompage koweltienne d'Al Ahmadi, e été celle de la plus intense activité aérienne alliée depuis le début de la guarre. Selon le Pentagone, les forces alliées n'ont perdu aucun appa-

La journée du vendredi 25 jen-

reil vendredi. L'avietion slliée e effectué 2 707 sorties entre jeudi minuit et vendredi minuit (heure de Bagdad), evec pour principal objectif de couper les lignes d'approvisionnement et de communication entre Bagdad et Bassnrah, on se trouvent les huit divisions de la garde républicaine, réserve des troupes irakiennes stetionnées au Koweit. « Nous nous attaquons à leurs dépôts de fournitures, nous détruisons des ponts, nous visans des routes stratégiques », e déclaré vendredi soir le général Thomas Kelly, chef des opérations de l'état-major interarmes.

Le général Kelly a ajouté que les alliés avaient intensifié leur recherche des lancenrs de missiles Scud irakiens après les der-

Koweit a annoace, vendredi

25 janvier à Washington, le déblo-

cage de 13,5 milliards de dollars (68 milliards de francs environ)

afin de soutenir l'effort de guerre

dans le Golfe. L'annonce de cette

participation financière a été faite

au terme d'une rencontre entre

sadeur koweitien Cheik

donner d'indications sur le résultat de ces recherches. Des météotologues américeins ont feit remarquer vendredi que les missiles Scud étaient toujours tirés par temps couvert, ce qui, selon eux, permet de mieux dissimuler

les rampes de lancement. Les mauvaises condition matiques ont d'eutre part à nouveau perturbé vendredi les opérations alliées. Il semble que certaines formations aériennes aient dû regagner leur base sans evoir pu lächer lenrs munitinns en raison de l'épaisse couche nuageuse. Du côté américain on n'e donné enenne précision sur ces missions manquées. De source militaire française, on e eppris en revanche que l'une des deux npérations lancées vendredi matin par les Jaguar et les Mirage-2000 n'avait pu être menée à bien en raison du mauvais temps.

Les responsables du Pentagone n'ant pas mis en cause les informatinns données vendredi de Bagdad par ls chaîne CNN selon lesquelles les bombardements allies unt feit d'importents degâts dans une znne civile, Al Dour, au nord de la capitale irakienne. Le général Kelly a indiqué que se trouvaient dans cette zone un dépôt de munitinns, un centre de communications mili-

taire d'Etat américain.

Avant le déclenchement du

bles koweitiens avaient déjà

octroyé 5 milliards de dollars pour

les dépenses de guerre, tandis que les autres pays du Golfe, dont

l'Arabie saoudite, y consacraient

12 milliards de dollars. - (AFP.)

conflit contre l'Irak, les respon

nlères attaques, sans toutefois taires et une unité de production et de stockage d'armes chi-

> Quant aux opérations visant à anéantir le garde républicaine, « elles se déroulent conformément au plan prévu », a affirmé le général américaia, en se refusant toutefois à en faire le bilan. Un porte-parole do Pentagone a deson côté insisté sur la difficulté d'isoler complètement ces unités irakiennes: « Oui, nous attaquons les voies d'approvisionnement; mais non, elles ne sont pas encore coupées», a-t-il dit. Le commandant des forces britanniques dans le Goife, Sir Peter de La Billière, affirmait pour sa pert vendredi que les bomberdements allies evaient fortement perturbé les communications radio de l'ermée irakienne et réduit son efficacité en vue d'une offensive terrestre alliée dont il s'est gardé de préci-

Le Pentagnne s rectifié vendredi à la baisse son précédent bilan des pertes infligées à l'aviation irakienne depuis le début de la guerre. Six chasseurs Mig-29 (et non buit) ont été abattus dans les combets aériens, de même que huit Mirage-Fl, deux Mig-25, un Mig- 23 et deux Mig-21. Le nambre d'avions détruits au sol est estimé à vingtquatre appareils dont deux bombardiers Tupolev-16.

G Assassinat de l'imam de la mosquée de Jassa et de son frère. -L'imam de la Grande Mosquée de Jaffa, Josef Al Shur, et son frère, Chamis, ont été abattus vendredi 25 janvier. Ils marchaient dans une des principales rues de la ville, après la traditionnelle prière du vendredi, lorsque des inconnus masqués circulant à bord d'une voiture ont ouvert le feu avec des armes automatiques. Les deux hommes unt été thes sur le coup, indique la police, qui précise que trois suspects ont été arrêtés.

La « stupéfaction » du président George Bush

Et il a toujours également adopté à son égard une ettitude et un langage propres à humilier un bomme dont l'une des obsessions majeures est de toute évidence d'obtenir la considération des grands de ce monde.

Que-M. Bush soit « stupéfié,». par le comportement de son edversaire ne l'empêche d'ailleurs pas de continuer à afficher son mépris : comme or dait eu président américain s'il ne craignait pas pour sa sécurité et ne songeait pas à limiter ses déplacements, il e répliqué qu'il n'allait certainement pas être empêché de quitter le Maison Blanche a par Saddam Hussein

Une fois de plus, on e demandé à M. Bush si l'élimination physique du dictateur irakien ne simplifierait pas les choses, et il e réitéré la réponse «standard» de tous les responsables de l'administration : « Nous ne le prenons pas pour cible.» Un peu plus tôt, le Pentagnne avait démenti une information du Washington Post, selon laquelle une récente apération qui devait être lancée contre Saddam Hussein et l'état majnr irakien, dont le localisatinn venait d'être éteblie, avait dû être annulée en raison du mauvais temps.

Le sommet de Moscou en suspens

Le discours officiel à ce sujet suscite cependant un assez grand scepticisme à Washington. La loi eméricaine interdit certes l'assassinat de dirigeants étrangers, mais le haut commandement irakien est clairement l'un des objectifs visés en priorité par l'aviation américaine, et Saddam Hussein se trouve aussi être le enmmandant en ehef de son

M. Bush e anssi profité de l'occasion pour affirmer que les

buts des Etats-Unis n'evaient pas changé et qu'ils restaient « la libération du Koweil ».

La veille, son porte-parole avait tenu des propos similaires, dans le souci évident de répondre aux critiques et aux interrogations qui commençaient à se faire jour, tant la conduite des opérations et les inflexions du langage ufficiel attestaient d'une extension des buts de sugar des Etats-Unis. Un élu influent, le démocrate Lee Har par exemple fait remarquer n'exiger « la capitulation » de addam Hussein et menacer de le juger ne pouvait qu'encourager le dictateur à poursuivre la lutte jusqn'an bout.

Et tandis que nombre de commentateurs - ceux en particulier qui depuis des mois « pousaient » à la guerre - réclament désormais que les forces américaines aillent jusqu'à Bagdad et ebattent le régime irakien, d'eutres prêchent eu contraire la prudence contre une telle montée des enchères, susceptible selon eux d'entraîner des dérapages dangereux et de rendre le conflit encore beaucoup plus meurtrier.

Avant sa conférence de presse, M. Bush evait cherché à rassurer nn certain nombre de représentants de la communauté arabe installée eux Etats-Unis, sur ses intentions qui, leur a-t-il dit, ne sont pas de détraire l'Irak.

Ses interlocuteurs avaient insisté pour que la Maison Blanche soit très claire à ce sujet, et M. Bush a déclaré un peu plus tard que les Etats Unis «n'en voulaient pas aux Irakiens de la rues, même ai certains témoignages d'observateurs étrangers ayant quitté l'Irak ces derniers jours semblent cependant indiquer ques les bombardements de l'aviation alliée sont devenns récemment un peu moins précis.

Au cours de sa conférence de resse, M. Bush avait épalement été interrogé sur le maintien ou le report du sommet américano-

11 au 13 février. Le président américain a laissé entendre que beaucoup dépendrait du résultat des entretiens du secrétaire d'Etat James Baker avec le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertaykh, attendu à Washington samedi 26 janvier. blaient tout de même aller plutôt dans le sens d'un report du som-

Le président américain a rappelé que le bnt de la rencontre était la signature de l'accord Start sur la limitation des armements stratégiques, et qu'il y e « quelques difficultes à te sujet ». M. Bush e eussi mentionné, mais sans insister, l'existence de « quelques problèmes à propos des pays baltes ».

Le soutien de l'URSS

En même temps, le président américain e souligné que les Etsts-Unis et l'URSS svaient tonjours « beaucoup de choses en commun». Et, interrogé sur son attitude à l'égard de M. Gorbatchev, il e mentionné les mérites du numéro un soviétique dans la réunification de l'Allemagne, et son rôle dans la crise dn Goife. S'assurer que Moscon maintiendra une attitude coopérative tout au long de la guerre contre l'Irak reste apparemment une préoccupation msjeure pour l'adminis-

Cette coopération est particulièrement eppréciable eu Conseil de sécurité, nu l'URSS s'appose pour l'instant à toute démarche qui pourrait conduire à un appel à un cessez le feu temporaire nn à nne discussion publique de la manière dont est mise en pratique la résolution eutorisant le recours à la farce paur obtenir l'évacuation du Koweit.

Les Etats-Unis - sans compter. leurs partenaires britannique et français - penvent certes bloquer toute velléité de ce genre, mais le aontien de l'URSS contribue à donner une véritable légitimité internationale eux npérations militaires en cours.

JAN KRAUZE

□ Les quatre journalistes de CBS portes disparus seraient an Kowell, selon Ryad. – Les quatre journalistes de la chaîne de télévision américaine CBS portés disparus jeudi 25 janvier (le Monde du 25 janvier) se trouvent « selon toute vraisem blance » an Koweit, e indiqué le gouvernement saondien dans un communiqué publié vendredi à Dhahran. Le véhicule tout terrain de près de la frontière saoudo-koweltienne, en panne de carburant, « Les traces de pas orientes vers le norte ntrent que ces journalistes se soni dirigés vers le poste le plus proché tenu par les forces irakiennes en territoire koweltien occupé » précise le communique. – (AFP.)

JACQUES DE BARRIN soviétique prévu à Moscou du

Les propos de M. Bush sem-.

はないになったと マント printed the second Barrier Britanis FEE: 25. 45. METERS IN drag area.

i Ziji

ter.

physical test than

ELECTION

time ... is

E ...

The state of the s

EZZZWY!

21320 -

24 'E. L.

The Contra

THE REAL PROPERTY.

En if that ?

A STATE

AMERICA IN

A

1.

يون لند يعلن

*2 5" + 12"

diraeliens s'insta

dans l'angoisse

St 228 - 12 - 18. \$255.55 · s 5 TO 100 33 True 17.2 mg 11.10

Le Koweit affecte 13,5 milliards de dollars

supplémentaires à l'effort de guerre

Le gouvernement en exil du Saud Nasir Al Sabah et le secré-

"GRAND DIRECT" RTL - Le Monde

Posez vos questions dès 10 h au 42.90.15.15

Les experts répondront de 18 h 30 à 19 h 30 sur

Les Israéliens s'installent dans l'angoisse

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Sans illusions sur la capacité des Etats-Unis à éliminer la menace des missiles, les Israéliens s'installent dans cette guerre que la « politique » leur interdit de faire.

Tont est contraire à leurs réflexes traditionnels: l'impossibilité d'une réplique – qui, en moins, « soulagerait les nerfs » – et cette obligation de maintien d'une posture strictement défensive. La guerre vient, toujours, sous la même forme: une attaque de missiles irakiens, imprévisible, décidée par l'ennemi au moment qui lui sied, visant des civils, destincé à briser le moral de la population, à forcer le gouvernement à entrer dans le conflit. La guerre vient, le plus souvent, à la nuit tombante, devenue moment d'angoisse, instant d'expectative impuissante.

Il en fut ainsi, vendredi 25 janvier dans la soirée, pour la cinquième salve de missiles Al Hussein (Scud modifiés) tirée contre
lsraël depuis le début du conflit.
Scénario déjà trop bien rodé:
mugissement des sirènes – cette
fois vers 18 heures – ruée sur les
pièces-abris, masques à gaz, écoute
de la radio, attente. Il y a, tout de
suite, les détonations assourdissantes des missiles anti-missiles
Patriot, entendues des dizaines de
kilomètres à la ronde, le spectacle
de boules de feu qui déchirent la
nuit à l'horizontale, l'impossibité
de localiser rapidement les
impacts, et, toujours, l'attente,
l'écoute de la radio...

« Faire preuve de patience »

Vendredi soir, l'attaque était massive et la défense le fut aussi : un barrage serré de Patriot contre une saive de sept fusées Al Hussein. La technologie la plus avancée contre tue armé de terreur rudimentaire, mais redoutablement efficace. « Ca a pété» au centre et an nord du pays, ont dit les autorités militaires, saus vouloir donner davantage de précisions. La formule veut dire que « ca a pété» dans la région de Tel-Aviv et, une centeine de kilomètres plus au nord, dans celle de Halfa. Cinq des missiles irakiens ont été interceptés et détruits en vol par les Patriot; deux autres sont passés au travers, tuant une personne, en blessant soizante, faisant d'importants dégâts matériels.

Le moment de l'attaque - un peu plus tôt que de contame - e ctonné. Quand on sait qu'il faut au minimum quatre à cinq heures pour ravitailler en carburant le missile Al Hussein, un engin de grande taille, difficile à manier et encore plus difficile à cacher, et le placer sur sa rampe de lancement, cela veut dire que ces longs poepa ratifs ont lieu en plein jour dans l'ouest de l'Irak. Et cela vient singnlièrement relativiser l'avantage» militaire que donne aux alliés cette fameuse maîtrise ebsolve des airs dont on vante la conquête à longueur de communi-qués... A la télévision et dans les ralles de briefing modern-style, les officiers d'état-major – ceux de la génération des spécialistes de la guerre high tech – avaient expliqué au public que les satellites pou-vaient détecter une mobylette au sol par jour de grand brouillard C'était « avant », avant la guerre dn Golfe, cette guerre dont on disait, aussi, qu'elle ne durerait que quelques jours...

Dans l'attente d'une réplique, dont on affirme à Jérusalem qu'elle viendrs en temps voulu, les laraéliens renforcent leur défense antimissile. Ils ont reçu ces dernières vingt-quatres heures de nouvelles batteries de Patriot, venues d'Allemagne avec leurs servants américains. Lors de l'attaque de vendredi soir, certaines des batteries entrées en action étaient déployées à peine depuis quelques heures. Il faut deux Patriot pour détruire une fusée Al-Hussein. Les Israélisms estiment que l'Lork possède encore de quatre cents à mille missiles et plusieurs dizaines de lanceurs mobiles ou fixes — dans l'onest de l'Irak.

l'Irak.

Tontes ces précisions, données à la radio, transmettent un message très clair et passablement déprimant au public. De plus en plus les autorités, comme la presse, cherchent à préparer la population à une longue épreuve, à une guerre dont hommes politiques et commentateurs militaires disent

aujourd'hui qu'elle devrait durer des semaines, voire des mois. Ainsi de M. Moshe Arens, ministre de la défense, selon qui la durée du conflit doit s'évalusr en mois et certainement pas en jours. Pour l'nn des éditorialistes de Haaretz, la guerre va durer des semaines et a nous devons faire preuve de patience. Les Américains finiront par avoir Saddam ».

La presse est longuement revenue vendredi sur les performances des stratèges américains pour expliquer aux Israéliens, dont les merfs sont soumis à des épreuves de plus en plus dures – « Il faut voir à la fois les missiles s'abattre sur nous et supporter la lenteur de la machine de guerre américaine » – que l'erreur était d'ettendre des Etats-Unis qu'ils mènent uns guerre éclair du style de celle dont l'Etet hébreu dit avoir la secret. Après une volée de critiques exprimées dans le pays contre ce que certains estimaient être de la maladresse ou tout au moins de la timidité de la part des généraux sméricains, le ton a très nettement changé. Le souci est de faire comprendre que la tâche est difficile et que les Américains ont leurs méthodes ainsi que des problèmes politiques qu'israél ne peut igno-

Mais il ne s'agit pas pour autant de dédouaner totalement Washington, et les différences d'appréciation demeurent. Essentiellement sur deux points. En premier lieu, les Israéliens sont persuadés que, même si les Irakiens connaissent actuellement des problèmes techniques dans la mise au point d'ogives à charges chimiques, ces derniers ne sont que passagers et penvent être surmontés. Une attaque irakienne au gaz est done possible à court ou moyen terme, d'eutant plus qu'elle peut toujours être menée par l'aviation.

En revanche, pour Washington, et le général Norman Schwarzhopf, commandant en chef des forces alliées dans le Golfe, vient encore de le rappeler, Bagdad est incapable de concevoir une tête chimique qui puisse être adaptée à un missile Scud.

Normaliser la guerre

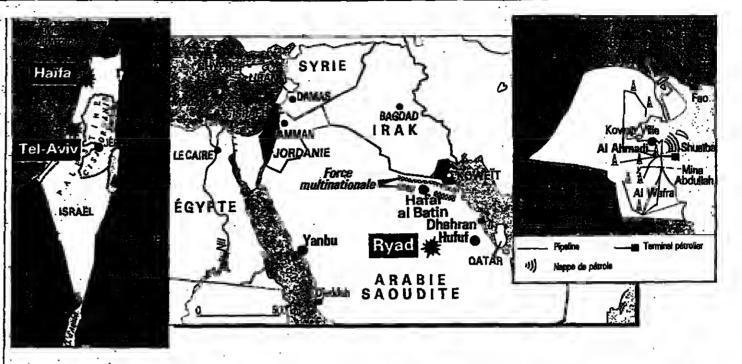
De plus, explique ls commentatenr militaire de Haaretz, Zeev Schiff, l'offensive aérienne alliée, si elle s'appuie sur un plan solide, n'a pas encore obtenn de succès significatifs dans trois domaines: la destruction de l'apparell de commandement et de contrôle irakien; l'anéantiasement des forces aériennes de Saddam Hussein ainsi que celui du réseau de missiles solsol. Les coalisés reconnaissent, dit Schiff, qu'ils ont cependant réusii à atteindre des objectifs stratégiques tels que les installstions uncléaires et chimiques; les centres électriques ainsi que les lignes de communication. « Les Américains sont convaincus que le temps joue pour eux», écrit encore Haaretz.

Face à ce qui n'est plus du domaine des hypothèses mais est maintenant considéré comme une certitude, le gonvernement de M. Itzhak Shamir a adopté une donble position: mobiliser la population antour des consignes de prudence et alléger la pression en normalisant petit à petit la vie quotidienne. En raison des craintes des autorités concernant les capacités irakiennes en matière d'armes chimiques, les Israéliens sont vivement encouragés à conserver leur masques à gaz constamment avec eux et à suivre scrupuleusement les consignes de sécurité.

D'un sutre côté, le pouvoir lève progressivement les restrictions anxquelles la population était soumise depuis le début du conflit. Après la reprise de la vie économique, ce sera an tour des classes terminales de reprendre dimanche, dans des conditions particulières puisque les cours auront lieu dans des salles calfeutrées et que les élèves devront toujours evoir leurs masques à gaz avec enx. Autre signe – même modeste – de « normalisation », le Musée d'Israël à Jérusslem a rouvert ses portes.

Déjà, la situation d'urgence dans laquelle vit Israel depais buit jours a créé ses flux de migration. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Tel-Aviv vont passer la nuit loin de la région côtière et reviennent le jour travailler dans la grands métropole méditerra-

ALAIN FRACHON et YVES HELLER



La première victime de la capitale saoudienne

Une nouvelle attaque au Scud a eu lieu contre l'Arable saoudita dans la nuit du vendredi 25 au semedi 26 janvier. Elle a fait un mort à Ryad, le premier mort de ces attaques noctumes devenues quasi quotidiennes. Trente personnes ont été blessées. Dhahsan a connu elle aussi une série d'alertes au cours de la nuit. A 3 h 40, deux Scud ont été interceptés à proximité de la grande base aérienne américaine après que cinq Patriot eurent été tirés dans leur direction. Il n'y a pas eu de dommages.

de notre envoyé spéciel

Il était 22 h 28 lorsque les sirènes ont retenti dans la capitale bientôt suivies de plusieurs explosions. Deux missiles Scud venaient d'être tirés sur Ryad, dont un n'a pas fait de dégâts. Le second a lui aussi été intercepté, seion le ministère de l'intérieur saoudien, mais e causé de graves dommages provoqués par cette interception. L'immemble de six étages qui a été le plus sérieusement atteint, abrite des bureaux administratifs vides à cette heure-là le vendredi, jour de repos en pays islamique, ce qui explique qu'il n'y ait pas

étrangères ne pouvaient y établir

leurs quertiers. Tenues à bonne

distance du cœur du royaume, le

Nedj, elles étalent maintenues en quarantaine à Djeddeh, très loin de là, sur les bords de la mer

Pendent da longues ennées,

Ryad l'intégriste s tenté de se

préserver de toute influence per-

nicieusa. Il n'en est que plus

extraordinaire de pouvoir déem-

buler aujourd'hui dans les rues de

la capitale st d'y engeger la

conversation evec le premier

venu sans risquer de se retrouver

au poste de police dans le minute

qui euit, encore que cele anit

srrivé il y e quelques jours à un journaliste suisse. La présence

des troupes étrangères e secé-

dite sur l'extérieur. Ses habitants

n'en reviennent pas eux-mêmes

qui ne connaissent qu'une loi, la

cheris, lequelle barmit dens se

version le plus orthodoxe tout

contact avec les chrétiens et les

Aueune femme, même occi-

dentale, ne eaurait circuler eu

volant d'une volture sans encou-

dr des représailles mais la police

religieuse, lss tout-puissents

muttawas, se font moins vovants

depuis que le conflit e éclaté.

Leur organisation, qui répond au nom évocateur de « Commission

pour la propagation de le vertu et

'élimination du vice », se tient

apparemment coite. If y a quel-

ques semaines, un commando de

muttawas n'eveit pee hésité à

défoncer la porte d'un Françaie

qui avait commis l'imprudence de

Rouge.

eu davantage de victimes. Un pan entier de cet immeuble s'est effondré, que des bulldozers éclairés par des projecteurs, ont commencé à déblayer an cours de la nuit. Le bâtiment fait face à une clinique qui a été moins gravement endommagée.

a été moins gravement endommagée.
Ce centre de soins était vide d'occupants au moment de l'attaque. Les dégâts sont très importants alentour : portes aurachées, vitres brisées et muss criblés d'éclats. La victime qui est décédée est saoudenne. Dix-neuf personnes de la même nationalité ont été blessées et onze étrangers parmi lesquels cinq Egyptiens, deux Jordaniens, trois ressortissants du Bangladesh et une Soudanaise.

Une autre alerte a réveillé les babi-

tants de la capitals à 3 b 50, mais cette fois c'est Dhahran qui était visée. A 5 b 03, les sirènes retentissaient de nonveau à Ryed, mais la télévision saoudienne annonçait peu après, en s'excusant, qu'il s'agissait d'une «fausse alerte».

Les gens de Ryed ont vécu leur plus mauvaise nuit depuis le début des hostilités. L'immeuble qui e été atteint est situé à égale distance, «environ un kilomètre», du quartier populaire d'El Batha et de l'hôtel Hyatt qui ahrite le centre de presse des forces conjointes. C'est dans cet hôtel anssi que logent de nombreux officiers alliés.

B, L, G.

Ryad l'intégriste à l'heure des Scud

RYAD envoyé spi

de notre envoyé spécial

La photo e été prise dans une

30000

des innombrables mosquées de la ville. Elle occupe une large place eu-dessus d'un article qui vante les performances des bombarbiers « furtifs » eméricains. Masque à gez sur le visage, trois Seoudiens font leurs dévotions. La légende dit tout le fatalisme de ca peupls et son immenee piété : «La prière, notre meilleure anne.»

Cette insistance à rappeler, à l'heurs de la guerre, les vrales valeurs du Coran n'empêche pas lee Saoudiens d'applaudir eux exploits de leurs pilotes ni de se tenir informés minute par minute des événements. Intégrisme et pragmatisme : dans ce pays où l'on tranche en public la main des voleurs récidivistes, la radio des troupes américaines peut diffuser le très sulfureux Justify my love de Madonna sans provoquer d'émoi apparent. Au voiant de sa Cadillac immaculée, un Saoudien coiffé du traditionnel keffieh rouge et blanc, faissait son autoradio perpétuer ce crime de lèseislam, l'eutre jour au milleu des encombrements de Ryad.

Le vice et la vertu

La guerre laissere des traces. Politiquement, mais eussi cultureliement, lorsque le départ des troupes elilées rendre l'Arable saoudite à elle-même. S'il ne faut pas exclure une brutale réaction d'orthodoxie, il ne faut pas minimiser non plus les conséquences de l'einvasion » étrangèrs. Plus d'un demi-million d'Occidentaux campent dans l'un des pays les plus fermés du monde et, s'ils e efforcent d'être discrets, leur présence épriuve les finds-De même que le boom pétrolier avait transformé un royaume médiával en société d'ebondance, la guerre ennunce peutturelle enslogue à celle des années 70.

Les symptòmes de catte révolution sont encore peu palpables mais les Saoudiens goûtent à une certaine liberté à lequelle ils auront du mai à renoncer. Depuis le début des hostilitée, on capte CNN à Ryad comme dens n'imparte quelle capitale du monde. Mais justement, Ryad n'eet pas n'importe quelle capitale. Jusqu'en 1984, lee embeesades Dens un pays où las oulémes

n'ont eutorisé que terdivement les trensfusions sanguinee, contraires, selon certainee interprétationa, à le tradition islamique, les eppeis à donner enn sang pour parer eu pire se multiplient . Les journeux y vont de leurs objurgations tout en s'efforçant de ne pas alarmer leurs lecteurs. C'est l'un des quotidiens de lengue engleise, le Riyadh Dally, qui ast le mieux romou à cet exercice, lequel consiste à ennoncer les mauvelses nouvelles en les enrobant de propos rassurente, « Tout est norme! é Ryed, melgré les ettaques de

Certitudes ébranlées

Les habitants de la cepitale que les sirènes hurlantes et les bruits d'explosions ont tiré troie nuits de suite de leur sommell, eppréciant la «malgré» et epprennent à ne pee se seitsfaire de ces titres lénifismts. S'ils lisent sur la largeur d'une page que « toutes les précautions ont été prises à Ryad», ils devinent que les stocks de masques à gaz sont épuisés, même si les autorités assurant qu'il y en aura de nouveaux « dans quelques jours».

Les veriations eur le thâme ctout est normel » sont quest quatidiennes. Les éculee rouvrent, après les vacances d'hiver. Les megasins ne menquent de nen. Les benques et le poste fonctionnent comme d'habitude. La Saudi e rsprie ses vols com-

Tout est normel, mais des Toyote chergées jusqu'au toit prennent la route pour Dieddah, à 2 000 kilomètres eu sud de la frontière du Koweit, hors de portée des missiles irekiens. Tout est normel, mais des automitraitleuses parcourent au relenti les rues de le capitala, chergées de soldats an trellis camouflé. Tout est normel, meis les megasine qui vendent des transistors à ondes courtas ont été dévalisés : les gens de Ryad font davantaga confience à la BBC qu'à la redio ecoudienne. Tout est normel, mais les tirs de Soud n'épargnent pae la capitale. Chacun redoute qu'ila ne se faseent plus meurtriers encore et, pia, qu'ils na répandent le terreur chimique.

Cette guerre fratricide éprouve lee nerfe des habitants de Ryad qui ne sant pas toujours sûrs de leurs sentiments anti-irekiens même si cette interrogation n'est jameis exprimée ouvertemant. Il faut la déduire des propos da tel ou tel Saoudien comme ceux de ee pilote dont l'influent Arab News rapporte que, « mueulmen dévôt », il n'omet jamais de prier event de pertir bomberder la Knwett. Le mejor Muhemmed Abu Amneh ne ee bet pas pour l'Aramco et sun pétrole mais pout la vraie foi : « Quoi que pré-tende Saddam Huesein de sa guerre sainte, c'est à naue que Dieu e confié une mission spéciale. » Un rôle euguet lee Saoudiene ont besoin de croire pour continuer cette guerre qui ébranle leure estritudes et trauble pro-fondément un peys qui se vit d'abord comme la gardien de l'is-

BERTRAND LE GENDRE



La marée noire pourrait menacer l'alimentation en eau potable des populations côtières

Il y a du pétrole brut sur les eaux du Golfe. Le fait est sûr. En revanche, on ne sait pas quelle est la source de cette marée noire : les Irakiens accusent les Américains et leurs alliés d'avnir bombardé il y a quelques jours deux tankers pleins de pétrola : les Américains accusent les Irakiens d'avair volontairement ouvert, au large de la ville de Koweit, les vannes du terminal pétrolier d'Al Ahmadi, où était chargée dans les tankers une partie de la production koweitienne. On ne sait pas non plus la quantité de pétrole déjà répandue, ni si le déversement continue, ni s'il s'agit de pétrole

Selon le porte-parole du Penta-gone, M. Pete Williams, «plusieurs millions de barils » (1 haril = 159 litres) se seraient déjà répandus sur la mer. Mais, d'après le commandement américain à Ryad, le débit des déversements pourrait atteindre 100 000 barils (soit envide chargement du terminal

A titre de compo que le naufrage du tanker Amoco-Cadiz le 16 mars 1978 a précipité 230 000 tonnes de pétrole brut sur que la marée mire dûc à l'échouage du pétrulier Exxon-Valdez le 24 mars 1989 – marée noire qui a beaucoup plus choqué l'opinion publique américaine que celle de l'Amoco Cadiz – n'avait répandu, sur les eôtes de l'Alaska, que 35 000 tonnes de pétrole brut...

En 1983, au cours de la guerre Iran-Irak, la destruction d'une plateforme iranienne avait provoqué une fait sentir sur les côtes de Bahrein et du Oatar. Outre les dommages causés aux organismes marins, le pétrole anrait des effets désastreux sur le fonctionnement des usines de dessalement d'eau de mer qui four-

orientale de la péninsule Arabique. Tout dépendre de la direction des vents au cours des prochains jours. La nappe, selon certains renseigne-ments, dériverait actuellement vers le sud, et pourrait donc menacer dans quelques jours les côtes saou-diennes. La menace est d'antant plus sériouse que l'expérience a montré qu'il est impossible d'arrêter la progression des nappes. Seule est possible la protection très ponctuelle

l'installations côtières. Encore faudrait-il savoir la nature dn brut répandu. Le pétrole a, en effet, beaucoup de « crus » diffé-rents, étant donnée l'extrême variété des molécules qui le composent. Certains pétroles sont légers, donc très fluides, et comprennent aussi beaucoup d'éléments volatils qui, en 'évaporant, diminuent d'autant (parfnis de 40 %) le volume de la nappe. Bien évidemment, l'évaporstion est accélérée par la température

la mer ; dans le nned-ouest du

Fean varie de 15 C à 30 C et même plus le long des côtes. Certains autres pétroles bruts sont lourds, done visqueux et pratiquement inin

De toute façon, du pétrole flottaut sur la mer se transforme assez rapi-dement en émulsion (c'est-à-dire que le pétrole se met en gouttelettes réparties dans la masse d'eau), puis éventuellement en émulsion invense (ce sont slors des gouttelettes d'eau qui s'installent dans le pétrole), qui a l'apparence d'une «musse de chocolat» stable, visqueuse et col-lante. A un stade ultérieur, la surface de la «mousse de chocolat» se transforme, sous l'action du soieil et de l'oxygène de l'air, en goudron encore plus visqueux et collant.

Depuis plusieurs semaines, les Américains et leurs alliés redontaient une telle marée noire provoquée par l'Irak (le Monde du 19 jan-vier). En effet, Bagdad avait fait mettre à l'ancre dans la baie de

brut irakien charges avant l'embargo décrété après l'invasion et aurait pu répandre puis enflammer ce pétroie pour gêner d'éventuelles apérations de débarquement. Les experts faisaient néanmoins remarquer qu'il devait plutôt a'agir de brut lourd, très difficile, pour ne pas dire impossible, à enfammer sur la sur-

Le «succès» de cette marée noire n'est pas assuré pour Saddam Hussein - si ce dernier en est hien le responsable, ce dont le président George Bush n'a pas l'air de douter : a Saddam Hussein ne retirera aucun bénéfice » de cet acte e scandaleux pour le monde » La décision d'utiliser e le pétrole comme une arme»

VÉRONIQUE MAURUS et YVONNE REBEYROL

Précisions géographiques

Le golfa Parsique est un appendice de l'océan Indien. avec lequel il communique per le détroit d'Ormuz, un passaga entre la péninsule Arabique et l'Iran dont la largeur est d'une une superficia de 239 000 kilomètres carrés, ot

sa profondeur moyenne est de 25 mètres. Ses eaux sont plus male : de 37 à 41 pour 1 000 at mêma plus aur certaines portions du littoral du 1 000 de la salinité marine. moyenne), étent donnés la chaleur et les faibles apports d'eeu douce qu'elles recoivent. Les vents les plus fréquents et les plus forta aoufflant du nord-ouast. Les marées na ennt pas très importantes (1,20 à 1,50 mètre eutour du Qatar), mais peuvent atteindre 3 mètres dana le fand du

La Syrie dénonce les tirs de missiles sur Israël

de notre correspondant

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh. a indiqué, vendredi 25 janvier, que la Syrie ne pouvait pas accepter les tentatives irakiennes de lier la crise dn Golfe au conflit israélo-arabe. An sujet des missiles irakiens lan-cés enntre Israel, M. Chareb a affirmé que la Syrie rejetait « les tentatives irakiennes de brouiller les cartes en vue de tromper l'opinion publique [arabe] ».

A ce même sujet, le ministre syrien de la défense, M. Mustapha Tlass, a déclaré, dans une interview publiće samedi 26 janvier par la Syrie était « apposée aux méthodes démagogiques de Sad-dam Hussein», qui, selan lui, ne profiteraient qu'à l'Etat hébreu. «La Syrie ne se laissera pas entraîner dans une guerre dont elle n'a chaist ni le moment ni le lieu », a ajouté le général Tlass.

Il a estimé qu'Israel n'avsit pas intérêt à entrer dans un conflit au stade actuel et a mis en garde le chef de l'Etat irakien contre « toute provocation à l'égard de la Syrie ». a car s'il s'en prend à nous, a-t-il

Le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a rejeté caté-goriquement, vendredi 25 janvier, les appels des durs du régime isla-

mique à entrer en guerre au côté de

l'Irak, en affirmant que « ce seralt un suicide pour l'Iran ». Interve-

nant comme imam de la prière du vendredi à l'université de Téhéran,

M. Rafsandjani a lunguement

défendu la politique de stricte neu-tralité adoptée par son gouverne-

ment. « Nous ne donnerons pas notre sang à l'Irak pour qu'il alt

accès au golfe Persique, ni aux

Américains pour qu'ils gagnent leur guerre », 2-1-il affirmé,

«L'Iran, en tant que foyer de la Révolution islamique internatio-

nole, ne peut accepter lo grave

menace que constitue le déploie-ment de l'Irak sur les côtes du sud du golfe Persique. Nous ne pouvons

décuplés ». Le ministre de la défense a indiqué que ses services avaient enregistré deux contacts « entre celul qui prétend vouloir libérer lo Pulestine [Saddam Hus-sein] et M. Itzhak Rabin, quand li était ministre de lo défense, pour envayer, via Israel, des armes ou général libanais ontisyrten Michel Anun». Il a ajnuté que Nasser l'avait déjà averti, des 1962, que Saddam Hussein était un agent des services de renseignement améri-cains. « L'erreur de Saddam n été de ne pas savoir quelles étaient les limites qu'il ne pouvait pas fran-chir », à-t-il estime. Il à sonhaite qu'e un Irakien aimant son pays débarrasse Bagdad de Saddam klenne par un retrait du Koweit ».

Le ministre syrien a estimé que victoire des alliés ne faisait pas de doute. « La guerre durera quelques semaines ou quelques mois, mais ce ne sera pas un nauveou Vietnam», a-t-il déclaré. Il a cafin affirmé que le président américain George Bush avait assuré le président syrien Hafez El Assad qu'une conférence internationale sur le Proche-Orient aurait lieu après la

ALEXANDRE BUCCIANTI

pas entrer en guerre pour que l'Irak reste au Kowett et rallonge ses fron-tières avec l'Iran dans le golfe Per-

M. Rafsandjani a de nnuvean

déclaré que la résolution du « pro-

blème palestinien constitue l'un des

principaux objectifs de la Républi-

que islamique». « Tous les moyens

des pays islamiques daivent être

mobilisés pour la guerre contre

Isroël ., a-t-il snuligné. Mais

M. Rafsandjani n noté: e Tous les

satan protecteurs d'Israël sont en ce

moment dans la région, et ce n'est pas le moment de fotre la guerre

avec Israël. La guerre et le Jihad [guerre sainte] contre Israël se

feront un jour pour sauver toute la Palestine, et pas seulement les terri-

toires occupés depuis 1967. > -

sique», 2-t-il ajouté.

Le chef d'état-major appelle l'opinion britannique à la patience

A Londres

Sir Devid Craig, chef d'étatnajor des armáes, a procédé, vendredi 25 janvier, au cours d'une conférence de presse, à una évaluation d'ensemble des résultats atteints jusqu'ici par les forces elliées. Cet exercice était destiné à inviter l'opinion britannique à faire preuve de patience et à lui rappeler que cette guerre n'est nullement un « jeu d'enfant » ou « l'affaire de quelques jours ».

de notre correspondant

modernes décoller à un rythme rapide et des spécialistes jui vanter à longueur de journée à l'écran l'extraordinaire précision des armes employées, le citoyen téléspectateur risque de ne pas comprendre pourquoi les alliés - qui pour lui se limi-tent pratiquement aux Américains et aux Britanniques - n'en out pas encore fini avec M. Saddam Hussein. Il s'agit donc, pour les respon-sables militaires, d'expliquer à la population que les raids aériens sont nécessaires pendant un certain temps encore, et surtout de la préparer à des pertes en vies humaines beauconp plus nombreuses lorsque commenceront les combats au sol. Le précédent des Malouines prouve d'ailleurs que les Britanniques, loin d'être effrayés par ces morts, ont tendance à faire preuve d'une détermination plus grande encore lorsque le nombre des soldats tués s'accroît.

Le chef d'état-major des armées cherchait à remettre en perspective l'ensemble de l'opération. Il a employé un langage susceptible de faire sentir an public que celle-ci n'est, en aucune façon, une petite affaire. Il a présenté l'Irak comme la « quatrième puissance militaire mondiale », une force qu'il n'était donc pas question de mettre à bas e du jour ou lendemain ».

Face à une opinion déroutée par l'attitude attentiste de M. Saddam Hussein, saturée d'images de mis-siles Scad tombent sur israel et sur l'Arabie sacudire, et qui ne sait plus trop à quoi s'en touir sur l'état réel de l'adversaire, il a insisté sur le caractère minutieux de la prépara-tion de la campagne alliée. Voils des du Kowelt le 2 août dernier, que les militaires américains et britanniques dressent des plans en commun et prévoient toutes les hypothèses. Le message est le suivant : les alliés ont un plan d'ensemble. Ils l'appliquent sans forcer l'allure afin de réduire les pertes an minimum. Il peut y avoir des imprévus, tels le mauvais temps ou le refus de M. Saddam Hussein d'engager son aviation, mais l'opération ne peut pas

« Nous n'avons eu jusqu'ici aucune difficulté à maintenir notre supériorité aérienne, a déclaré Sir David. Lors des rares occasions où les forces aériennes iralciennes se sont manifes-tées, elles ont été abattues. Il en serait de même si elles se montraient à nouveau. Si Saddam Hussein ménage ses arions pour quelque apo-théase, nous sommes prêts. Les arions à eux seuls, ne suffisent pas,

rant, des armes, des équipages et des ordres. Contrairement à ce qu'affirment certains, nous avons eu un effet massif sur son système de con dement, et une grande partie de sa

Epreuve

Les troupes irakiennes, y compris la garde républicaine, sont soumises à une épreuve d'usure, « Ellés n'ont aucun moment pour dormir, ou se détendrem. La décision de lances l'assaut au soi ne sera prise que e lorsque le rapport entre nos forces et les leurs sera tel que noits bénéfinous permettant de l'emporter rapidement et sans trop de pertes ».

Sir David n rappelé que la Grande-Bretagne avait rennncé, depuis la fin des années 50, à la production d'armes chimiques mais a refusé d'exclure totalement l'emploi de ces armes par les alliés, si l'Irak y avait recours. Les Britanniques ponsaivent sealement des recherches sur les mesures de pro-tection. On sait que les Erats-Unis, pour leur part, ont des armes chimiques à leur disposition.

Le chef d'état-major des armées e jeté un peu de lumière sur le sys-tème de commandement. Les opérations sont dirigées à partir du centre de High-Wycombe, à une cinquen-taine de kilomètres à l'ouest de Londres, par le commandant en chef interarmes, Sir Patrick Hine. A chaque échelon, un contact presque per-manent est maintenu avec le responDavid a ainsi des « conversations fré-quentes » avec le général Powell, son

Sir David a vontu justifier le caractère très vague, parfois jusqu'à la caricature, des propos tems par ment, ce n'est pas notre travall de vous donner un bilan apprenne de notre bouche ce que

Washington semble complète. Les Américains disent avoir étudié avec soin la façon dont les Britanniques ont très efficacement contrôlé les médias en 1982 lors du conflit des Malouines. Ils en auraient tire la conclusion qu'il fallait appliquer des consignes identiques, voire encore d'images, et ne pes recommencer ce qui s'était passé au Vietnam, avec la guerre en direct dans chaque foyer. On peut parfaitement montrer des Tornado qui décollent pour bombarder l'ennemi, mais on ne verra pas les cercueils des soldats tués au combat. Il n'est pas davantage question, pour ne pas froisser les susceptilités musulmanes, d'interviewer les aumôniers militaires chrétiens qui se trouvent avec les troupes en Ara-

DOMINIQUE DHOMBRES

Une conférence de presse du chef d'état-major des armées françaises

«Le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak est quasiment détruit » a déclaré le général Schmitt

«La capacité des Irakiens d'avoir sur leurs missiles Scud des composants chimiques n'est pas promée», a expli-qué, vendredi 25 janvier à Paris, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises. Mais il est «certain», en revenche, que les Irakiens peuvent utiliser des armes Irakiens peuvent utiliser des armes chimiques « par air ou par l'artillerie». « Nous l'arions prévu, a-t-il
ajouté, nous combattrons en ambiance chimique. » Il n'a pas caché que
« l'Irak dispose d'une armée comparable à la Bundeswehr pour ce qui est
des chars et des avions, avec, en plus
des éléments chimiques. Une puissance militaire de cette dimension, on
n'en vient pas à bout en vingt-quatre
heures».

Selon le général Schmitt, « le poten-tiel macléaire [de l'Irak] est quasiment détruit et le potentiel chimique réduit des trois quarts ». Ce taux est aussi applicable aux réseaux irakiens de communications et de défense anti-strience.

«Le temps travaille pour nous, a expliqué le chef d'état-major, et il nous permet d'économiser des vies humaines. Nos soldats le savent et Saddam Hussein le sait. Il s'épuise sans pouvoir se reconstituer, sans pou-voir utiliser une armée de l'air désorientée, au seus strict du terme. » Estimant entre buit cents et mille le

nombre des «sorties» des avions

alliés dans leurs missions d'attaque d'objectifa inskieus au sol, le général Schmitt a indiqué : « Nous envisa-geons de faire voler d'Ici peu les Mirage F1-CR basés en Arabie suoudite. . Les Mirage F1-CR, qui sont · Le général Schmitt a précisé one des avions de recomnaissance et qui sont au nombre de quatre sur la base

blance avec les Mirage F1 que la France a vendus à l'Irak justifiait octte interdiction.

outre ces Mirage FI-CR - les avions

dite se répartissent en vingt-six Jaguar sions d'espicamage le long de la fron-tière avec le Koweft : leur ressem-défense aérienne. Selon le Service défense sérienne. Selon le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), la France a éalisé plus de cent cinquante «sorties» d'avions au-dessus du Koweit et de l'Irak depuis le début de l'opération « Tempête du désert ».

L'Irak suspend les « interviews » télévisées de pilotes capturés

Il serait « suicidaire » pour l'Iran

d'entrer en guerre au côté de Bagdad

estime le président Rafsandiani

les forces irakiennes ne seront plus intarrogés à la télévision jusqu'à ca qu'il radavianne e opportun » de la faire, a affirmé vendredi 25 janvier un porte-parole du ministère lrakien da l'information cité par Radio Bacdad.

«La diffusion par la télévision d'entretiens avec des aviateurs

jusqu'à nouvel ordre. Le nambre d'aviateurs présentés jusqu'à présant est suffisant », a Indiqué la radio captée à Chypre. Néenmoins, « la télévision reprendra la diffusion d'autres interviewe de pilotes capturés au moment opportun s. - (AFP,

Des volontaires du contingent à bord de la « Foudre »

débarquement Foudre a quitté Toulon, yendradi 25 janvier, pour Yaribu en mer Rouge, où il participera à la logistique de la chaîne de santé au sein de l'opération «Deguet». Outre ses deux cent dix membres d'équipage, ce navire, qui vient d'entrer en service et qui déplace 17 200 tonnes à pieine charge, a embarque trois cents. hommes destinés à renforcer le. logistique du dispositif militaire français en Arabie secudite. Il a à son bord une équipe de huit mêde-

cins, un pharmacien, vingt-neuf

infirmières et sociants-sept aides-

de Al Ahsa, avaient été interdits de

douzaine de tonnes de metériels et de médicaments transportables à terre per ses deux héscoptères lourds du type Super-Freion.

En propre, la Foudre dispose acelement d'installations hospitalières, comprenant notamment deux blocs opératoires at deux salles de réanimation, pour acqueillir, le cas échéant, sobante blessés graves et deux cents blessés plus légers.

Ce navire de la marine nationale est parti avec des marins du contingent voiontaires pour un contrat d'engagement. En effet, le

helté que les navires de guerre francela, dans la zone du Golfe. n'eient plus à leur bord de marins appelés, sauf a'lls acceptent da signer un contrat d'engagement de durée variable. Selon la chef d'état-major de la marine, l'amiral Alain Coatanea, qui a assisté au départ de la Foudre, entre 45 et 50 % des marins du contingent qui sont tous mejeurs - à bord du nevire ont été volontaires pour un contrat d'engagement an Arabie

les islamistes jordants eprofiter de la guerre

Berrette: f' ta

Marie 1911 1.

BEELSE THE

Terran .

ME 207 22'1 4

الما يواسرة الما الماسرة

RUME 2 31 TATE

BELLEVE . Lan.

PETER - TER

Bar. 11 200 4 300

FEET STATE !

BEST MET

PERFORM !

DEED W. STA

****** D.:

A ... 18. 34.

R(72 22)-1

prosent for 41

SENS TOTAL

1878- H. ...

Market Trans

P. 2

6

Miles of Court of the

ME 27 25 27 21

Part of the state of the state

MARCH INTO

30 ara

4111 A COLUMN TO STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

A 6- 3535, 155

Marie Committee of the Committee of the

Secretary of the second second

The same

- A. C. -

Out i mannente.

GOT "Union par CALGOR PROPER PROPERTY. attander a front to per Charles of Marie And All

to it desertion still mi TAN TORONT OF THE PARTY. THE BUTTERS AND

GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit au Moyen-Orient et au Maghreb

Les islamistes jordaniens les plus radicaux tentent de profiter de la guerre pour renforcer leur audience

de notre envoyé spécial

Personnage pittoresque, hant en couleurs une longue barbe blanchie par l'âge, un turban gris clair soigneusement enroulé autour de la tête et la soutane ample, le cheikh Assaad Beyout El Tam-mimi, leader du Jihad islamique, Beit Makdess, e l'allure d'un pacifique et vénérable patriarche sorti d'un livre d'images saintes. Pourtant, ses déclarations au vitriol, appelant à la guerre sainte contre les « nouveaux croisés du vingtième siècle »; ne cessent de défrayer la

Nous recevant dans sa maison située en plein centre d'Amman, il affirme tout de go : « Nous sommes pour la violence et nous ne sommes pour la violence et nous ne le cachons pas. Nos objectifs sont clairs: mettre fin à l'Etat d'Israël, libèrer la Palestine et frapper les Intérêts des Etats Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de tous les pays qui participent à l'agression contre Bagdad».

Né à Hébron, en Palestine, il y a religieuses à l'université d'al-Azhar, au Caire, evant de s'installer en Jordanie à partir de 1967. Son mouvement, affirme t-il, n'est pas un parti politique mais un groupe consacré à l'action directe. Depuis quelques mois, avec d'an-tres organisations extrémistes islamistes, il est sorti de la clandestinité, profitant du climat créé dans le pays à la suite de la relative

Des centaines de petits Saddam

Plus de quatre cents nouveau-nés jordaniens ont été prénommés Saddam en l'honneur du président irakien depuis le décienchement de la guerre du Golfe, indique l'état-civil à Amman. Un médecin opérant dans la maternité Al Amal e affirmé que, sur près de dix naisla moitié de garçons, - trois nouveau-nés sont prénom-més Saddam. Il a affirmé que la « movenne des Saddam » est plus élevée dans les cliniques gouvernementales à clientèle populaire.

Outre Saddem, lee Jordaniens optent de plue en plus pour des prénoms liés à la guerre, comme Jihad (guerre sainte), Kifah ou Nidal (lutte). Ourouba (arabisme) pour les filles est également très coté. Certaines familles choisissent également le prénom masculin Oudel, nom du fils aîné du président irakien, dont Radio-Bagdad e affirmé qu'il avait prie le chemin du front au iendemain de l'offensive

Au Liban sud, «Scud» est le aurnom le mieux porté depuie peu dans les camps palestiniens, et cee quatre initiales, cui terrorisent Israel, y sont devenues synonyme de courage et de force. Dans les faubourgs de Saide, qui ahritent la plua granda Liban, une dizaine de comhsttants du camp d'Ain Héloué aa sant rebaptisés

« Quel Scud!»

«La Scod. c'est l'arme de l'homme de notre époque. Il a lavé notre honte et, grâce à lui, si Dieu le veut, nous vaincrons Israels, explique Rami, slias Abou as-Satar, un artilleur de l'OLP qui se fait main-

A ses côtés, Sami dessine d'un tournevis, les quatre let-tres S C U D sur les balles de sa mitrallleuse anti-aérienna. Le nom du missile soviétique est entré dans le langage dans une discipline, du foot-ball à la chanson, peut se voir saluer d'un : « Quel Soud (> - (AFP, AP.)

de la crise du Golfe. Il est cepen-dant fort prudent et aime souligner qu'il n'en veut pas an gouver-nement jordanien et l'appnie entièrement dans toutes ses initiatives. Il ne nourrit cependant ancune sympathie particulière pour les Frères musulmans (vingt-deux députés et cinq membres an gouvernement), avec lesquels il n'a aucun lien. Son programme peut se résumer en quelques idées

« Pourquo! l'Occident a-t-il peur de l'Islam alors que notre religion apporte la solution à tous les maux de la terre, interdit les boissons alcooliques, les stupéfiants, ainsi-que les meurs dissolues et la débauche? Lorsque je préconise des attentats contre les États-Unis et ses alliés, je ne crains pas de foire d'innocentes victimes. Eux nussi font des victimes innocentes», dit-il. Il reproche ou président Mitterrand d'avoir voulu convaincre Saddam Hussein de quitter le Koweit - « Un musulman ne doit pas quitter le Koweit », - ajoutant que la famille des Sabah est impie et ne mérite pas de régner sur la destinée de l'émirat.

Son amour et son attachement à l'égard du président irakien sont de fraîche date. Pendant la guerre frano-irakienne, il a été un fervent khomeiniste. Il affirme candidement : «Je n'ai pas changé, c'est Saddam Hussein qui a chongé en devenant un musulman dévôt. Le Baas irakien n'existe plus, je viens de rentrer de Bagdad, où les oulé-mas m'ont assivé que le reiour à la religion est irréversible».

Que pense-t-il de M. Arafat? Beaucoup de bien, j'ai d'excellents rapports d'amitié avec lui, us je suis opposé à l'OLP, qui est un mouvement laïque, »

Une intervention américaine

Les organisations islamiques

fondamentalistes de Jordanie ne constituent, pour l'instant, que des groupuscules bruyants qui tentent de profiter de le crise du Golfe pour essayer de grignoter l'au-dience de l'association des Frères musulmans qui, elle, est fort populaire. Jusqu'à tout récemment, les autorités avaient feint d'ignorer lears propos incendiaires. Elles semblent avoir estimé que M. Atta Abou Rachta, le porte-parole d'un autre monvement islamiste ncore plus extrémiste, al Tahrir (le parti de libération islamique), avait dépassé les limites de la tolérance officielle en invitant, au cours d'une conférence de presse publi-que, les Arabes et les musulmans à a'en prendre aux intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés. M. Atta Abou Rachta a mystérieu-. sement disparu de la salle evant qu'il ait pu achever ses propos, et n'a pas réapparu. On apprenait par les forces de sécurité qui, bien que fort discrètes, savent, lorsqu'il le faut, agir avec beauconp de

tion n'a été annoncée que par le Jordan Times, destiné à la communauté étrangère; la presse en langue arabe s'est abstenue de faire état de ce fâcheux incident. Le journal al Destour (« la Constitution.») est allé jusqu'à publier les propos de M. Abou Rachta en les édulcorant de manière à les rendre moins violents. Ses lecteurs ne sauront même pas que le porte-parole d'al Tahrir a été arrêté.

Le Tahrir, créé en 1952 à Gaza à la suite d'une scission à l'intérieur de l'association des Frères musulmans, se propose de créer nn Etat islamique en Jordanie et d'y proclamer le califat. Mais les autorités jordeniennes n'ont jamais eccepté de le légaliser en expliquant que son programme

L'arrestation de M. Abou Rachta constitue un avertissement aux extrémistes de tous bords et une détermination et d'efficacité. conséquence directe des entretiens que le roi Hussein a eus mardi evec l'émissaire du président Bush, l'ancien sous-secrétaire

> tage, à qui il aurait promis de mettre au pas les mouvements islamiques qui prêchent la violence. L'avertissement semble avoir été entendu. Le cheikh Tammimi, qui devait prononcer un sermon «important» vendredi à le mosquée du camp de réfugiés palestiniens de la Baq'aa, a tenn un langags relativement modéré. La marche populaire prévue pont protester contre «l'agression de

M. Bush » s'est déroulée sans inci-

dent, ne réunissant que quelque

d'Etat américain Richard Armi-

était contraire à la Constitution

JEAN GUEYRAS

Une frontière désertée

Amman ne reçoit plus de pétrole irakien

RUWAYSHED (frontière jordano-irakienne)

de notre envoyé spécial

« Vous na pouvez plus passer, c'est un ordre du ministère de l'intérieur. » Les quelques rares journalistes qui e'étaient eventurés, vendredi 25 janvier, au poste frontalier jordanien de Ruwayshed ont átá poliment male fermement priés de rebrousser chemin par la police des frontières; Le camp de trensit situé dans un no man's land profond de 80 kilomètres, nous a-t-on dit sur tous les tons, est totalement vide. Lee journalistes ont au beau brandir l'autorisation officielle fournie par le ministère de l'information, rien n'a modifié la fermeté des policiers, et ils ont dù obtempérer à l'ordre venu d'Amman.

Dans le petite bourgade de Ruwayshed, qui compte près de quatre mille habitants, les personnes interrogées affirment ne rien savoir des raisons qui ont poussé les trakiens à fermer la frontière où, selon certains, plusieure milliers de candidats au départ attendent au poste frontalier Irakien de Trabell una récuverture. Male nul ne sait quand, exactement, celle-ci aura lieu. La bourgade, qui ne vit que du trafie antre la Jordania et l'Irak, est presqua désertée et ressembla à una agglomération

cemione-citernes vidae qui, depuis plusieurs années déjà, aseurent les livraisons de pétrole en provenance de l'Irak. Après l'arrêt, le 14 septembre dernier, des fournitures de pétrole saoudien, ces cemionsciternes, eujourd'hui immobillsés à Ruwayshed, constituaient Je seul moyen, pour la Jordenie de se fournir en pétrole.

ici et là sont parqués les

La fermeture de la frontière, denuis mardi abres-midi, prive done le Jordanie de l'or noir qu'elle importait gretuitement de Bagdad, en rembouraement de la dette Irakienne. Si cette fermeture se prolongeait, elle posereit de gravee problèmes de ravitaillement pour le Jorda-

La Jordsnie peut, certee, importer du pétrole par le port d'Akaba, mais elle devra paver ses importationa en devisae lourdes. Autre problème : elle ne dispose pas de réservoirs nour etocker le hrut importé. Aussi les experts jordaniene envisagesient-ils récsmment l'acquisition d'un super tanker qui eerait ancré à Akeba et qui servirait de réservoir alimentant les camions-citemes qui, cette fois, relierajant Akaba à la seula raffinerie que possède la Jorda-

Les partis marocains d'opposition organiseront le 30 janvier une « marche populaire » en faveur de l'Irak

Au Maroc, la journée de grève du lundi 28 janvier constituera un test pour les organisations syndicales autant que pour le régime. Suivant l'exemple de l'Union merocalne du travall (UMT), qui avait appelé ses militants de Casablança à vingt-quatre heures de débreyage (le Monde du 26 janvier), trois autres syndicats - la Confédération démocratique du travali (CDT), l'Union générale des travailleurs du Maroe (UGTM) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup) - ont lancé, vendredi après-midi, un mot d'ordre de grève générale en signe de « solidarité avec la peuple frère d'Irak ». Le mouvement de grève, désormaie étendu à tout le pays, devrait toucher a tous les secteurs d'activité ».

A ce nonveau défi syndical c'est à l'occasion d'une grève génévendredi à Tunis, les Etats arabes rale qu'avaient éciaté, les 14 et à joindre leurs efforts « non seule-

de l'opposition. Les cinq plus importants d'entre eux ont en effet appelé, vendredi, à une « marche populaire» pour le mercredi 30 janvier à Rabat, afin de « confirmer la solidarité absolue et l'appui total du peuple marocain au peuple trakien qui résiste aux forces de l'agression». On ignorait encore, samedi 26 janvier, quelle serait la réaction des autorités. Il y a une quinzaine de jours, à la veille du déclenchement de la guerre, le roi Hassan II avait prévenu qu'il proclamerait l'état de siège aux premiers signes de désor-

En Tunisie, le journal indépendant le Temps a vivement critique, vendredi, la « précipitation » avec laquelle la France a rejeté l'« initiative maghrébine » de paix et dénonce « la coalition des alliés, dirigée par les Etats-Unis » qui « se tranforme en curée ordonnée pour anéantir l'Irak». De son côté, l'ancien secrétaire général de la Ligne arabe, M. Chedli Klibi, e exhorté,

de Fès» - s'ajoute celui des partis pour arrêter la machine de guerre qui n entrepris d'écraser l'Irak et son peuple».

> En Mauritanie, une nouvelle manifestation favorable à Saddam Hussein - la quatrième depuis le début de la guerre - a rassemblé, juste après la prière du vendredi plusieurs centaines de personnes dans les rues de Nouakchott. La manifestation, qui se déroulait loin du quartier des ambassades, e été rapidement dispersée par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de matraques et de grenades lacrymorènes.

En revanche, les rues d'Alger sont restées calmes vendredi, malgré un nouveau prêche virulent de l'imam Belhadj, annonçant que des « cours de djihad » (guerre sainte) allaient être désormais dispensés dans les mosquées. Cette déclaration traduit, selon les observateurs, un net recul dn responsable du Front islamique du salut (FIS), qui avait adressé, en début de semaine dernière, un «ultimatum» à l'Etat pour l'ouverture de camps d'entraînement militaire pour les Algériens dési-15 décembre dernier, les «émeutes ment pour sauver le Koweit, mais rant rejoindre l'armée irakienne.

L'opposition en exil à Damas se dit prête à assumer le pouvoir après la défaite de Saddam Hussein

de notre envoyé spécial De quoi sera fait, le cas échéant, l'« eprès-Saddam Hussein » ? Certains prédisent le chaos, l'Irak étant constitué d'ethnies, arabe et kurde pour l'essentiel, et de communautés, chiite (majoritaire mois dominée) et sunnite (dominante), sans compter les minorités chrétie mes dont plus rien n'endigue-rait les contradictions.

Constitué à Damas, qui abrite de longue dete les opposants irakiens de toutes obédiences, le Comité conjoint de l'opposition irakienne se prépare à tous les cas de figure. Regroupant, des islamistes aux communiste, dix-huit partis ou mouvements au total, cette coalition e réussi à s'entendre sur une plate-forme commune et se dit prête à assumer le pouvoir sur une base de démocratie et de pluripar-tisme. Le leader des islamistes sept mouvements sur les dix-huit est l'ouléma As Sayed Hadi Ai Modarressi, frère de l'ayatoliah Mohemed Taki Modarressi. M. Jalal Talabani est, de son côté, depuis trente ans, le principal ani-mateur sur la scène diplomatique des sept monvements kurdes de le

«Le peuple irakien n'est pas avec Saddam Hussein, mais Il est, blen sûr, contre la destruction de l'Irak», nous déclare As Sayed Hadi Al Modarressi, evant d'ejouter: « Saddam cherche l'amalgame entre lui-même et son pays. La coalition internationale qui le combat doit prendre garde à ce piège car face à des bombardements massifs, que peut faire le peuple sinon se souder dans un réflexe de solida-rité nationale? Avant le déclenchement de la guerre, il y avait un peu-ple annihilé par l'Etat, un Eint annihilé par le parti, un parti anni-hilé par Saddam. Il existe dix organismes en Irak chargés de réprimer, terroriser, liquider les gens. Il y a même un « service du poison » dont le travail consiste à supprimer les indésirables. Cent un ulémas ont été exécutés, sans parler de centaines de disparus».

«La tâche sera colossale»

M. Ai Modarressi ajoute: «Outre que le peuple veut se débar-rasser de Saddam, la revendication sur le Koweit n'n jamais été populaire. Mais si la coalition internationale bascule de la libération du Koweit vers la destruction de l'Irak, elle rend un service à Saddam : cela peut ressouder la population autour de lui.»

Le chef de file des Kurdes M. Jalal Talabani, soutient ou aux yeux des siens, rien ne peut égaler la «tyrannie» de Saddam : populations gazées, déportées, villages rasés au point qu'il ne reste pas une des quelque einq mille agglomérations du Kurdistan iranien. Il morts et da cent quatre-viat-six mille disparus. « Nous avons arrêté

nos opérations (de guérilla) depuis le début de la guerre pour qu'il ne soit pas dit que nous pactisons nuec l'étranger et pour éviter de brouiller les cartes. Depuis trente et un ans, nous combattons seuls. Aujour-d'hui, nous regardons du haut de nos montagnes les autres combattre. Ceia dit, le peuple kurde est en fête car il entrevoit l'espoir de se débarrasser de Saddam, » Selon Al Moderressi, les pertes

irakiennes sont infiniment plus lourdes qu'annoncé par Bagdad : il y aurait, estime-t-il, déjà plus de trente mille civils et soixante dix mille militaires, principalement dans la Garde républicaine. M. Talabani affirme, de son côté que les désertions se multiplient dans l'armée. « Les déserteurs fuient vers nos montagnes », dit-il.

Les deux dirigeants estiment que le régime peut s'effondrer brusque ment, « comme un chapelet dont le fil finit par casser ». « Un prasch est possible, comme un attentni », estime l'ouléma, qui aurait préféré la poursuite du blocus à la guerre, « car il aurait finalement porté ses fruits et le tyran aurait été renversé

«Après lo chute de Suddam, la tâche sera colossale» poursuit-ii : il faudra restaurer les libertés, un Parlement, des Institutions. Il faudra reconstruire le pays. Mais nous possédons des richesses : l'eau, le pétrole et un peuple. Comme l'Alle-magne et le Jopon, nous nous relèverons. M. Talabani précise à ce sujet: « Nous ne sommes pas une coalition d'exiles. Nous avons nos gens à l'intérieur. C'est pourquoi nous ne voulons pas de gouvernement en exil. Nous en constituerons éventuellement un à partir d'une portion libèrée du territoire.»

Les deux hommes pensent que les risques de démembrement de l'Irak, eprès Saddam, sont inexistants. « Les trois pays que l'on peut soupçonner de visées sur notre pays – In Turquie, l'Iran et la Syrie – ont proclame qu'ils tiennent à l'in-tégrité de l'Irak. Ils se neutralisent mutuellement », affirme l'ouléma,

M. Talabani ajoute une raison spécifiquement kurde : « Ankara n'n pas intérêt à réunir les deux principales foctions du peuple kurde, la turque et l'irakienne. Qu'il soit bien clair - et le premier ministre turc le sait - que nous ne pensons pas aujourd'hui à un Etot kurde parce qu'il est irréalisable. Nous nyone accento les accords d'nutonomie du Kurdistan irakien et nous nous y tiendrons, dans l'Irnk démocratique que nous construirons après Saddam.»

LUCIEN GEORGE

Les dirigeants israéliens ont exposé à M. de Beaucé leurs griefs contre la France

Les Israéliens ont renouvelé à M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat eux affaires étrangères, les griefs qu'ils n'ont cessé de formuler à l'encontre de la France depuis le début da la guerre du Golfe.

JÉRUSALEM de notre envoyé spécial

Recevant M. de Beaucé, vendredi 25 janvier, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, lui a indiqué que la France ne devait pas s'étonner des critiques formulées à son encontre dans l'opi-nion israélienne. Celle-ci pouvait attendre une plus grande fermeté face à l'Irak de la part d'un allié tra-ditionnel de l'Etat hébreu, a souligné M. Lévy, à en croire un compte-rendu de la rencontre fait de source diplomatique israélienne.

Compte tenu des liens privilégiés unissant les deux pays, Jérusalem pouvait espérer que Paris ne tente pas de jouer, jusqu'au dernier moment, la carte de la médiation dit le ministre, auquel M. de Beaucé venait de faire part des regrets de la France face à la campagne de critiques qui la vise. Des attaques que le secrétaire d'Etat a qualifiées de «totalement injustes» et de «calomnies», dans un entretien diffusé par la radio israélienne. Israél reproche aussi à la France la constance avec laquelle elle a participé à la construction de l'appareil militaire irakien, ainsi que sa participation au développement de l'arsenal « non conventionnel » de Bagdad. M. de Beaucé a déclaré avoir voulu dissiper ce malentendu.

Le représentant de M. Mitterrand a en outre fait part aux autorités de l'Etat - le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, ainsi que le président Haim Herzog – de l'attachement de la France à la sécurité d'Israël et de l'émotion ressentie à Paris après les tirs de missiles irakiens contre le territoire israélien. M. de Beaucé a éga-lement exprimé « la solidarité, l'nmitié et le soutien » de Paris.

M. Lévy s'est en revanche félicité de la décision prise par la CEE de lever un certain nombre de « regirio tions » à la coopération avec Israël décidées l'an passé afin de protester contre les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ainsi les discussions sur vingt-sept projets de coopération scientifique vont reprendre de même que les pourpar-lers sur la perspective du marché unique de 1993.

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions dans le monde et en France

La prudence du Vatican

Critiqué pour avoir tardé à manifester sa « solidarité » avec Israël, le Saint-Siège a publié une mise au point pleine de retenue

de notre correspondant

Ao septième jour de la guerre du Gotfe, alors même que le pape Jean-Paul II appelait la semaine dernière à la réconciliation des « croyants dans le Dieu unique chrétiens, hébreux et musulmans », une nouvelle le facte crientiere en manufal les velle et forte crispation e marqué les rapports entre juifs et catholiques.

Critiqué pour la position jugée philo-arabe qu'il a prise dans le conflit du Golfe, accusé de faire montre d'une certaine réticence à l'égard des Israéliens bombardés par les Scud irakiens et, enfin, sévèrement tenfe par la present terrosaltire. ment tancé par la presse transalpine pour n'avoir jamais voulu établir de relations diplomatiques avec Israël alors qu'il entretient, aujourd'hui encore, une nonciature (ambassade) à Bagdad, le Saiot-Siège a décidé, vendredi 25 janvier, de passer à la

Pas question de répondre à ceux qui reprochent au pape d'avoir attendo la troisième vague de Scud sur Tel-Aviv pour exprimer sa « solisur le-Aviv puir expenies sa sou-darité particulière avec les popula-tions qui, dans l'Etat d'Israël, souf-frent sous les bombardements». L'étrange «silence» de Jean-Paul II, au cours des jours précédents, evait été suffisamment remarqué et fus-tigé, pour que l'ambassadeur de l'État juif en Italie, M. Mordechai Drory, déclare le soir même et non sans quelque ironie, qu'après e les critiques des journaux, le fait que Sa Sainteté prononce enfin les paroles Sainteté prononce enjin les paroles [attendues], prouve que la mobilisation de l'opinion publique peut aider ». D'une façon générale, on sut gré des paroles papales, même si certains regrettèrent que Jean-Paul II ait ejouté qu'il se sentait « de la même manière, proche des populations de l'Irake.

Pas question non plus de répoc-dre sur le food à ceux qui repro-chent à l'Église catholique d'avoir établi un lien entre l'annexion du Koweit et les autres problèmes du Proche-Orient, Sensible en revanche au mouvement d'opinion qui se des-

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

Principeux associés de la société :

Société civile

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

sine dans la péninsule pour l'inciter à établir au plus vite des relations diplomatiques evec l'état hébreu – plus de cinquante députés ont signé une pétition à leur gouvernement pour qu'il intervienne dans ce sens auprès de Saint-Siège et, pour la première fois, le Parti communiste hi-même soutient la même idée, — le gouvernement de l'Église a voulu dissiper « la confusion » qui entoure, selon lui, ses relations avec Israël. Utilisant une méthode sans précédent, une « déclaration » écrite par son porte-parole afficiel, M. Joaquim Nevarro-Valls, le Saint-Siège croit d'abord utile de rappeler qu'il n'a «jamais mis en discussion l'exis-tence de l'Etat d'Israèl».

Une reconnaissance «implicite»

L'absence de relations diplomatiques « n'implique pas la non-reconnaissance», précise-t-il, et le document fait l'ioventaire des personnalités du gouvernement israé-lien reçues eo Vatican : de M. Abba Eban en 1969 à M. Shimoo Pérès, alors premier ministre, en 1985. Si tificat et quarante-trois voyages l'étranger, o'a encore jamais pris le chemin de Jérusalem, le Saint-Siège rappelle que Paul VI o effectué un voyage en Terre sainte en 1964 et rencontré à cette occasion le chef de l'Etat israélien. De même, la hiérarchie vaticane révèle qu'elle a des « contacts réguliers » evec l'ambas-sade d'Israël en Italie et que le délégué apostolique de Jérusalem, Mgr Andrea Di Montezemolo, e encore rencontré le président israélien Herzog en octobre dernier.

Dressant l'inventaire des e nom-breuses références du Saint Père à l'Etat d'Israel », M. Navarro Valls précise que, « selon le droit, la recon-naissance d'un Etat est implicite et nelles et explicites». Pour ce qui

ADMINISTRATION : , PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

concerne les relations diplomatiques proprement dites, ac'est une autre chose». Ces rapports es établissens de manière volontaire, aucun Etat n'est obligé d'entretenir des relations diplomatiques avec un autre» et, de toute manière, « elles dépendent d'un ensemble de circonstances». L'Etat d'Israël, souligne le document, « n'est pas le seul avec lequel le

Précision importante : l'absence de relations diplomatiques evec

pas question d'initier en ce délicat moment un processus de rapports diplomatiques formels entre l'Etat juif et le gouvernement de l'Église. « Ce serait interprété comme le choix délibéré d'un camp en guerre contre l'autres, dit-oc an Vatican. Cela pourrait surtout se révéler très dangereux pour les dix millions de chrétiens arabes disperses dans l'ocean

Pays-Bas

LA HAYE

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Françoise Hogues, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercia Micheline Oerlemans, directeur du déveluppement 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS : (1)45-55-91-82 se 45-55-91-71 Téles MONDPUB 206 136 F Télélas 43-55-04-70 - Societé fibrale do journal le Morale et Régie Presse SA.

André Fontaine, président

M. André Fontaine, gérant Commission nentaire des journaire

Le Monde TÉLÉMATIQUE

2 960 F

ISSN :0395-2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-65-29-33

1 400 F

ou 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM duction interdite de sous article. Taccord avec l'administration

ABONNEMENTS , place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-68-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS
LUXEMBOURG Voic committee CEE TARIF mois ... 1 560 F 6 mois . 780 F 1 123 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce builetin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

2 086 F

d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnes sont icvités à

ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois 🗆 6 mois 🗀 1 an 🗀 Non: Adresse :_ L'endle: avoir l'abliquance d'exerce tout les nams propres en capitales à imprimeri

Saint-Siège a jugé opportun d'atten-dre ». La République sud-africaine et le royaume jordanien sont cités à

l'Etat juif en est certes pas de nature théologique mais juridique». Il s'agit, poussuit diplomatiquement le déclaration officielle, « de difficultés non encore clarifiées concernant la présence d'Israël dans les territoires occupés et des rapports avec les Palestintens, de l'annexion de la Ville sainte de Jérusalem, et de la situation de l'Eglise catholique en Israel et dans les territoires administrès par luis. Le nœud de l'affaire, depuis la création d'Israel il y a quarante-deux ans, c'est Jérusalem. Jadis, le Saint-Siège évoquait sou-vent pour la Ville sainte un véritable statut international. Aujourd'hui on parle place Saint-Pierre d'un «statut particulier» qui garantirait la liberté de culte et le libre accès aux Lieux saints pour les trois grandes reli-

Pour l'heure, cependant, il n'est

PATRICE CLAUDE

Le trouble des travaillistes

de notre correspondant

e Nous sommes opposés à la guerre, mais nous rejetons aussi Saddam Hus-sein. » Prisonnière de ce dilemme, la mouvance pacifiste néerlandaise, hier active et bruyante, est enjourd'hui

Elèves modèles du pacifisme il y a dix ans, les Nécriandais sont désor-mais au fond de la classe : 84 % d'entre eux ont e approurés le déclenche-ment des hostilités, selon un sondage de la chaîne de télévision RTL-4, effectué le 17 janvier. Avant cette date, ils étaient déjà 65 % à reconnaître à la coalition anti-ira-kienne le droit de faire parter les

Déchiré, sans résonance sociale, le pacifisme est privé du relais politique qu'avait représenté, do temps des euromissiles, le Parti du Travail (PVDA). Aujourd'hui allié da CDA (chrétien-démocrate) au sein de la coelition au pouvoir, le PVDA est un coamon an pouvoir, le ryor est un pilier essentiel du large consensus qu'a rencontré depuis août 1990 la ligne « atlantiste» de plus en plus marquée suivie par La Haye.

Certes, la décision de gouverne-ment de faire participer au confin armé les Régates néerlandaises a donné « des maux d'estomac» à certains élus travaillistes. Le groupe par-lementaire l'a toutefois finalement approuvée, à l'exception d'un seu membre qui a voté contre, avec le Parti Vert-Ganche. De plus, alors que les observateurs estimaient que le PVDA était allé au maximum de sa souplesse, il semble que les tirs de missiles trakiens sur Israel et le traitement infligé par Bagdad aux pilotes alliés capturés ont annihilé les derniers états d'âme des plus hauts res-

Mais le fossé se creuse entre le sommet du PVDA et sa base, à en uger par les critiques formulées ces derniers jours par un groupe de per-sonnairés et les présidents de fédérations, adéquatement montées en épin-gle par le quotidien préféré des sympathisants. La famille navailliste lavera son linge sale lors du congrès du parti, les 1" et 2 février prochain, mais la proximité des élections provincales (6 mars) la retiendra sans doute de procéder au grand déballage. CHRISTIAN CHARTIER

La peur des Arabes de Marseille

Après l'expulsion de deux Algériens, interpellés, l'un à Marseille et l'autre à Aix-en-Provence, en raison de leur activisme pro-irakien, la communauté erebo-musulmane des Bouches-du-Rhône s'inquiète de la nouvelle vaque d'hostilité qu'elle perçoit à son égard. Dans l'ensemble, elle fait cependant le dos rond, appelant à le paix dans le Golfe, d'une part, et rappelant son intégration à la communauté nationale, d'autre part,

MARSEILLE

de notre envoyé spécial Dans le cadre du plan Vigipirate, cinq specialistes du démi-nage sont mobilisés vingt-quetre heures sur vingtquatre è Merseille. Depuis déclenchement des hostilités dans le Golfe, ils ne regagnent plus leur domicile, vivant dans une pièce aménagée eu dernier étage de l'hôtel de police afin d'être disponibles à tout moment. Pendant une semaine, ils ont dû intervenir chacun plus de dix fois per jour en moyenna. Rares sont les Phocéens qui ne les ont pas vue à l'œuvre au moins une fols. Leurs opérations se déroulent selon un scénario désormais classique : à le suite d'un appel téléphonique eux services de police, un démineur arrive sur les lieux dès que des gerdiens ont localisé l'objet suspect; revêtu d'une sorte d'ermure matelassée, l'artificier s'en approche alors et le détruit avec un canon à eau sous très heute pression (450 bars).

Une cible privilégiée

Aucune alerte (fort heureusement) n'e été justifiée. Les paquets les plus hétéroclites, ebendonnés ici et là, ont voié en éclats, cartona vides, secs de litière pour chat, boîtes de couches culottes... Sur la Canele benc d'un abri-bue a ainsi été putvérisé alors qu'il contensit un regoût de mouton. Mais Maraeitle, qui sime les bonnee hispoires, n'e pes n de celle-ci.

Sept ens eprès l'attentat qui avait fait de nombreux blessés. gere Saint-Charles, la nuit de la Saint-Sylvestre, le déclenchement des hostilités contre l'Irak, paya réputé pour entratenir des groupes terroristes, a réveillé de

La proximité du complexe patrochimique de Fos qui est considéré comme un des sites les plus sensibles, l'interpellation et l'expulsion de deux Algériens anupçonnés d'activisms en faveur de Saddam Hussein, t'Influence attribuée aux islamistes dans une communauté immigrée originaire du Maghreb évaluée à quelque cent cinquante mille per-sonnes : tout contribue à leisser penser que la ville pourreit être la cible privilégiée d'attentats. Cela peut expliquer cette psychose du colis ou de la voiture piégés qui régne su ville. En dépit des appels au calme qui sont lancés par la pressa locale, cette ten-sion est aussi alimentés par l'importance des dispositifs policiers autour des bătiments publics. Les gardiens, dont les jours de repos ont été suspendus, semblent véritablement sur le pied de guerre.

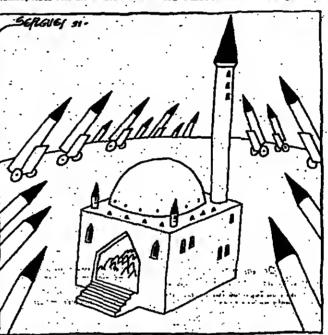
Y-a-t-il pour autant des éléments plus objectifs qui expliqueraient mieux ces alar elle en a, la « cellula da défecsa » mise en place à le préfecture ne tient pas à les faire constitre et oppose le « secret défense » à la plupart des questions. On apprendra donc seulement que plusieurs individus supposés dangereux font l'objet d'une surveillance accrue et que les vendeurs de la cassette enregistrée à la gloire de Saddem Hussein par le chanteur Mazouni pourraient avoir des ennuis.

Le préfet, M. Bussière, insis-tera pour sa part sur é l'absence de tension » et « la coexistence » entre les communautés en dépit des événements. Jeudi 17 jan vier, le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, avait réuni les représentants de toutes les confessions religiouses de la ville qui ont posé, main dans la main, pour une photo après avoir lance un appel à la fraternité.

L'évolution du conflit durant le première semaios n'e pas porté préjudice à ca gaste symbolique. Le seul mot d'ordre émanant des représentants arabo-musulmans de la ville a éré calui – largement suivi – d'une journée « rideau de fer bassé », lundi 21 janvier, en signe de deult pour les victimes du conflit. Au fur et à mesure du déroulement du conflit, des heurts ne sont pas exclus, selon la police. Meis pour besucous des membres de la communauté arabo-musulmane, le premier réflexe a été de peur : eils ont vieux », note une animatrice de la

nale... Beaucoup sentent que l'opinion publique est prête à formular « Arabes=terroristes ». « Cet emalgame set un nuveau moyen d'exclusion eociale». déplore Said Oukenouch qui dirige l'association Perspective et solidarité erabo-musulmene. Il en résulte une opposition virulente à le guerre contre l'Irak « faite avec le soutien de tous les dictateurs du Moyen-Orient».

Les religieux sont scandalisés per le présence alliée sur les lleux saints de l'Islam : « Quand il y a une alerte à Ryad, les Américains forcent hommes et femmes à descendre dans les mêmes ebris, ile ne respectent pae la séparation des sexes ». Les laics dénient à l'ONU le pouvoir de donner aux Etats-Unis la rôle de gendarme du monde : «Pourquoi Bush intervient-il pour le Kowell maie ne fait rien pour les Palestiniens? » Les jeunes



Maison de l'étranger. Résultat depuis une semaine, le marché Velten, porte d'Aix, qui fourmille habitueliement est déserté par les femmes voilées qui lui donneit son cachet oriental.

Marchés fentômes

A côté, la centre social Belsunce tourne également eu ralenti, les femines enceintes renonçant à sortir de chez elles. Vendredi, jour de la prière, la rue Bon-Pasteur n'e pas été blocuée par les fidèles qui, faute de place dans la mosquée Camille-Pelle-tan, s'agenouillent habituellement sur la chaussée. Dimanche, les Puces, où vont se promener les familles des quartiers nord, sont ausai rastées un marché fantôme. En revanche, les services de traduction qui aident les immigrés à remplir les formalités schmistratives connaissent un surcroft de travell : « Par les temps qui courent, il vaut mieux avoir des papiers en règle », explique le directeur du service, Abouakil Nouridine.

A la peur a succédé un violent sentiment d'Injustice. Cette guerre et ce qu'elle engendre « gorffe » Malak, un jeune beur if vit dans une citée du quartier Saint-Joseph: «Pour un peu, on ve dire que je me leisse pousser le mouetache pour ressembler à Saddem Hussein.» Des jeunes femmes de son entourage. Hanifa ou Yamina, sont tout autant ulcérées : des policiers contrôlent les voitures de jeunes dans la cité mals aucun ne prorége les lieux de prière musulmens alors qu'il y en a devant les synagogues; en guise de bonjour, on ne leur lence plus que des « pauvre Francs », comme si elles étaient responsables de la situation internatio

sont déroutés par la position française : « On n'e pas voté Mitterrand pour qu'il nous lance dans la guerre. » Les femmes ne comprennent pas : « Comment peut-on lutter contre le FIS en Algérie et soutenir dans le Golfe le roi d'Arabia secudite qui finance le FIS?

Tous réclament la paix et des négoclatione immédiates. L'expression de talles opiniona estelle suffisante pour cassimiler les musulmens à le cinquième colonne de Saddam », remarque un biblinthéceire, Remzi Tedroche? En fait, le pacifisme semble le plus petit dénominateur commun d'une population au sein de laquelle les luttes d'influence sont extrêmement complexes. La zizanie cu'avait provoquée fin 1989 le projet de grande mosquée en a été la meilleure illustration.

Bref. la querre est condamnée. mais aucun chef charismatique appelle à le « guerre sainte ». Les associations lerques sont aussi pléthoriques que le nombre ds militants est anémique. La voix des imams est plus forte. Meis quand Mahand Alili, qui passe pour proche du Front Islamique du salut, et qui e participé à la conférence islamique de Bagdad avent le déclenchement des hostilités, prêche rue Bon-Pasteur, son propos n'a de portée que a'il est repne par Cheik Abdel Hadi Doudi nu par Bachir Dahamani. Or cas demiers multiplient les appele au celme et soulignent l'appartenence de la communauté musulmene à la

ALAIN GIRAUDO



Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES ilward interviews dr. T. Antonia di Santa Burney & La A Charles and a con-Branch A in the same of the EZZ The Te in the second E--n-le Quotidien de Pari 0 E CONTRACTOR SE IN and a different state with Comme to proje State of the Name of ALC: THE PERSON NAMED IN The state of But the Bar that Transpir : 32221 A 30. $\mathcal{I}_{\mathrm{Ng}}$ 1. 3 Ben - Liny 27,0 23447 22424 4424 Na String -41;- $\mathbb{Q}_{p,\mathbf{I}_{a_{k}} \subset \mathbf{R}_{k-p}(\frac{1}{2})}$ A State 5.24

La Allis cha

STEERSWINE WARRANT

M. Rocard intervient dans le débat sur l'information

Parallèlement aux initiatives du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de l'Observatoire parlementaire sur les médias (le Monde du 26 janvier), le premier ministre a jugé bon d'in-tervenir dans le débat déontologique sur la couverture médiatique du conflit. M. Michel Rocard a écrit, le 24 janvier à M. Jacques Boutet, pré-sident du CSA et à M. Claude Puhl, président de la Fédération de la presse française.

Tout en affirmant que les problèmes déontologiques « relèvent de la serde appréciation de la profession et du CSA», M. Rocard souligne « la contradiction entre la tendance par-fois observée au spectaculaire et à la dramatisation et le sanz-frold indi-pensable tant à la rigueur de l'infor-mation qu'au souçi de la cohésion

Le premier ministre consacre la plus grande partie de sa missive aux problèmes soulevés par la diffusion des images de prisonniers par les autorités irakiennes. Il appelle les chaînes de télévision à réfléchir à l'opportunité d'une telle diffusion avant d'être confrontées à l'exhibition d'éventuels prisonniers français.

une humiliation insoutenables. devant tous leurs compatrious et les placent dans une situation très grave-ment attentatoire à leur dignité».

M. Rocard ajonte: «Aux souf-frances et aux sévices éventuels subis par ces prisonniers, la diffusion de telles images ajoute – le passé l'a prouvé – un traumatisme qui dure bien au delà de la durée de la capti-vilé, pour les intéressés et pour leurs familles. Vous comprendrez qu'il est de mon devoir à l'égard des soldats de m'en préoccuper ».

Au moment on cette lettre parvenait au CSA, les directeurs de l'in-formation de A2, FR3, la Cinq, M6, Canal Plus et RFO étaient reçus par les conseillers des «sages» pour évo-quer les mêmes problèmes. Si l'auto-rité indépendante se dit satisfaite des efforts accomplis par les télévisions depuis la première réunion du 16 janvier, quelques dérapages continuent à susciter l'inquiétude des neuf membres. Le plus spectaculaire est celui de la Cinq qui a diffusé les images d'une manifesta-

Pour sa part, la direction de

l'AFP reproduit « à toutes fins

utiles » la transcription des propos

tenus en direct du général Schmitt.

Question: « Est-ce que ce soir on peut dire que l'ariation trakienne est vraiment clouée au sol, ou ce

qui était caché dans les hangars est inutilisable et ne peut plus interve-

nir dans le courant de cette phase

e constituent, pour ceux qui sont tion algéroise en mélangeant celles contraints par la force à paraître d'un déflié du Hezbollah tournées publiquement, qu'ils soient ou non conduits à s'exprimer, un outrage, la chaîne d'Hachette a diffusé un rectificatif. Les conseillers ont donc réstéré e l'obligation absolue » de sourcer et de dater les documents en laissant entendre que de nouvelles macipulations d'images seraient sévérement sanctionnées.

Les images des prisonniers

La réunion a aussi abordé les problèmes soulevés par les reportages sur les réaction des immigrés en France, et le communiqué dn CSA souligne a la nécessité de traiter avec la pondération et la rigueur indispen-sables les sujets relatifs aux tensions intercommunautaires, en évitant d'éxagèrer la portée de tel ou tel inci-

. Répondant aux préoccupations du premier ministre, le CSA et les chaînes semblent s'être accordés sur la non-diffusion « de documents contraires à la dignité des personnes et oux stipulations de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre et de renoncer à toute exploitation complaisante des images des soldats tués, prisonniers ou blessés et des réactions de leurs proches ».

An CSA, on insiste sur le consen sus nécessaire entre les médias : «Nous ne roulons pas nous ériger en magistère moral, affirme M. Jean-Erie Schoettl, directeur général de l'institution. Nous cherchons à bâtir un soubassement éthique suffisamment solide pour affronter sereine-ment la converture d'une guerre qui s'annonce, hélas ! longue ».

Mais l'attitude de TFI trouble ce consensus. Ses responsables de la Une n'ont pas voulu participer à la réunion du 25 janvier malgré une conversation téléphonique oragens entre M. Boutet et M. Patrick Le Lay, président-directeur général de la chaîne. Une attitude que les membres du CSA jugent en privé a insultante et irresponsable». Prélèrant fixer ello-même ses propres règles déontologiques, TF 1 a décidé de ne diffuser que des images muettes des prisonniers quelle que soit leur nationalité et de couper « le son de propos nècessairement tenus sous la contrainte ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le général Schmitt conteste le compte rendu de ses propos Polémique entre l'Etat-major et l'AFP

le général Maurice Schmitt a mis en cause vendredi 25 janvier, le. compte rendu par l'Agence France Presse de propos tenus par lui-même et le ministre de la défense. Pour le général Schmitt, « le souci de réagir très vite conduit quelquefois a avoir des télégrammes très

Le général affirme ainsi que le 17 janvier sur Europe I, en réponse zerre Elkabbaci disait : e On annonce que 80 % du potentiel aérien trakien avait été détruit », sa réponse fut : « Ecoulez 80 % cela ne me paraît pas du tout ble. Je crois que je vous dirats ijourd'hui que si nous en étions à 50 %, je serais très heureux » La dénêche de l'AFP relatant « le général Schmitt annonce que 50 % de l'aviation irakienne a été detruite» n'est donc « pas du tout la même chose » seloo le général qui ajoute « ou alors j'écris dans le nouveau français, ou je parle un nouveau français».

de la guerre?» Réponse du général Schmitt: « Je pense qu'on peut donner une certaine probabilité à cette affirmation là. Si sque voulez, en me risquant à des poircentages, mais avec toute la prudence dont il faut faire preuve - car les avions à irakiens sont dans des hangareties protégées — je pense que l'on a bien causé de l'ordre de 50 % de pertes à l'aviation irakienne. En tous cas, il y a un constat, c'est qu'il y a très peu d'avions irakiens en vol. » Le général Schmitt accuse aussi l'AFP d'avoir déformé les propos

en conférence de presse de M. Jean-Pierre Chevenement le 17 janvier. Après avoir indiqué

M. Chevenement porte plainte contre « le Quotidien de Paris »

Après la publication d'un éditorial da Quotidien de Paris, (édi-tions da 24 janvier), le ministre de la défense a annoncé, le vendredi 25 janvier, qu'il demande ao garde des scezux de porter plainte pour e imputations diffamatoires » devant la 17 chambre du tribunal de Paris.

Sous le titre « Chevenement, le chant partisan », le directeur délégué du Quotidien de Paris, M. Alain Chastagnol, commentait des propos de M. Jean-Pierre Chent qui a accusé, sur Europe , MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de ne pes avoir fait preuve de patriotisme dans leurs relations avec l'Irak pendant qu'ils étaient au pouvoir.

« Est-ce à dire, a écrit notamment l'éditorialiste du Quotidien, que Jacques Chirac et Valèry Gis-card d'Estaing sont les seides d'un « parti de l'étranger » ? Voilà une accusation gu'on connaît. S'agit-il du parti des Etats-Unis ou de celui d'Israel? Accuser l'opposition de trop suivre les Etats-Unis rendrait faussement compte de toute l'histoire gaulliste. L'accuser de succomber aux pressions israéliennes laisse horriblement pressentir l'antisémitisme (...). [M. Chevènement] s'est encore refusé, à ce jour, même à traiter Saddam Hussein de criminel de guerre, en arguant du fait qu'aucun pilote « français » n'avait été torturé. Voilà qui nourrit territion étaient « des cibles ou Koweit », le ministre de la défense aurait récondu « non » à un journsliste lui demandant : « Est-ce que vous excluez - ou quelque chose comme ça - des cibles en Irak?»

Cette versioo do général Schmitt ne coincide pas, là non plus, avec le script des propos du ministre, que l'AFP diffuse pour sa défense. Question : «Les Jaguar sont intermus sur le territoire du Koweit. Cela veut-il dire que la France a pris comma limite à somengage ment de ne pas intervenir sur le ter-rttoire irakten?» Réponse de M. Cheventment: « C'est exact. Il y a comme vous le savez un protocole qui a été fixé, cette mit même. avec le commandement américain pour régier les modalités du contrôle opérationnel.»

 Enquêtes pénales sur des tracts racistes en Alsace. – Les parquets de Colmar Mulhouse et Strasbourg, out ouvert des enquêtes pénales pour retrouver les aoteurs de tracts anonymes cootenant des propos racistes diffusés dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin depuis le début de la guerre du Golfe. Présentés comme des lettres qui seraient écrites par des « Algériens et Arabes », ces documents appellent à la constitution d'une « Francarabia musulmane » en usant de termes violents et injurieux.

I Trois revues pro-irakienaes interdites. - Trois publications pro-irakiennes éditées en France ont été interdites à la circulation, à la distribution et à la vente par arrêté du ministère de l'intérieur publié le 26 janvier, qui les estime « de nature à troubler l'ordre public ». Il s'agit de Al Arab, Ad Dastour, et Koi al Arab, le directeur de cette dernière ayant expulsé de France cette semaine en application de la procédure d'« urgence absolue ».

conclu, qualques jours avant le début de l'opération « Tempète du désert », entre forces alliées en Arabic saoudite prévoit une coordination dans l'emploi des puités sur des objectifs qui -- dans te cas de la France par exemple - sont déterminés d'un commun accord pour trois jours et, ensuite, révisés, renouvelés on afratés su far et à mesure que chacene des missions est effective accomplie. Ces lintes de cibles sont naturellement tennes secrètes. L'exis-'métrie variable à des opérations - et donc, la programmation des cibles retenues qui s'essult - fait qu'une précision des étals-majors, en répor des questions de la presse sur la mature même des objectifs du jour, a'est juste qu'à la date, et parfois à l'heure même, où elle a été donnée. Le lendemain, la précision peut être différente — et donc l'indication de la velle est dépassée parce que, entre-temps, une autre mis-sion aura été exécutée avec un changement de cibles qui était pourtant bien programmé mais non encore aroundle officiellement pour des raisons de sécu-rité des raids. D'où les quiproques qui penvent maître, entre militaires et joures, sur des objectifs au Kowelt ou en Irak même, si l'on méconnaît la

Attentats anti-occidentaux en Grèce et au Pérou

De nouvelles manifestations contre le guerre devalent evoir lieu, notamment en France et en Allemagne, semedl 26 janvier, pour protester contre le développement de la guerre dans le Golfe. Par ailleurs des intérêts eméricains, français et britanniques ont été la cibia d'attentats, notamment en Grèce et eu Pérou.

Une nouvelle manifestatico en faveur de la paix, organisée par les signataires de l'«appel des 75», devait avoir lieu samedi 26 janvier à Paris au départ de la place de la République avec dispersion à Port-Royal. Une vingtaioe d'associations représentatives de la popula-tion immigrée en France ont par ailleurs décidé de se regrouper au sein d'un collectif national « afin d'éviter les dérapages » et « d'assu-rer la protection de toutes les communautés », à l'initiative de Djida l'azdait, députée européenne sur la liste des Verts. Cette action serait justifiée par la situation dans certains départements, notamment en Corse : ainsi, alors que de combreux actes racistes ont été relevés dans l'île ces derniers jours, noe tentative d'incendie criminel a été commise dans la nuit do 24 an 25 janvier contre les locaux du consulat do Maroe de Biguglia (Haute-Corse).

En Allemagne, une trentaine de trains spéciaux et des centaines de bus ont été réservés par un groupe de coordination des mouvements pacifistes, écologistes, chrétiens, et humanitaires ainsi que do parti social-démocrate, afio de draioer les quelque cent cinquante mille personnes attendoes à Bono samedi 26 janvier pour un rassem-blement sur le thème : «Arrêtez la guerre dans le Golfe». Une contremanifestation devait avoir lieu au même moment à l'appel de l'Assolienne sur le thème : « Solidarité avec Israel » .

En Turquie, la police a sévère-ment réprimé, le 25 janvier, une manifestation pacifiste à Tatvan, dans l'est du pays, on homme ayant été tué par halle et deux autres blessés. De nombreuses manifestations anti-américaines et pro-irakiennes ont eu lieu en Inde, à Bangalore, Bidar et Calcutta. Au Pakistan, le parti de l'ancien prea dénoncé les bombardements commis par les alliés de l'Irak et a réclamé le rapatriement des soldats pakistanais déployés eo Arabie

Toujours au Pakistan, vendredi. an moins trois personnes oot été tuées et sept autres blessées - qua-tre morts et quinze blessés selon d'antres sources - par des forces paramilitaires lors d'une manifestation pro-irakienne dans la ville de Khar, dans le district de Bajaur, près de la frontière afghane. Une nouvelle manifestation hostile à la coalition alliée et favorable à l'Irak a eu lieu, vendredi 25 janvier, après la prière dans les rues de Nuuakchott. C'est la quatrième manifestation daos la capitale mauritanienne depuis le début des

Expulsions en Grande-Bretagne

Vendredi, trois Irakiens ont été expulsés de Grande-Bretagne vers la Jordanie en raison de la menace qu'ils représenteraient pour la « sécurité nationale ». Ces dernières expulsions portent à plus de soixante-dix le nombre d'Irakiens contraints de quitter la Grande-Bretagne depuis septembre dernier. Cinquante-quatre autres sont en instance d'expulsion tandis que a prisonniers de guerre», des étudiants irakiens qui seraient en fait des militaires.

Les trois principaux pays occidentanx de la coalitico anti-irakienne - les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne - ont été la cible, dans la nuit du jeudi 24 an vendredi 25 janvier, d'attentats à Atbenes, qui n'ont fait que des dégâts matériels. Des bombes à retardement de faible puissance ont explosé devant une succursale de la banque américaine Citibank, les locaux de l'attaché militaire français et une succursale de la banque britannique Barclays, Le groupe terroriste gree dit du 17-Novembre a revendiqués ces

An centre d'Alger, l'agence de la compagnie aérieone Italienne Alitalia a été endommagét, vendredi matio, par un début d'incendie blablement d'origine criminelle, tont comme le bureau de l'AFP. Un atteotat à la bombe a provoqué de légers dégâts matériels dans un centre de recrutement militaire américain de Porto-Rico. Enfin, au Pérou, une personne a été tuée et une vingtaine d'autres blessés, dont hnit grièvement, par l'explosion d'une voiture piégée à l'aéroport international Jorge-Chavez de Lima. Au même moment, des terroristes ont tiré au mortier et à l'arme automatique contre l'ambassade des Etats-Unis, tout en jetant des tracts signés du Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru (MRTA) condamnant la guerre contre l'Irak.

Les pacifistes américains se mettent à l'informatique

Comme les stratèces militaires qu'ila a'efforcent de contrer, les opposants à la guerre du Golfe tout en continuant à diatribuer des tracts dans la rue, utilisent à présent l'informatique pour organiser leur mouvement à l'échelle mondiala. Il s'agit de PeaceNet, un réassu informatique hasé à San-Francisco et qui compte huit mille abonnés dana une cinquanraine de pays.

date, voire l'heure, à lequelle la préci-alon est rendue publique sur le but de

chaque opération. - J. 1.]

Au printemps 1989 lors das

événaments de Pékin, les étudianta chinola à l'étrangar avaisnt délà utilisé ce résaeu pour faire circuler des informations en déjouant la censure. Les opposents à la guarre du Golfe ea servant à présent de Peace-Net pour contrer ce qu'ils considerant comme la couverturs partisane du mouvament pacifiste par la presse. Ils échangent aussi dea informationa sur lea activités du mouvament. «En 1967,

quand j'étais étudiant à Stanford, nous daviona écouter les émissions des radioamateurs pour savoir ce qui aa passait sur les autres campus à propos de la guarre du Vietnam » a déclaré M. Frederick, I'un des directeurs du réseau informatiqua. Aujourd'hui, il suffit de consultar PeaceNet moyannant 15 dollars à l'inacription at 10 dollars par mois. - (AFP.)

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS

A PARIS 104.7 FM

104.7 FM COURCHEVEL 1047 FM **LEMANS** MONTPELLIER 88.8 FM | PAU 104.7 FM TOULOUSE 104.7 FM 96.1 FM 92 FM MORLAIX 104.7 FM PERPIGNAN 104.7 FM 105.1 FM DUON 104.7 FM LILLE 90.5 FM BIARRITZ 104.5 FM LIMOGES 104.7 FM NANCY 105.5 FM POITIERS 104.7 FM ST-ETIENNE 104.7 FM TROYES 104.7 FM BORDEAUX ARCACHON 104.7 FM LORIENT 104.7 FM NANTES 1047 FM QUIMPER 1047 FM ST-MALO 104.7 FM VALENCE 105.9 FM 88.7 FM 104,7 FM GUERET -ALIXERRE 104.4 FM 1046 FM 104.6 FM ST-NAZAIRE 104.7 FM VANNES 104.7 FM CHALON S/S. 1106.7 FM LA ROCHELLE 1047 FM AVIGNON 104.7 FM NIMES CHAMBERY LAVAL 1047 FM MARSEILLE 104.7 FM 1047 FM TOULON 104.7 FM 97.6 FM BAYONNE 105.1 FM CLERMONT-FD 104.7 FM LE HAVRE 104.7 FM METZ 105.3 FM ORLEANS 104.7 FM **BESANCON 1049 FM**

et G.O. 183 KHZ



Le ministère de la justice ouvre une enquête après l'appel à la « désertion » lancé par l'écrivain Gilles Perrault

Le ministre de le justice. M. Henri Naliet, a demandé, vendredi 25 janvier, au procureur de la République du tribunal de Toulouze d'ouvrir une enquête à la suite de l'appel à la « désertion » et au « sabotage de la machine de guerre française » lancé le veille par l'écrivain Gilles Perrault, iors d'une conférence de presse dans cette ville (le Monde du 26 janvier).

« De tels propos tombent sous le coup de l'article 25 de la loi du 29 juillet 1881 répriment la provocation des militaires à la désobéissance », e souligné le ministère de la justice, en précisant que l'initiative de M. Nallet evait étó prise « conformément à

ta décision du gouvernement ». L'erticle 25 de la loi du 29 juillet 1881 prévoit une paine d'emprisonnement de un à cinq ene et une emende de 300 F à 300 000 F.

Les propos pacifistes de Gilles Perrault ont aussi suscité, vendredi après-midi 25 janvier, une vive réac-tion du porte-parole du gouverne-ment, M. Louis Le Pensec, qui les a jugés « particulièrement méprisa-bles», Gilles Perrault « ne court lui-même aucun risque autre que celui de poursuites judiciaires qu'il compte mettre à profit pour assurer sa publicité personnelle», e ajouté M. Le Pensec, « En revanche, s'il se trouvait des gens pour répondre à son appel, eux se trouveraient dans une situation extrêmement grave, Mais M. Perrault s'en moque car ce n'est pas lui qui en supporterait les conséquences les plus lourdes », a conclu le ministre.

Le chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, e également exprimé son indignation en déclarant que l'attitude de l'écrivain tant des sanctions : «Il y o des lois,

D M. Mazeaud et le code de la uationalité. - M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, vendredi 25 janvier, à Ecully (Rbôue), que e les événements du Golfe ne feront qu'accèlé rer lo nécessité d'une réforme du code de la nationalité».

M. Pandraud et les conseillers militaires. - Dans unc question écrite an premier ministre, M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, estime, à propos des généraux en activité qui participent à des émissinns de radin et de télévision, que « la primauté républicaine du pouvoir civil sur le pouvoir militaire devrait amener les personnalités politiques nyant en charge in conduite de in guerre à ne pas dégager leurs responsabilités sur les officiers géné-

D Les jeunes socialistes de Paris et l'islam. - La fédération de Paris du monvement des jeunes socialistes s'inquiète e du malaise grandissant au sein de la jeunesse, notamment de la jeunesse arabe en mal d'iden tité», et indique que le constit du Golfe u'est «ni une guerre de religion contre l'islam, ni un conflit culturel entre monde occidental et monde arabe».

arabe s'opposent à la guerre. - Des associations issues de la commu-nauté immigrée ou française originaires du monde arabe, parmi les-quelles l'association des Tunisiens de France et le mnuvement des Beurs civiques, exigeut el'arrêt immédiat de la guerre et du massacre, le retrait de toutes les troupes du Golfe », ainsi que e lo convocation d'une conférence internationale pour le règlement des pro-blèmes de la région et, princitairement, de la question nalestinienne ».

Pasqua, président du groupe sénatorial du moovement chiraquien, a parté de « véritable trahison. Au moment où les troupes françaises sont engagées dans le Golfe conformément aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, à celles du président de la République et du Parlement, ces propos sont un coup de poignard dans le dos de nos soldats, qui doit être immédiatement dénoncé et sanc-

Un autre ancien ministre de l'in-térieur, M. Michel Poniatowski, e exprimé la même exigence, le Parti républicain soulignant lui aussi que « les textes légaux permettent de sanc-tionner de tels propos».

tinnné», a affirmé l'ancien ministre

nal eil serait dangereux pour la paix civile qu'après avoir tenté de déstabili-ser le Maroc un tel individu [Gilles Perrault] puisse poursuivre en France son œuvre de subversion au profit de l'Union soviétique.» Il convient, de l'avis de M. Jean-Marie Le Pea, e que MM. Mitterrrand et Rocard prennent leurs responsabilités et met-tent hors d'état de nuire e leur ami

> Le PCF se démarque

Cette polémique divise, en outre. le mouvement pacifiste. Porte-parole de l'«appei des 75», l'avocat Denis Langlois a précisé à l'AFP que Gilles

personnel». «Sa prise de position ha rtient, a-t-il dit. Ce n'est pas à partir de celle-ci que les soixante-quinze travaillent. Que Gilles Permult soit opposé à la guerre me réjouit. Ses déclarations le renardent. Je ne ferai aucun commentaire», a conclu M. Langiois en appelant à une e démarche unitaire contre la

Le PCF, pour sa part, s'est aussitôt démarqué de l'écrivain. « Chacun sait qu'il ne s'agit pas de formes à actions que nous utilisons», a dit en son nom M. Maxime Gremetz, res-

sion » du mouvement pacifiste,

Quand j'avais vingt ans, dans lee

années 50, j'ai entendu un ministre

évoquer la France, son rang, son

honneur, la nécessité du combat et

de l'union sacrée. Je me suis

« Qui sont mes juges? »

Perrault la lattre suivante :

Qui sont mes juges? Des politiciens et des chefs mililaires oui, deouis des années, fournissent au dictateur Saddam Huschars d'assaut, les canons et les missilee qui sont aujourd'hui utili-sés contre nos soldats, ils feignent de découvrir à présent que leur client est un assessin, mais ce sont eux gul lui ont fourni l'arme du

Qui prétend me juger? Un Le Pen qui, non content d'entériner de fait l'annexion du Koweit, s'est fait la commis voyageur du dictateur irakien, son apologiste et son propa-

On me menace de poursuites diciaires. J'attends avec sérénité les procédures diligentées par le ministre de la défense nationale, membre fondateur des Amitiés ce que feint de croire la général

Suite de la première page

Ce débat ne saurait également

être réduit à la « franchise » des

Américains et à l'e ambiguité fran-

çaise» (expression aussi pertinente

que «In perfide Albion»); le jen

courageux de M. Mitterrand, et le

e double jeu » de sou ministre de la

Si les Français avaient nublié

qu'ils vivent, par la Constitution.

sous le règne de la « mnarchie

diplomatique », il aura suffi d'une

intervention présidentielle pour le

leur rappeler. M. Mitterrand nous

n en effet appris, quatre jours après

le déclenchement des hostilités.

que la « guerre du droit » n'était

plus seulement celle de la libéra-

tinu du Koweit, sous l'égide de

l'ONU, mais qu'elle était devenue

celle de la e destruction » du com-

sous la bannière américaine (1).

plexe militaro-industriel de l'Irak.

Clarificatinn uécessaire, sans

doute. Evolution prévisible, certai-

nement. Il eût été toutefois préfé-

rable d'en avertir le peuple, avant ; d'antaut que celni-ci doit au seul

président américain de savoir que,

désormais, nos soldats se battent

aussi pour la destruction du régime

de pouvoir, l'opinion suit. Voyez

Elle suit massivement, en effet, et

pourrait-on dire, compte tenu de

ses inquiétudes légitimes - liées

aux menaces de terrorisme -

irakien et de son armée.

Le front intérieur

Schmitt, chef d'état-majnr dee armées, je n'appelle pas à déserter les hammes qui sont sur le terrain. Le voudraient-ils que les pauvres diables pourraient difficilement le faire l'En revanche, je répète que la jeunesse française n'e pas à se laisser happer par cette guerre au prétexte qu'elle serait le guerre de a France. Elle ne l'est pas. Elle ne peut pas l'être. De même, n'ai-je amais exhorté les militaires à saboter leur matériel. Mais j'en appelle à a tradition du mouvement ouvrier français de lutte contre les guerres coloniales et impérialistes. Ce mouvement ouvrier ne peut pas contribuer à attiser une guerre irrespon-sable, donc criminelle. Elle enfonce

le peuple palestinien dans son cal-

vaire. Inéluctablement elle dressera

contre ses fauteurs l'ensemble des

peuples arabee. Victorieuse ou

Mais passé le moment du réflexe

patriotique, nutour du drapeau et du président, comment faire pour

rendre ce soutien durable, pour

éviter une bataille sur le front inté-

rieur? Car chacun sait que M. Sad-

dam Hussein mise sur la pusillani-

mité qu'il prête aux npinions

ce ecourages et cetta eclair-

vnyance » que leur demando

d'en appeler à l'union sacrée : l'op-

positinn y a d'ailleurs aussitôt fait

la part d'un pouvoir qui se réclame

du socialisme, de ne pas oublier d'en appeler à la solidarité, notam-

ment avec une communauté immi-

grée farte de quatre millions

avons-nous coutre la tentation du

pacifisme, vnire de l'islamisme

militant? D'une façon générale, il

ne serait pas inntile que le gouver-

nement réapparaisse, pour éviter

que la «logique de guerre» ne soit

transposée dans les esprits à l'inté-

Quand un député centriste -

du Hmit-Rhin - demande le renvoi

de la « einquième colonne », aisé-

ment repérable à la couleur de sa

peau, n'y a-t-il pas là nutant

matière à émotion gouvernemen-tale que lorsqu'un Gilles Perrault

dérape? Vnudrait-on créer les

conditions d'un affrontement

intercommunautaire que l'on ne

A part une petite phrase du pré-

sident, il a falla attendre que

M. Charles Pasqua et des élus de

droite élèvent la voix pour enten-

dre que la France n'est pas en

guerre contre l'islam, mais bien

contre un dictateur; que cette guerre n'est pas transposable en

bunlieue, mais se déroule bien là-

bas, dans les sabies du Koweil.

Lorsque le pouvoir civil laisse les

militaires parler seuis, sans

contrôle, en l'occurrence lorsque le

chef d'état-major des armées se

s'y prendrait pas autrement.

Jean-Jacques Weber, élu UDC

rieur de l'Hexagone.

Au reste, quel autre antidote

d'âmes et qui vit dans la peur.

écho. Il serait aussi nécessaire, de

. Mitterrand, il est certes bon

Pour leur insuffler au contraire

cable.

retrouvé en Algérie sous l'uniforme de parachutiste. Sept ans et un million de morts plus tard, l'Algérie accédait à l'indépendance dans le sang et les larmes, et une généra-tion française sortait à jamais meur-me d'une guerre imbécile. Le ministre est devenu président

de la République. Il reprend à présent son discours de naguère. N les morts inutiles ni la honte ne lui ont rien appris. Ceux qui ont vingt ens aujourd'hui ont, j'en suis sûr, tiré les leçons de l'Histoire. [NDLR. - Jendi 24 janvier, lors

patriotes dans un conflit pareil.»

substitue à lui pour réclamer des poursuites contre un écrivain, lorsque le même général Schmitt adresse une volée de bois vert (qui plus est, injustifiée) à l'AFP, est-il normal que M. Robert Pandraud soit, par le biais d'une questinn écrite, le seul à invoquer le respect des règles que la République doit imposer à ses chefs militaires en rappelant e la primauté républi-

caine du pouvoir civil »?

Au fait, chacun, dans cette guerre, semble devoir regarder la chaîne de télévision américaine CNN. Nos responsables seraient plutôt bien avisés de jeter un œil sur la BBC : on y voit chaque jour, dans un pays qui n'est pas nvare de ses efforts militaires, et qui est autant menacé que unus par les nttentats un premier ministre venir aux Communes nou seulement informer les députés, et pas là même le pays, mais aussi subir le « feu», si l'on ose dire, de ceux pen nombreux, qui demandent ni olas ni mains le-retour da corps expéditionnaire britannique. On y entend aussi un membre du gouvernement de Sa Majesté proclamer que, pendant la guerre, les «libertés fondamentales» couti-

Ajustements successifs

La démocratic anglo-saxonne du bon : elle permet que des diffé-rences s'y expriment autrement qu'en transformant leurs défenseurs en boucs émissaires. La République française, quant à clie, n'a pas même concédé à ses députés et sénateurs une session extraordinaire qui leur est permis d'être tenus informés. Elle s'est lancée à reculous dans cette guerre. Si bien qu'aujourd'hui ses responsables « verrouillent ». comme on dit. comme s'ils voulaient « verrouiller» leurs propres inquiétudes, iens propres dontes.

Ces quelques épisodes peuvent paraître dérisoires, certes, sux yeux de ceini qui « fait lo guerre », comme disait Clemenoeau. Mais celni-là ne cesse pas, pour autant, de faire de la politique. Il en a fait. Il a d'ailleurs tout intérêt à continuer d'en faire.

La façon dont M. Mitterrand a conduit, par ajustements succesM. Gremetz a précisé que les com-munistes poursuivent l'objectif de «rassembler le plus largement possi-ble autour de l'aspiration à la paix jusqu'à ce que celle-ci devienne irristi-tible, » Il a sjouté: « Chacun veut res-ter soi-même. Nous y tenons: c'est la condition pour que le rassemblement qu'ils countituent sandière encore. qu'ils constituent grandisse encore. Qu'on ne compte pas sur nous pour

Infrastructure de campagne

En revanche, M. Alain Krivine, leader de la Ligue communiste revo-lutionnaire, appropant Gilles Perrault, s'est adressé aux soldats, «dans les casernes et dans les gares, pour qu'ils casernes et dans les gares, pour qu'is manifestent publiquement leur opposition et leur refus de faire la guerre. Partout nous aidons à paralyser l'effort de guerre, écrit M. Krivine dans Rouge, l'hebdomadaire de son parti, en estimant que « le cadre des soixante-quinze doit se revitaliser» et « se doter d'une véritable infrastructure de campagne unitaire»,

Quant au principal intéressé, illes Perrault, il a déclaré « rester tout à fait aux côtes de ses cama-rades», en reconnaissant avoir fait nel», « Je ne suis pas si tous les mem-bres du collectif les auraient formu-lées de la même manière, a-t-il dit. Je sais que je ne suis pas le seul à appe-ler à la désertion et à la neutralisa-tion de la machine de guerre fran-çaise. » L'écrivain a démenti, par contre, avoir appelé les militaires « à saboter leur matériel » et il e accusé d' «hypocrisie» le chef d'état-m des armées en disant: «Le général Schmitt feint de croire que l'incite les militaires à saboter leur matériel. Rien de tel: Je n'ai jamais prononce ces mois», a-t-il déclaré sur FR 3 Aquitaine, repris par Anteane 2. « Il ne s'agit pas d'inciter les malheureux militaires sur le terrain à déserter. Comment pourraient ils le faire? Je

sifs, une classe politique divisée et une opinion hostile à accepter la guerre, en rassemblant autour de lui, à partir d'un choix à rebours de la traditinn gaullienne d'indépendance de la France au Proche-Orient, devrait faire de lui le bénéficiaire de cette union. La facon dant il a, en guidant l'opinion à coup de conférences de presse, progressivement marginalisé la plupart des pacifistes, qu'ils soient de souche récente (écologistes) ou de fibre gaulliste (pro-arabes), avant d'en intégrer d'autres en douceur (ceux qui se réclament du courant «Socialisme et République»), pour finalement se servir de l'UDF et des centristes afin de... recentrer la participation française, montre évidemmeut l'étendue de son talent. Il lui fant maintenant mettre celui-ci un service de deux causes qui n'en font qu'une : gagner la paix, et assurer son

ascendant sur la société française. Car, au terme de la erise actuelle, les convictions et les intérêts du président se rejoignent; ses ambitions intérieures et extéres vont dans le même sens : il lui fant à la fais préparer l'aprèsguerre, et réapparaître durable-ment comme le seul rassembleur; sans oublier sa propre famille poli tique, confrontée à un choc bien plus rude, malgré les apparences, que celui provoque par le tournant de la rigneur en 1982, et qui vient de perdre nn passage la dernière utopie en date, celle du désarmement : non, on ne pourra pas « tou-cher les dividendes de la paix», échanger des tanks contre des écoles on sacrifier des hélicoptères au profit des banlieues.

Il lui faut aussi se hisser luimême dans l'Histoire et éviter à son pays d'être marginalisé, il joue à la fois sa propre trace historique et le rang de la France. C'est dire qu'il ini fandra, s'il le peut, retrouver, avec la paix, le chemin de la différence française.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Même si le président avait dès le Il janvier, sans qu'on y prenne garde, discrètement évoqué cette hypothèse en déctarant : « La libération du Kowell signifie que tout ce qui se trouve aleutora y compris en trak, court le risque d'être La tentation de la facilité

par Alain Rallat

A guerre e ees raisons que la raison ne connaît pan. Elle la sakut public pour s'affranchir des règles auxquelles ils ne référent en temps de paix. Le concert de pro-testations provoqué par l'appel inconsidéré à la « désertion » et au e sabntage de la machine de guerre française » de Gilles Per-rault, eoudein promu nu reng de traître national numéro un, tout comme las recommandatinna du premier ministre eu président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, procèdent de cette même tentation dangereuse bien connue des

Il en résulte inéluctablement des colémiques intérieures dont l'expression immédiate apparaît tout runsi invarieblement disproportionnée par rapport aux faits qui

La profession de foi personnelle de l'auteur du Pull-over rouge et de Notre ami le Rui ne fait que e'inscrire dens la tradition très bien qu'elle vise à côté de la cible puisque les soldets du contingent ne annt pae engagés dane le remonter aux guerres picrocho-lines de Rabelaie pour la eituer dans cette continuité qui e toueurger contre les coneignes nationales. Depuis la « der des dera de 14-18, les écrits d'Anaques Prévert parodiant les théories bellicistes sont devenus des réfé-

Pourtant, vailà qu'une fois de plus les gouvernants et tous ceux qui les soutiennent dans la querre. en accord evec la majorité des Français, si l'on en juge par les eondages, réagissent de telle sorte qu'ils risquent d'emplifier

L'épisode de 1960

Le demier épisode comparable remonte à la fin de la guerre d'Algérie. En eeptembre 1960, un graupe d'écrivains et d'artistee, signataires d'une déclaration dite des « 121 », avait fait scandale en revendiquant « la droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ». Le gouvernement evait eussitôt engagé des poursuites contre lee signataires, les partisane de la guerre avaient rédigé leur propre manifeste, dénancé l'existence d'une « cinquième colonne », et finalement le tumulte avait atteint un tel degré qu'il avait eggravé les difficultés de l'exercice du pouvoir en aboutissant surtout à manifester l'existence d'un trouble profund à travers tout le payn. Serait-ce bien opportun nujourd'hui? Ne sereit-il pas pour le moins paradoxal que la première conséquance intérieure d'um guerre ecceptée per la Frence au nom d'une conception extensive de la défense du droit international prenne la forme de mesures restrictives dans la champ d'expres-

sion des droits individuels? La lettre de M. Rocard demandant au président du CSA, M. Jacquen Boutet, d'entreprendre auprès des chaînes de télévision e les démarchee eppropriées » pour empêcher la diffusion de certaines Imagee - notamment sur les prisonniers détenus par l'Irak de nature à « traumatiser » certaines personnes et à contrarier le « souci da cohésion nationale » participe, comme la procès fait à Gilles Perrault, du même réflexe : il a'agit, compte tenu des circonsfiser » is vie publique au nom des intérêts supérieurs du paya.

Cette tentation constitue une autre des constantes du comportement des gouvernants en temps de conflit, celle que le fondateur de la polémologie moderne, le professeur Geston Bouthoul, appel «la solution de facilité» pour résumer les accommodements auxquels l'hamms d'Etat se livre volontiers à l'intérieur de son pays forsqu'il est engagé dann una guerre extérieure.

(1) On se référera, en particulier, à l'île des Piagoulus, d'Anatole France, et à la Bataille de Fontenoy, la pièce de Jac-ques Prévert.

L'armée et des unités mixes

Antender ...

#212-22 7:::

2000

Employer to Mark to

Marie Committee

I I I

t milion

Marie

the office

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut britannique de Paris

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél.: 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

magnifiquement!

Un nouveau pas a été franchi en URSS dans la politique de durcissement et de reprise en mains, avec l'annonce, vendredi 25 janvier, de la création de patrouilles conjointes de l'armée et de la milice dans les grandes villes à partir du 1- février.

En vertu d'un ordre signé par le ministre de l'intérieur, M. Boris Pungo, et par son collègne de lu défense, le maréchal Dmitri lazov, ces patrouilles mixtes - armées et équipées de blindés - seront déployées à Moscou et dans les principales villes du pays en cas de manifestations ou durant certains

liers de personnes participaient,

vendredi 25 janvier à Riga, aux obsèques des victimes de la fusil-

lade du dimanche 20 janvier, qui a

fait quatre morts, les ministres let-

ton et lituanien des affaires étran-gères, MM. Janis Jurkans et Algir-

das Saudargas, ont plaidé la cause balte à Paris suprès des dirigeants

français. Ils ont déclaré que si les militaires soviétiques étouffaient le

processus démocratique dans les

Républiques baltes, ils ne tarde-

raient pas à faire de même en

Recus par le premier ministre,

M. Michel Rocard, le ministre des

affaires étrangères, M. Roland Dumas, et les présidents des deux

Alain Poher, les deux ministres se sont déclarés satisfaits de la « véri-

table compréhension » qu'ils ont

rencontrée auprès d'eux, comme

d'ailleurs dans d'autres pays occi-

dentaux nu ils s'étaient rendus auparavant. M. Rocard leur a indi-

qué que le gouvernement français était prêt à faciliter, « y compris

financièrement ». l'ouverture d'un

bureau d'infurmation et de repré-

Les deux ministres ont insisté au

cours d'une conférence de presse sur la gravité de la crise qui, selon eux, ne le cède en rien à celle du Golfe, estimant au passage que les Soviétiques avaient fait e un faux

calcul » en pensant que la seconde

sentation des pays baltes à Paris.

Europe de l'Est.

C'est la première fois depuis le

début de la perestrolka, en 1985, que l'armée soviétique se trouve ainsi associée de façon permanente à des upérations de maintien de l'urdre. Cela s'epparente à l'actat d'urgence » et il est possible que des instructions secrètes accompagnent cet ordre, a estimé un député du Parlement de Russie, l'officier Serguel Inutchenkov, cité par Interfax. L'urdre des ministres insiste sur la nécessité de constituer des patrouilles et de tenir prêt dans chaque garnison militaire, une compagnie uu un bataillon

avec ses armes et ses munitions. Toutes les grandes villes sont

n'en a pas moins exprimé sa

conviction que l'on allait entrer en

URSS dans «une phase de dicta-

ture, milituire ou autre ». Il a affirme que M. Mikhail Gorbat-

chev n'avait a pas le contrôle de la

situation » et déploré qu'il soit

« trop faible même pour condamner

les morts survenues à Vilnius et

Riga: parce que cela l'obligerait à

condamner ceux qui les unt provo-quées ». M. Saudargas a constaté « un changement dans le raisonne-

ment des pays occidentaux, qui jus-

au'à présent n'avaient vu en Gor-

batchev, et dans le processus en

cours en URSS, que ce qu'ils vou-

Ils ont d'autre part «ntitre l'at-

tention » des dirigeants français sur

le fait que les responsables soviéti-

ques qui unt « mene l'action »

répressive dans les pays baltes ne

se souciaient pas d'économie et ne

craignaient pas les sanctinns éco-

nomiques des Occidentaux.

diplomatiques avec les pays baltes.

Il faudrait nussi que les Occiden-

taux adoptent une position plus

serme sur la sécurité en Europe et

que le problème balte sait posé

devant le Conseil de sécurité»: -.

En visite à Paris

Les ministres letton et lituanien

des affaires étrangères demandent

des sanctions politiques contre Moscou

Alors que des dizaines de mil- occulterait la première. M. Jurkans

capitales de république nu de région, mais aussi les grandes cités industrielles. Il sera fait appel à ces unités « en cas de manifestations, d'évènements politiques importants ou les week-ends et les jours de sète si nécessaire », ajoute Interfax.

L'armée n'était employée jusqu'à présent que ponctuellement pour des opérations de maintien de l'ordre, dans le Caucase ou en Asie centrale, des régions où se produi-sent des troubles interethniques. Elle n'est notamment jamais intervenue dans les rues de Moscon, cette tache étant jusqu'ici de lu seule compétence de la milice (police) et des troupes du ministère de l'intérieur (régiments constitués

L'armée est intervenne directement ces dernières semaines dans les Républiques baites, participant notamment, en collaboration avec les troupes de l'intérieur, à l'attaque des installations de la Télévision lituanienne du 13 janvier, qui a fait quatorze morts.

Ce changement de politique, jus-tissé ufficiellement par la chasse aux milliers de réfractaires au service militaire, constitue un tournant important dans l'ettitude de l'armée devant les événements intérieurs qui ont en lien en Union

La conférence de Vienne sur les migrations en Europe

EUROPE

Entre 1,5 et 2 millions de Soviétiques sont susceptibles de quitter leur pays

de notre envoyée spéciale

L'URSS estime le nombre de Soviétiques susceptibles de quitter le pays pour l'Occident entre « 1,5 et 2 millions de personnes», a indiqué vendredi 25 janvier M. Vladimir Chtcherbakov, chef de la délégation soviétique à la conférence interministérielle sur les migrations d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest, organisée à Vienne par le Conseil de l'En-rope (le Monde du 26 janvier).

M. Chtcherbakov, président du comité d'Etat pour le travail et les questions sociales, a assuré devant la presse qu' « il n'y aura toutefols pos de vague humaine déferiant sur l'Europe en provenance d'URSS ». S'adressant auparavant aux ministres représentant les trente-quatre pays présents à la conférence, il a proposé d'a entamer des gourparlers sur les migrations (...) qui non seulement pourraient redonner une forme civilisée à la migration, mais, ce qui [vous] importe bien plus, assurer un haut niveau de protection sociale aux ressortissants sortétiques travaillant à l'étranger». M. Chicherbakov a indiqué que Moscou était « en train de préparer des accords appropriés» avec la RFA, la Finlande, la Suède et la Belgique. Avant de lancer un plai-doyer en faveur d'une aide à l'URSS, cisé M. Saudargas, de passer à des sanctions politiques, de faire des pas vers l'établissement de relations le délégué soviétique a accusé les pays occidentaux de vouloir limiter la libre circulation des citoyens soviétiques. e Nous interdisions la sortie du pays, et aujourd'hui, alors que nous l'avons autorisée, certains ministres de l'intérieur ici présents proposent de nous

interdire l'entrée dans leurs pays, a-t-il affirmé. (...) Ces mesures discriminatoires portent atteinte aux droits des citoyens soviétiques à la libre circula-tion en Europe; ce qui contredit, à notre avis, non seulement la lettre mais aussi l'esprit des accords d'Hel-sinki et de la Charte européenne.»

La conférence a clos ses travaux par l'adoption d'une résolution recommandant aux Etats de coopérer notamment en matière de formation, d'harmonisation des politiques d'asile, d'échange d'informations et de lutte contre le travail clandestiu. Et afin que cette résolution ne reste pas lettre morte, les ministres sont convenus de prolonger, au niveau de leurs experts, cette première concertation à l'échelle du continent. Une réunion entre hauts fonctionnaires doit avoir lieu le 15 février.

D M. Tchourkine n'exclut pas un retour à la «guerre froide». - « Un retour à la guerre fraide est possible », a estimé vendredi 25 janvier à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Tchourkine.

Répondant à quelques journalistes à l'issue d'un point de presse, M. Tchourkine, précisant qu'il s'agissait d'un avis persounel a expliqué : e Une réaction hâtive à des événements qui ont pu se produire ou qui peuvent encore se pro-duire en URSS peut mettre en danger les résultats que nons avons eu tant de mal à obtenir depuis cinq ans. » - (AFP.)

YOUGOSLAVIE

Un compromis se dessine entre les autorités fédérales et la Croatie

La présidence ynugoslave et les dirigeants de la Croatie unt annoncé, samedi matin 26 janvier, être convenus d'un moyen d'éviter etre convenus d'un moyen d'eviter un affrontement entre la Républi-que sécessionniste et l'armée fédé-rale. Les dirigeants de Zagreb ont accepté, lors d'une réunion de crise tenue au cours de la nuit, de démo-biliser le même jour les réservistes de la milice locale (police armée). L'armée a accepté, de son côté, de lever en même temps les mesures qui plaçaient ses soldats en état de préparation au combat.

Un affrontement direct risquait d'opposer l'armée aux miliciens croates, le gouvernement de ceutre-droit de la Croatie ayant négligé l'urdre que lm avaient dunné le pouvnir fédéral et les ehefs mili-taires de démanteler les unités armées gardant les bâtiments stratégiques et les ponts de Zagreb depuis le week-end dernier.

Vendredi soir, l'armée yungos-lave, dans un film présenté à la télévisinn de Belgrade avait accusé les nutorités nationalistes de Croatie de préparer un « soulèvement armé » et d'avoir déja dressé des listes de militaires à abattre, Avant la diffusion de ce documentaire, le ministère fédéral de la défeuse avait annoncé que « plusieurs per-sonnes » soupçonnées de préparer des actes terroristes et des attaques contre des militaires avaient été arrêtées en Croatic. Ces personnes feraient partie des « unités parami-itaires illégales » dont les autorités fédérales avaient exigé, sans suc-cès, le démantèlement (le Monde du 26 janvier).

On s'interroge à Belgrade sur l'authenticité des documents présentés dans ce film, manifestement monté par les services spéciaux de l'armée, qui met également en cause les États-Unis, soupçonnés d'avoir proposé à la Croatie une aide militaire gratuite, et la Hongrie, accusée d'avoir « vendu illégalement » à la Croatie plusieurs mil-liers de kalachnikov. e Une armée terroriste a été formée en Croatie », anonyme, en accusant le président de la République de Cruatic. M. Franju Tudiman, d'avoir cou vert ces opérations.

L'ambassadeur des Etats-Ums à Belgrade, M. Warren Zimmermann, de même qu'un porte-parole de l'ambassade de Hungrie unt démenti ces informations.

M. Tudiman se trouvait vendredi soir à Belgrade, où il a rencontré son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, pour discuter des relations entre la Croatie et la Serbie et de l'avenir de la Fédération. Au cours d'une session d'urgence du Parlement croate le matin même, M. Tudjman avait averti que la Croatie ferait sécessinn en cas d'intervention de l'armée yougoslave. « C'est une situation aù l'armée papulaire yougoslave tente d'opérer une sorte putsch militnire », a déclaré M. Tudjman.

Le guuvernement britannique a fait savuir aux autorités youguslaves qu'il « déplorerait tout usage de la force contre les gouvernements démocratiquement élus de Croatie et de Serbie ». A Washington, le purte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler, a fait savoir à Belgrade que les Etats-Unis prenalent « le danger de violence y très au sérieux. - (AFP,

POLOGNE

L'interdiction de l'avortement sera soumise à une « consultation sociale »

Les députés polonais ont décidé, qui ont décidé de mettre sur pied vendredi 25 janvier, de soumettre e projet de loi proposant d'interdire l'avortement à une « consultation sociale ». Ils out refusé de se prononcer sur ce texte déjà adopté par le Sénat et prévuyant jusqu'à deux ans de prison pour les médesins pratiquant des interruptions de grossesse (le Mande du 26 jan-vier). Cette consultatinu aura lieu du 15 février au 31 mars dans tout e pays. Une tentative d'adopter immédiatement la proposition controversée des sénateurs a également été repoussée par les députés,

une commission ad hoc, alors que, pour la deuxième journée consécutive, partisans et adversaires de l'avortement unt défilé sous les fenêtres de la Diète.

L'Eglise cathulique a mis tuut son puids pour faire interdire l'avortement, une mesure présen-tée comme eun don de la Pologne à l'Europe », selon l'expressinn du cardinal-primat Jozef Glemp. Le pape Jean Paul II est lui-même intervenu puur demander que la loi de 1956, très libérale, soit abrogéc. - (AFP.)

AFRIQUE

SOMALIE

Les rebelles rejettent une offre de démission du président Syaad Barré

«Si un cessez-le-feu intervient, je quitte mon poste», a annoncé, veudredi 25 janvier, sur les undes de la radio untionale, le président Mohamed Syaad Barré. Ce geste sans précédent de la part du vieux dirigeant, au pouvoir depuis 1969, a été aussitôt rejeté, à Londres, par les représentants des rebelles de l'Uninu de la-Somalie unifiée (USC), qui ont qualifié l'offre présidentielle de e tactique de trahison».

La proposition du chef de l'Etat survient alors qu'un uou-veau gouvernement vient d'être mis en place, dirigé par un ancien opposant, M. Omar Arteh Galeb, et que Mogadiscio est dévastée par les combats que se livrent l'USC et les forces régu-lières depuis le 30 décembre deruier. Plus des deux tiers des habi-tants ont fui la capitale. Ceux qui restent u'ont plus ni eau ni nour-

En l'espace de quatre semaines, près de 100 000 civils somaliens se sont réfugiés en Ethiopie, tandis que quelque 10 000 autres arrivaient au Kénya. Selon des pecheurs kényans, une centaine d'habitants de Mogadiscio, tentant de s'enfuir par la mer, ont péri uoyés. - (AFP, Reuter, UPL)

DJIBOUTI

Une vingtaine de présumés putschistes restent en prison

une vingtaine restent en prison sous l'inculpation d'e association de malfa-teurs », d'« atteinte à la sûreté de l'Etat », d'e assassinat » ou de e tenta-tive d'assassinat ». Dernière arrestation en date : celle, mercredi 23 jan-vier, d'un des assaillants présumés de la caserne de Tadjoura (Nord). Au cours de cette attaque, survenue dans la mit du 8 au 9 janvier, un soldat avait été tué et deux autres blessés.

Plusieurs autres incidents - embuscade près de la localité de Dittilou, manifestation dans le quartier afar de Djibouti-ville – ont seconé la minus-cule république et ravivé les frustra-tions ethniques. Située au débouché de la met Rouse, Djibouti, qui subit indirectement les remous de la guerre du Golfe, se serait bien passée de ces querelles de famille.

Les Afars, écartés du pouvoir après l'indépendance en 1977, représentent près de 40 % des quelque 450 000 habitants de Djibouti. Certains oppohabitants de Djibouti. Certains oppo-sants, dénonçant la «répression aveu-gle» dont la communanté afar serait victime, u'hésitent pas à brandir le spectre d'une prochaine «guerre civile». Selon eux, la trèse du sputsch manqué», défendue dans les cercles gouvernementaux, ne serait qu'un «présente» pour justifier les coups de filet policiers.

La saisie d'un stock de 700 kilos

La «tentative de complot» ayant visé, selon le ministère de l'inférieur, à renverser le régime du président Gouled début janvier s'est soldée par une vagne importante d'arrestations, touchant essentiellement les membres de la communanté des Afars – dont une vinstaine restent en prison sous La saisie d'un stock de 700 kilos d'armes, mercredi 16 janvicz, dans le district de Tadjoura – anssitôt annoucée par le quotidien gouvernemental la Nation – semble pourtant accréditer la version des autorités. «Si complot il y a eu, ce qui reste à prouver, je suis persuadé qu'aucun Afar n'est impliqué!», s'insurge M. Mohamed Kadamy, chercheur diboutien d'origine afar, résidant en France. e... Ou alors, ce ne seraieur que des gens isoalors, ce ne seraient que des gens iso-lés», ajouto-t-il prudenment.

détantion des prisonniers, n'était pas en mesure, samedi, de confirmer ou démentir ces déclara — dont elle u'u

D'après les témoignages recueillis par M. Kadamy, trois des inculpés, actuellement détenus à Djibouti, auraient été e torturés par l'armée ». Il s'agirait de MM. Mohamed Cheicko, Abdulkader Mohamed Abass et de l'officier Mohamed Ahmed «Diny». Amnesty International, qui s'est offi-ciellement inquiétée des conditions de

En revanche, l'urganisation huma-ntaire a reçu l'assurance du ministère de l'intérieur que les droits des prévemis sont respectés, ces derniers béné-ficient notamment du droit de visite de leurs familles et de leurs avocats. Parmi les principaux inculpés figurent MM. Ali Aref Bourhan (ancien président du conseil du gouvernement à la veille de l'indépendance), Aref Mohamed Aref (neveu du précèdent) et Mohamed Daoud, directeur des

AMERIQUES

COLOMBIE

Une opération contre les « extradables » se termine par la mort d'un otage

Une opération montée par la police Une opération montée par la police pour récapérer deux des journalistes retenus en otage par le cartel de Medellin s'est terminée tragiquement, vendredi 25 janvier. Diana Turbay, fille de l'ancien président de la République Julio Cesar Turbay, et directrice de la revue Hoy por Hay, de Bogota, blessée de plusieurs balles pendant l'assaut, est morte à l'hôpital.

La police avait appris que les « extradables », bras militaire du cartel, gardaient deux de leurs otages dans une villa de Copecabana, localité située à quelque 40 kilomètres au nord-est de Medellin. Selon une radio locale, elle pensait trouver sur les lieux Pablo Escobar, numéro un du cartel. Une opération fut montée, avec une centaine de membres de l'unité d'élite spécialisée dans la lutte antiterroriste. Dans la fusillade qui s'ensuivit, cinq des quinze ravisseurs ont été tués. L'un des deux otages, un omeraman, Ricardo Becerra, e été libéré sain et sauf, mais sa compagne de détentinn, Diana Turbay, e été atteinte de trois balles tirées, selon la version ufficielle, par ses gardiens. Transportée aussitôt dans un hôpital de Medellin, la journaliste a été opérée, mais sans succès.

Diana Turbay avait été enlevée le 30 août dernier en même temps que cinq collègues alors qu'elle tentait d'interviewer le chef d'un des princiterviewer le chef d'un des principaux muvements de guérilla, Manuel Perez, de l'ELN (Armée de libération nationale). — (AFP, Reuer.)

EN BREF

n BELGIQUE : nouvelle démission d'un diplomate dans l'affaire Walid Khaled. – Un troisième diplomate, M. Jan Van Dessel, ennseiller de M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étran-gères, a démissiunné à la suite de l'affaire Walid Khaled, membre du groupe d'Abou Nidal qui s'est récemment rendu en Belgique pour d'ultimes tractations secrètes lièes à l'échange des otages belges du SILCO contre un terroriste palestinien. Deux bauts responsables du ministère des affaires étrangères avaient déjà démissinuné lundi 21 janvier à la suite de la visite à Bruxelles du porte-parule du Fatah-CR, - (AFP.)

ASIE

L'ancien dirigeant étudiant Wang Dan condamné à quatre ans de prison

L'ancien dirigeant étudiant chinnis Wang Dan a été condamné, samedi 26 janvier, à quatre ans de prison pour son rôle au cours du « printemps de Pékin », en 1989. Selon l'agence Chine nouvelle, le tribunal du peuple de Pékin l'a ingé coupable de « crimes graves », mais sa peine a été atténuée parce qu'il avait fait des aveux et avait impliqué d'autres personnes.

Cinq autres militants unt également été condamnés à des peines de prison. Le défenseur des droits de l'homme Ren Wanding s'est vu infliger la plus lourde d'entre elles : D ITALIE: explusion dans une discothèque. - Une jeune femme de vingt-sept ans, Léona Rossi, a été tuée et une trentaine de persounes blessées dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 janvier, dans une discothèque d'Arezzo, en Toscane, lors d'une violente explosiun. Selou les premiers éléments de l'enquête, la déflagration se serait produite dans les toilettes de l'établissement et pourrait être due à une fuite de gaz, mais l'bypothèse d'une explosion d'origine criminelle n'est pas écartée. - (AFP.) ROUMANIE : nouvelle mani-

festation à Timisoara. - Plus de dix mille persunnes unt manifesté, vendredi 25 janvier, à Timisoara pour demander la démission du président Ion Iliescu et du gouvernement de M. Petre Ruman. Les manifestants s'étaient rassemblés à l'appel de l'associetiun bumanitaire « 17 décembre » qui milite en fuveur des victimes de la révolutinn roumaine de décembre 1989 et de leurs héritiers. - (AFP.)

Décès de la princesse Hélène. – La princesse Hélène de Roumanie, tante du roi Michel, est décédée aux Etats-Unis lundi 21 janvier à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Plus contine sous le nom de «Mère Alexandra», la princesse Hélène, sœur de Carol II, avait été mariée à l'archidue Anton d'Autriche. Elle avait quitté Bucarest avec sa famille en 1948, lors de l'instaura-tion du régime communiste, et s'était établie en Suisse, puis en Argentine et eux Etats-Unis, Après la mort de son second fils dans un accident d'avinu, elle s'installa en France et entra dans les urdres en retour aux Etats-Unis, elle funda un couvent urthodoxe en Pennsylvanie . Pendant trente ans elle ne cessa d'envoyer des messages vers

JUSTICE

L'installation du nouveau procureur général de Bastia

Le pari corse de M. Henri Nallet

de notre envoyée spéciale

Si M. Henri Nallet e décidé de ne pas annuncer sa visite en Corse, ce n'est ni par goût du secret, ni, comma nn in murmurait à Bastia, pnur des raisons de sécurité. Le ministre de la justice vauleit, en réalité, par ce geste peu habituel, assister personnellement à l'installation du magistrat à qui il vient de confier la mission de diriger l'action publique sur l'île, M. Jean-Louis Nadal, nneien procureur de la République à Créteil (le Mande du il janvier), et, en ménageant l'effet de surprise, donner plus de nt à son déplacement.

Certes, au enurs des discours protocolaires pronuncés davant le corps judiciaires le herreau et toutes les outorités locales, certains magistrats unt tenu à souligner que les juridictinns insuleires «fonctionnent aussi bien que sur le consi-nent et avec le même indépendance » et ont estimé que la justice en Corse ne mérite pas « les critiques et les sarcasmes » dont elle fait l'objet.

Mais checun eveit en tête la récente vague d'assassinets et le désaveu implicite du ministre délé-gué à la justice, M. Georges Kiej-

avait appelé les magistrats da Corse à accomplir leur lâche « avec plus d'énergie et nvec pugnacité ».
A Bastia, deux juges d'instruction
sont toujnnrs suspendus et l'inquiétude, face à une eriminalité et une petite délinquance que l'un o du mai à poursuivre, vn croissant.

Une vision extensive de la tâche

M. Jean-Louis Nedal, le nouveau procureur général, n'est pas allé par quatre chemins en définissant les axes de la politique pénale qu'il entend condnire, reppelant, ce qui ailleurs pourrait être une évidence, que « la ini s'applique à trus sur trute l'étendue du territoire (...). Je ne cesserai de rappeler la place de la ini. Elle est applicable à tous. Il ne peut y avoir de supra, d'infra ou de non-droit, en un mot de passedroit. L'exigence d'égalité entre tous les citoyens est une nécessité, une abligation. C'est in donnée incontournable : la loi ne peut être bafouée (...). On ne transige pas avec l'ardre public ».

En ennançant qu'il entend traveiller étroitement non seulement avec le pulice et le gendarmerie, evec qui il veut mettre en place des

mais aussi nvec les services charge de l'epplicatine « des législations éconumiques, financières et fis-cales» et ceux chargés de «l'urbanisme et l'environnement», M. Nadal e clairement montré qu'il evait une vision extensive de

C'est pour lui « un pari, un défi » que « cette sie si sière à juste titre de son priginalité, de son identité, sult riche nussi de sa capacité, envers et contre tous, à ne pas désespèrer de la justice».

Le soutien du garde des sceaux ne lui sera, d'évidence, pas compté. Calui-ci e déjà annoncé que les moyens humains comme metériels da la cour d'eppel de Bastia seraient sensiblement renforcés, qu'il s'agisse de postes de magistrats et de functinnaires vacants qui seront rapidement pourvus, nn de la dotation – en Corse, ce n'est pas un luxe – de cinq voitures pourvues de radioté-

Deux télécopieurs « sécurisés », e'est-à-dire codés – ils seraient les premiers du genre à être utilisés par la justice - seront aussi mis à le disposition des magistrats, ce qui en dit lung sur la femeuse «originalité» de la justice corse. AGATHE LOGEART

MÉDECINE

Sida et discrimination

Le gouvernement américain propose de lever l'interdiction de séjour pour les séropositifs

Le gouvernement américaln a proposé, vendredl 25 jenvier, de lever l'interdiction de séjour frappant les étrangers contaminés par le virus du sida qui souhaltent se rendre aux Etats-Unis, Scion nne proposition, publiée mercredi 23 janvier par le ministère de le santé, scule la tuberculose, à cause de sa possible contamination par les voies aériennes, ferait encore partie de la liste des maledies infectieuses limitant l'entrée sur le

SPORTS

Les dictionnaires et la nouvelle orthographe

Les trols principaux éditeurs de dictinnaires - Larouese, Hachette et le Robert - renoncent à publier dens le corps des ouvrages lee rectificationa nrthngraphiquea publiéea dena les ennexes du Jaurnal afficiel le 6 décembre 1990 (le Monde du 19 janvier). Elles seront simplement aignalées dans un lexique, en fin de volume, «à titre d'information et de curiosité ». Len éditiona Hachette nat, en outre, décidé da ne pas diffuser Sens st communication, le première grammaire scalaire rédigée avec l'arthographe ractifiée. Le tiraga da l'ouvrege e été interrompu. Il devrait sortir, comms prévu, en saptembre prochain mais dans una orthographe classique.

EN BREF

□ Tirs de plombs à Evry : un mineur interpellé. – Un jeune homme âgé de dix-sept ans, interpellé vendredi 25 janvier à Evry (Essonne), aurait reconnu, selon la police, être l'auteur des tirs de plombs qui ont légèrement blessé cinq enfants, vendredi matin, devant l'école Notre-Dame de Sion à Evry (le Monde du 26 janvier). Il aurait affirmé s'être rendu devant l'entrée de l'établissement et avoir tiré avec un pistolet à air comprimé, sans toutefois en fournir la raison.

M. Antoine Waechter soutient les défenseurs du square Villemin. -M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, s'est rendu, jeudi 24 janvier, dans le square Villemin à Paris (dixième arrondissement), où des riverains s'opposent depuis un mois et demi au travail des bulldozers. Le square est eu réaménagement et des habitants du quartier, regroupés dans l'association VIVRE, dénoncent la construction d'un ensemble immobilier sur une partie du jardin (le Monde du 15 novembre). Le 14 janvier, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, leur avait apporté son soutien et promis qu'il évoquerait le classement du site - où se trouve l'ancien couvent des Récollets auprès du ministre de l'équipement.

qui devrait prendre effet le 1ª juin, supprimerait de cette liste le lèpre et six outres maladies infectieuses dnnt la contamination par le virus du sida, ont précisé les antorités sanitaires. « Le sida provoque une grande emotion chez certains - et c'est compréhensible - mals nous sommes pratiquement le seul grand pays à essayer d'interdire les voyageurs atteints par le virus HIV d'entrer sur notre territotre », a expliqué le docteut Louis Sullivan,

TENNIS

Monica Seles

championne en Australie

La Yongoslave Monica Seles e

gagné le titre féminin des Interna-tinnaux d'Australie de tennis en battant, samedi 26 janvier, au

stade Flinders Park de Melbourne

la Tehécoslovaque Jana Novotna

en trois manches 5-7, 6-3, 6-1.

C'est le deuxième titre du grand chelem pour la jeune fille du Novi-

sad âgée de dix-sept ans, qui avait

déjà remporté les Internationaux

Désormais entraînée par son

père, Karlj, Mnnica Selcs, qui joue

essentiellement du finnd du conrt

en tenant la raquette à deux mains, vit en Floride à Sarasota. Pour par-

venir en linale, la principale diffi-

culté qu'elle eut à surmanter fat

l'Américaine Mary Jn Fernnndez

Patinage ertistique: Viktor

Petrenka champina d'Earene. -

Chempina d'Europe en titre, le Snviétique Viktor Petrenko e

gagné, vendredi 25 janvier, à nou-veau la médaille d'or de ces cham-

pinnnats disputés à Sofie en

devnnçant, ou terme d'un pro-

gramme libre proche de la perfec-

tinn, le Tchécoslovaque Petr Barna et le Snviétique Viaeheslav Zagordniuk. A nnter les bonnes

performences des Français Erie Millot et Philippe Canderolo qui

terminent respectivement qua-trième et cinquième.

de France 1989.

permettra de nous aligner sur la téslexion médicale qui est la meilleure. Ici comme à l'étranger. »

La législation américaine, considérée par beaucoup comme discriminatoire, evait conduit de nombreuses organisations de lutte contre la sida à boycotter la sixième conférence internationale sur le side, en juin, à San-Franeisco (le Monde du 5 janvier). -

Simone Weber devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle

Le secret d'un mariage

crime reproché à Simone Webar et malgré une série d'incidents de procédure, la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle s évoqué, vendredi 25 innvier, les conditions dann lesquellas elle aurait épousé. en 1980, un homme âgé de soixante-dix-neuf ans, décédé vingt-deux jours plus tard dans des conditions indéterminées.

NANCY

de notre envoyé spécial e Simone Wabar, veuve Fixard ». C'est ainsi que le présidant Nienlas Pacaud désigne l'accusée. Pourtant, selon l'accusation, son mariage avec Marcel Fixard, le 22 avril 1980, aerait un faux réalisé avec l'aide d'un comparse qui aurait jnué le rôle du marié. A l'époque, ce mariege avait été gardé secret. Les bans n'avaient pas été publiés grâce à une dispense spéciale et même les proches de Marcel Fixard Ignaraient cette union qui, une fois connue, e cependant sou-levé quelques murmures.

Etalt-il normal qu'une femme de quarante-neuf ans épouse un hamme de solxante-dix-neuf ans? Le prépident Pacaud lui pose le question en e stonnant qu'elle n'est pas préféré vivre evec un homme de san êge : e Autuur de moi, ce genre de mariege n'n toujours conduit qu'à des échecs, répond tranquillement Simone Weber, Les hommes plue êgés ont plus de sagesse. Et il svalt de grande

qualités de cœur. Je ne cher-chem pas un homme à mettre dens mon lit. > C'est ainsi qu'elle e reneantré ce militaire en retraite par le biais des ennonces matrinoniales, et le courrier saisi è son dumicile est émaillé de phrases d'une poésie touchante. Mais le président na fait qu'ef-fleurer cette partie du dossier et décide d'entendre un témoin.

Un témoin

et des irrégularités Mer Marie-Josephe Welter, sopomte-seize ans, n'était pas eu courant du meriage male elle e vu le couple vivre lorsqu'elle promenait son chien. Pour elle, Mar-cel Fixard, e e était un beau monsisur, un bel homme quoi». Le prénident avait compris, male le témoin ejoute : e Un beau militaire». L'homme qui pourrait avoir joué le rôte de Marcel Fixard lors du meriege étant etteint d'un léger strabisme, le megistrat voudreit aavnir si M-- Water a regardé les yeux du retraité qu'elle admirait tant. e Je ns regards pas las yeux des hommes», e offueque la deme qui ajoute ; «Je ne vals pas voir n'ila nnt un call qui prend le métro et l'autre qui n'a pas da billet». La salle, jurés comprie, éclate de rire.

La détente aera de cnurte durée car un incident survient à propos des photographies que la police a montrées à M- Walter. Elle effirme n'en avoir vu que quatre alors que le procès-verbal dit qu'il y en evait seize, Le défense demande qu'nn lui en

danne acte. Paur euthentifier sa signature, un muntre la dépusition à M= Welter qui en profite pour le lire : « On me danne à lire, je lia ». Nnuvel incident. La défense sxige qu'nn lui canne acte de cette nouvelle irrégulenité. L'evacat général Philippe Ker se met en colère et menace de s'en aller.

La cour se retire pour délibérer. Et, pendent une heure, M- Walter reste eeule au milieu de la salle, essise sur une chaise avec deux gardiene de le paix è proximité qui e'assurent que personne *n*e vie*n*t influencer le témoin. La cour revient et donne partiellement raison è la défense. 'euditinn du témnin reprend. Mein, eu détour d'une phrase, cette femme un peu sourde, qui parle abondemment, révèle que son meri n eesisté à sa dépneltion devant la police, Nouvel incident. Nouvelle demande de donner ecte. Nouveile calère de l'avocat général. Me Henri-René Garaud lui rétorque : eOn y passera le temps qu'il faudra. Ma cliente n'sat pas la pour risquet une eimple smende ». Cette fole la cour libère le témoin. Meis le président lui explique qu'elle devra revenir le 8 février et qu'entre-temps elle e ne devra paa conférer de l'affaire avec d'autres».

Frenchement Inquiste. M- Welter rassure la cour ; e Je vais rester chez moi > .

MAURICE PEYROT

dustriel qui evait entrepris la démolition, sans autorisation, d'une batterie militaire sur la communa de Vallauris (Alpes-Maritimes) a été inculpé, vendredi 25 janvier, d'infraction aux règles d'urbanisme par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'ins-

acquis, en 1987, un terrain incons-tructible de 24 000 mètres carrés sur Un inculpé dans l'affaire de Super-Cannes. - M. René Cros, l'inlequel se trouvait la batterie, puis obtenu un simple permis d'aménagement de l'ouvrage. Il avait ensuite revenda le terrain à un promoteur en vue de la construction d'une resi dence de loisirs dont les travaux ont

été interrompus à la fin de décem-

Un autre universitaire, François renpunsabilités politiques dans cette région, comme élu eccla-

un travail critique qui lui permet de libérer le politique de tout ce à quol nn l's successivament réduit : l'Etat, la relation dominant-dominé, la notion de classe, ou un champ d'expérience trop limité dans le temps et trop localisé en Occident. Il aouligne la dimension contralgnante de toute vie sociale, en refusant d'y voir le seul facteur de production politique. Celle-ci lui paraît procéder du couple nécessité-liberté. e En rendent compte, au niveau théorique, de l'ambivalence du politique, écrit-II, la problématique de la liberté et de la nécessité parmet de comprendre com-ment – et su profit de qui – chaque société gare la relation entre le possibla et l'impos-

volunté, de volonté politique

> Le Politique et la Liberté, par François Msnasta. L'Harmattan, 268 pages, 140 F.

PARIS

MM. Sarre et Chirac polémiquent sur la réforme des finances locales

M. Georges Sarre a repondu, vendredi 25 janvier, à M. Jacques Chirae à propos de la réforme des finances locales. «Le maire, a déclaré le président du groupe socialiste an Conseil de Paris, est le plus mal place pour critiquer une nouvelle répartition de la dotation ginbale de fonctionnement, la DGF. » Le gonvernement souhaite que la DGF, que l'on peut définir comme la subvention que l'Etat verse cheque année oux communes, s'attache davantage à aider les villes pauvres, au détriment des villes riches. Cn principe recevrait nne application encore plus sévère en île-de-France où joueraient des dispositions particulières. M. Chirac, soulignant que le réforme envisagée smputerait de 540 mil-lions de francs les ressources de Paris en 1991, a violemment réagi. Il n adressé nne lettre à tous les Parisiens pour dénoncer l'intention du gouvernement (le Monde du 23 janvier). Dans sa réponse, M. Sarre rappelle que « l'Etat verse à Paris 4,1 milliards de francs, solt près de 8 % du total des dotations nationales » alors que la capitale, « avec ses 2 millions d'habitanis, ne

représente pourtant que 3,5 % de la ulation française.» Le président du groupe socialiste conteste eussi l'effirmation de M. Chirac selon laquelle la réforme entraînerait une nugmentation des impôts réclamés par la Ville aux Parisinas. e Paris, a déclaré M. Sarre, a dégagé l'an dernier 719 millions de francs d'excèdents budgētaires cumulés, s'est voté 200 millions de francs de « fonds de roulement » et a versé 90 millions de francs en réserve ». M. Chirac, dit-il, «s'll veut prouver sa capaciti de bon gestinnnalre, peut redéployer son budget sans faire appel à des impôts nouveaux».

En revenche, M. Sarre s'est « félicité » de la signature d'un pro-tocole entre in Ville at l'Etat. La municipalité s'est engagée à occueillir, dans 10 % des logements construits ou réattribués, des families nux revenus très modestes puisque compris entre le RMI et le SMIC. Ces accords ne concernant que 800 logements par an, l'élu socialiste considère qu'il faudrait atteindre, à court terme, 15 %, « comme il en va, en général, dans les autres communes de France ».

CHARLES VIAL



Les « Noces » du micro solu dirige « les Noces de l'agres »

in the store of the store of the traine of the section produced & selection of the last the section of the section

AND AND ES

AND ASSESS OF STREET

IN THE PARTY OF

the same days deliberated grants and the first transport to the production and the produc THE PERSON OF TH en trace destricted in Antonionation

A busanne Chairling Americalists of Proposition of Proposition ---Teld & tal segmenter adriet.

regrau 3 Fevrier (RI GITAN SECTACLE crec les danseurs HANCLETE RENE ILLANES deux Suitaristes

~ - -

San., . .

Section 1

News

Sent charmeters

Totales d'Anné Regins autorités.

Set l'ent de gréss autorités.

Sétience un chair si gue d'années de l'uniferté sur un prédicte plésaire de l'uniferté par le particules plésaires d'an gente d'années des la principe d'années des la principe d'années de l'uniferté par portaine de des principes de l'uniferté par totales parent Chévanies.

Stat sétience par seine. Trabia d'Atte -"Timps Bossins was the mount

HUTEL DU RHONE GENEVE La meilleure adresse pour vos affaires, au centre de Genève 115

LIVRES POLITIQUES

epuis que les hommee font de la politique, ils e interrogent à son sujet : elle étalt déià nbiet de réflexion, en même temps que méthode d'action, avant d'être connue sous ce nom. Nul doute qu'elle est devenue le metière d'études sérieusee, rigoureuses, eu fur et à meaure qua les sociétén humeinee ont affiné leurs systèmes d'organisation et enrichi

l'étandue da laura ennasis-Doit-on croire pour autant à la réalité de le science politique? Certaines des nombreuses productione qui se réclament de cette discipline entratiendraient le doute, et le cours même des événements politiques sembla défier toute tentative d'approche retionnelle, comme le mantre, jusqu'à l'absurde, l'actualité. Surtout ei l'on attend de la science qu'elle snit, non seulement un moyen de connaissance, mais aussi un instrument d'action. Il y a, peut-être, une science politique mais point encora de poli-

tique scientifique. C'est que, nous dit un expert, « la politique sa révèle irréductible à la seule connaissance scientifique». François Borella, universitaire et acteur politique, se réfère à sa double expérience du sayoir et de l'action « pour tenter de comprendre ce que veut faire la science sociale du politique». Dans sa Critique du savoir politique, il rappelle que la première guerre mondiale fut « la démonstration poussée jusqu'à l'horreur des deux grandes cosmogonies de l'époque : le rationalisme progressiste nt évolutionniste nt le marxisme ». La seconde guerre mondiale, si elle Alimina l'hitlérisme, n'ouvrit pas davantage, comme on l'evait espéré, les portes d'un monde nouveau. Coup dur pour les grandes idéologien se réclamant d'un statut scientifique !

Les chercheurs ont eu, niors, tendance à sa retourner vers le

La science *l'imprévisible*

compartement palitique. La

d'investigation de la conna schémas généraux de lecture de la réalité politique. Mais la porta de l'avenir lui reste fermée. »

réel, à se réfugier dans l'étude du

science politique e'enferme dans dee approches qui sont exclusivement socialogique, idéologiqun nu juridiqua, puis elle emprunte à d'autres modèles de disciplina scientifique : cependant la dimension politique da grands événements de la période continue da lui échapper. Sans doute parce qu'elle reste uns énigme, ce qui ne condamne pas toute interrogation de nature scientifique mais en réduit les prétentions. Au terme de son survoi criti-

que du savoir politique, François Borella constate que l'objet politique, qui justifie la science du même nom, n'est pas de même naturs qua les autres champs sance, car ela conscience, individuelle et collective, est constitutivs du phénomènn » qua représente la réalité politique. Lecon de modestie que la miltent donne su professeur, lequel en convient volontiers. «Non. écrit-il, la connaissance politique ne paut avoir comme objectif de prédire et de dominer les comportements politiques, car alle ss substituerait à son oblet, ou du moins en aurait l'illusion. Ella peut prétendre à la description intelligible des institutions et de la vie politiques, elle peut tenter d'en expliquer l'existence en repérant les régularités, elle peut avoir l'audace de proposer des

ANDRÉ LAURENS Manasta, professeur de sociologie à l'université de Lausanne elors que Françale Barelle enseigne à Nancy et assume des

liste (ex-PSU) - e ressenti les Insufficancen, nu, plutôt, ennetaté les impesses de la réflexion sur le social. Aussi propose-t-il de penser les principes d'une anthropologie politique e à partir d'une lecture d'un certain nombre d'auteurs et d'une compréhension particullère des impasses dans lesquelles ceux-ci nous conduisent, s'agissant de l'snelyse du fait politiqua dans les sociétés humaines, s L'auteur se livre donc aussi à

Comme l'auteur précédant Francois Manasta pense qu'il n'y s pas de direction prédéterminée, st donc scientifiquement prévisible, du changement social. La connaissance peut servir, mals l'essential est affaire de bien sûr.

Critique du savoir politique, par François Borells. PUF, 232 pages, 128 F.

Noir cousu de fil blanc

« En conduisant miss Daisy », Robert Liensol et Tsilla Chelton vont au succès

Une pluie d'oscars est tombée sur le film *Driving miss Daisy*, adaptation d'une pièce d'Alfred Uhry, qui a écrit pas mal de ehnses: Americn's Sweethenr, Swing, Mystic Pizza... (ci, une gentille et riche Américaine n'est plus capable de prendre le vniant de sa Cadillae sans rentrer dans un réverbère. Elle a soixante douze ans et bougonne quand son fils Inblige à engager na chauffeur, un grand black du même âge que le vieille dame, mais, bon pied, bon oeil. Dés qu'il apprend que maman et fils sont juifs, il est partant. Nous sommes invités à compren-dre qu'en dehors des jnifs et des noirs les Américains sont des sau-

Le fils coofirmera la méchan-ceté, peut-être le racisme ambiant, quand sa mère l'invite à un meet-ing de Martin Luther King. Il a une grosse situation à Atlanta et oe refuserait pas de devenir sénateur. Mais si à New-York on apprenait que lui, un juif du Sud, est allé écouter un Nnir, sa carrière serait

Le propos de la pièce n'est pas tout à fait clair, il voos file entre les doigts parce que l'auteur décrit des racismes, des intolérances, des exclusives, mais en même temps, semble dire que tout s'arrange, tont va hien. Et en fait, la soirée est très sympathique et attachante, evant toot de par l'ascendant de deux grands octeurs; Tsilla Chel-lon – miss Daisy – et Robert Lien-sol – son chauffeur. Ils ont choisi la meilleure voie; ils évitent de jouer «au pied de le lettre», Il y à toujours eu chez la graode Tsilla Chelton, depuis sa géniale création des Chaises de Ionesco, un phéno-mène unique d'énergie spirituelle, fonceuse, risquée, comme d'une



conscience emballée qui se jetterait vers la démence, mais qui, au deroier instant, survole l'obstacle, et alors il y e un contre-coup de chalour généreuse. C'est un art violent, à part, très bean, par lequel l'ir-réa-lisme, le sur-réalisme et une apparente anarchie rejoignent un dessio de la ligne la plus pure. Robert Liensol, c'est plus calme. Son jeu est tout d'intériorité claire, de réserve élégante. C'est un feu ardent sous la mootagne verte. C'est le magicien, à mains nues.

La mise en scène de Gérard Vergez, toute en animations, en diver-sinns, avec des parenthèses rapides comme dans les meilleures comédies musicales de Broadway, cootribue à faire de cette Miss Dolsy une soirée assez merveil-

MICHEL COURNOT Théâtre Antoine, du mardi au semedi à 21 heures. Matinées samedi à 17 h 30 et dimanche à 15 h 30, Tél :. 42-08-77-71 et

42-08-76-58.

SYLVIE DE NUSSAC ►Opéra de Paris-Gernier, 26 jan-vier, 20 heures.

CINÉMA

de Steve Reich.

DANSE

La Rambert Dance

Company

au palais Garnier

passahlement perdn an change en voyant, an palais Garnier, la Ram-

bert Dance Company en lieu et place de la Martha Graham Dance Company – qui s'est décomman-déc par crainte du nid de terro-

ristes qu'est devenu Paris à ses

Doyenne des troupes de Grande-Bretagne (Marie Ramhert, qui assista Nijinski ponr le Snere du printemps chez Diaghilev, la fonda

en 19268), la Compagnie Rambert

s'est inngtemps consacrée presque exclusivement aux chorégraphes

eoglais, ce qui n'en a pas fait la plus excitante du monde. On nous

assurait qu'elle avait changé sous l'impulsion de Richard Alston, son directeur artistique depuis 1986; qu'elle faisait anjourd'hui eppel au

dessus du panier des chorégraphes américains... Aussi plecions-nous

tous nos espoirs eo Lociode Childs, l'ardeote et glaciale mar-

cheuse de Boh Wilson, la methé-

meticienne iospirée de Radiol Courses nu de Dance nº 1. Hélas, ce qu'elle a réglé pour les Rambert, Four Elements, n'est que le devoir

laborieux d'uoe élève pas très

Gien Tetley est l'un des plus

redoutables raseurs de l'époque;

revoir soo tétanisant Embrace tiger

and return to mountoin est une

épreuve qu'on ne pense pas evoir méritée. Par comparaison, Rough-cut, de Richard Alston, paraît frin-

gant parce qu'il y a dedans un peu d'enjouement, d'éoergle, de modestie. Et le musique entêtaote

douée de Cunningham.

« Mauvaise Fille » de Régis Franc

Au dernier Feativei de Cannes, on a vu, dans la section « Perapectivea du cinéma françeis », le premier long métrage d'un auteur de bandes dessinées (le Café de la plaga, Nuits de Chine, Tonton Marcel) Régis Franc. Le film qui s'appe-lait alors Toutee les femmes se ressemblent est devenu Mauvaise Fille. « Mauvaise fille », Rose, l'hé-

roine, dix-huit ens, ne peut que l'être eux yeux de ac femille quand elle décide de s'an séparer. C'est une famille d'hommes, dana un village de Cemargue. Le pare, ertisan, veut faire régner se loi. Le frère, un eppranti, traîne evec des copaina. Tous considèrent que Rinse leur eppertient, qu'ella se doit à eux. Autre-fois, sa mère, eprès avoir subi la même aituetion, e quitté la maison. Et pulsque toutas les femmes ae reasemblent, le grande affaire du film sere le départ de Rnae, à le suite du pasaege dens la réginn d'un matador blessé et paumé. Lui, e est Nicolas Rojas qui débute à l'écran, et l'emoureux transi, nuvrier des selines, c'est Christian Vadim. Avec Daniel Gélin en para rangé d'emar-tume et Yvan Attal en frère macho, le distribution peraît hétéroclite.

Il est vrai que Régis Franc e aissé la bride sur le cou à ses ecteura, sane doute pour réserver toute son ettention à Florence Pernei, la Rose de cette Camergue sans pittores-que, nù ragnent ennul et mélancolle. La manière de traiter la liberté de la femme rep-pelle la Dériva de Paula Delsoi, qui ac paasait à Pelavas-les-Fine eu début des ennées 60. Moins la révolte et le défi sexuel. Rose, fille d'eujourd'hui confrontée à un clan masculin, porte en elle, et grâce à l'exemple de sa mère, ses propres ressnurces. Il na menque à certe étude de comportement qu'un style plua affiné. **JACQUES SICLIER**

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Prudences, craintes, censures

Un nombre croissant de spectacles et de manifestations publiques sont annulés. Une raison, avouée ou non : la guerre du Golfe

On nous dira que e'est une bien futile conséquence de la guerre du Golfe, mais le public parisien a Les concerts, tournées, spectacles et manifestations supprimés en rai-son de la guerre du Golfe se multi-plient sur l'ensemble du territoire français. Un seul cas de censure caractérisée, à Saint-Etienne, où la préfecture de la Loire a fait annoer un concert du chanteur de ral Cheb Khaled, ainsi qu'noe eutre représentation au cours de laquelle devaient se produire plusieurs artistes, dant la chanteuse Elsa (le Monde deté 20-21 janvier). Au cahinet du préfet, on affirmait ne pas viser particulièrement le « rock islamique », faisant preuve d'uoe bonne conscience proportionnelle à la méconnaissance d'une musique qui n'a rien à voir evec le rock et a tnujours eu des relations

Pourtant, le même soir, la direc-tion du New-Morning décidait de maintenir le spectacle de Fawzy El Aidy, musicien d'origine irakienne, de oationalité française. « Compte tenu du climot», les responsables de la salle avaient souhaité que peu de publicité soit donoée à le soirée et demandé une protectino poli-eière renforcée. Une semaine plus tard, le Théâtre de la Ville, serein jusqu'alors – le récital de musique iranienne doooé le 19 janvier était déroulé sans encombre, décidait in extremis d'annuler le concert de la Mouritanienne Dimi Mint Ahha, qui avoit bénéficié d'uoe large promotion. « Nous nyons reçu des menaces très pré-cises, explique Gérard Violette, directeur du théâtre. Sans penser au pire, nous voulons éviter les per-turbations, par respect pour l'ar-tiste, pour le public et pour cet endroit qui a toujours été au carre-four des civilisations, » L'Office de la eulture de la mairie de Séclio (Nord), où le groupe mauritaoien se produisait le vendredi 25, n'avait pour sa part eu aucun écho d'éventuelles réactions hostiles.

Les coocerts de Milan (le 28), étape suivaule de le tournée des Manntaniens, de Marseille o'ont fait, pour le moment, l'objet d'eucun remous. En revanche, le elimat psychologique a été jugé oéfaste dans le capitale belge : la salle de l'Aoeienne-Belgique, au centre de Bruxelles, n'accucillera pas Dimi Mint Abbe le 31 janvier comme il était prévu. La taille et la réputetion de le salle paraisseot ainsi déterminantes : plus la soirée est discrète, plus elle e de chance de se déronler saos encombre. A l'Auditnrium des Halles, les concerts de Cheh Mami (le 30), Larbi Dida et Rachid Taha (le 31) sont maintenus, malgré un très faihle taux de réservation – faiblesse

La Maisnn des cultures du monde indique à son tour qu'elle a reporté sine die son eycle consacré eux «Grands maîtres du loth oriental » (prévu les 8,9,10 février), « devant in difficulté à obtenir des visas et à assurer le transport des musiciens en provenance de Syrie, d'Egypte, de Jordanie et du Yèmen ». De même, la troupe de théâtre libanaise qui devait inter-préter l'Arène, de Paul Chaoul, du 22 février au 3 mars, ne viendra pas. « La thématique de cette pièce, totalement axée sur la guerre du Liben, ourait été faussée par les évènements du Golfe.» Si le cycle « Grandes vnix d'Orieot » (Azerbaidjan, Tadjikistan et Turquie) -du 8 au 29 mars, toujours à la Mai-

commune à toutes les salies.

son des cultures du mande - est maintenn, les Marseillais devront attendre quelques mois avant de découvrir les Paravents, mis en scène per Marcel Maréchal (le Monde du 26 janvier). A l'Olympia, des mesures de sécurité excep-tionnelles unt été adoptées pour le concert de l'Israélien Samir Chnn-kri (les 26 et 27 janvier) et pour le spectacle ennjinint de Smaïm, Boudjenah et Bedos (le 4 février).

La préfecture de police rappelle qu'aucune obligation d'inspection n'est faite aux salles, sauf en cas de présence de personnalités nu de présence de personnaites nu de membres du gouvernement. Des nfficines privées peuvent offrir leur concours, mais e'est en principe le service de la Sécurité publique, qui assure, gratnitement, le « démi-nege ». Il peut en prendre l'initie-tive au vu de l'affiche. L'interdic-tion d'un spectacle incombe en tive au vu de l'affiehe. L'interdic-tion d'un spectacle iocombe eu préfet lorsqu'il estime que l'ordre public peut être troublé. Mis à part le cas de Cheb Khaled, ce sont les selles qui, tnutes, oot pris d'elles-mêmes la décisinn d'annu-ler une manifestation, et, dans cer-tains cas, après avoir pris l'evis des commissariats de leur quartier.

Renvoyé à des jours meilleurs

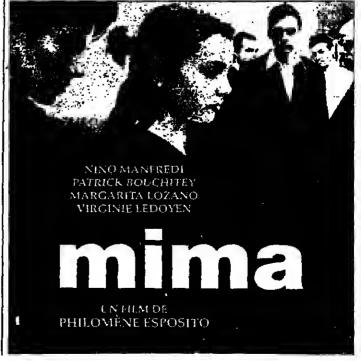
C'est également le peur d'atteotats terroristes qui a conduit cer-tains artistes américains à hnuder tains artistes américains à hauder l'Europe. Elton Jones, Quincy Janes et Ray Charles ant déclioé l'iovitation du MIDEM, à Cannes. Les groupes de hard rock Cinderelle et Sleughter ont annulé les coocerts qu'ils devaient donner les 11 et 13 février à La Cigale. Le repper LL Caol J, qui deveit se produire à l'Elysée-Mootmartre, a préféré, lui aussi, suivre les recommandations du département d'Etat et rester dens son Queens oatal. et rester dens son Queens oatal. Eofio le tournée de l'Orchestre symphonique de Saiot-Louis, qui deveit se produire oo Théâtre des Champs-Elysées, le 11 février est également supprimée.

Sur la Côte d'Azur, les festivités voot se réduire considérablement. Premier visé, le célèbre carnaval de Nice, dant l'anoulation est plus film italien qui devait se tenir dans cette ville, il est renvoyé à des

VÉRONIQUE MORTAIGNE



SÉLECTION OFFICIELLE BERLIN 91



MUSIQUE

A. Jan

Les « Noces » du micro

Georg Solti dirige « les Noces de Figaro » au Théâtre des Champs-Elysées. S'est-il assez soucié du public?

Aller au concert réserve quelques sorprises, ecs temps-ci. Après l'IRCAM qui convie une foule d'invités, la presse française et internationale à assister à la vraiefausse création d'... Explosante-fixe de Pierre Boulez (6 minoles 8 secondes de booheur, uoe heure et demie de verbiage - le Munde du 15 jeovier), le Théâtre des Champs-Elysées programme les Noces de Figaro de Mozart, en version studio d'enregistrement.

Mercredi soir, les chanteurs, le chœur, le cootinno et l'nrehestre étaieot disposés à l'envers. Au fond, les chanteurs évoluent sur nne estrade surélevée, trop peu surélevée, fece à sept micros; devant eux l'orchestre et ses quatre mieros haut perchés, à gauche les chœurs et leur couplo de micros, au centre droit le elevecin et son micro au ras des cordes, ao centre, le chef commandant aux uns et aux entres. Cette disposition a été expressement demandée par Sir Georg Solti, le chef snuhaitant qu'nn enregistrement d'archives soit réalisé. Le TCE n'en e en connaissance que quelques jours avant la date du concert. Passé

Maison

Cultures

des

jusqu'au 3 Février

CRI GITAN

SPECTACLE

FLAMENCO

avec les danseurs

MANOLETE

IRENE ILLANES deux guitaristes

deux chanteurs

45.44.72.30

l'nuverture, avalée par l'Orchestre de chembre de l'Eorope dant les cordes et les vents patinent à vou-loir suivre la direction de Solti, les chanteurs « entrent eo scène». Las l ils ont des difficultés pour projeter leur vnix. Il ue leur faudra pas moins des deux premiers actes pour trouver leurs merques. Les actes III et IV les montreront an meilleur de lenrs possibilités

A une exceptioo près, les femmes dominent la distribution. La voix de Margaret Price e certes perdu de sa vaillance, de sa limpi-dité. Si ses vocalises ne sont plus aussi impeccables qu'eutrefois, si sa justesse parfois vacille, son tim-bre a toujours des reflets éclatants qui s'ombrent parfois d'une douce patine. Ils donnent à la Comtesse une allure digne, blessée, si émouvante qu'elle fait regretter ces instruments à veot anodins, pour ne pas dire insuffisants, incapables de se fondre dans son chant, de respi-rer evec une chanteuse dont la voix « instrumentale » auralent du insplrer l'Orehestre de chambre de

La Suzanne d'Adelina Scarabelli est impeccable; snn timbre, sa mise et snn allure si piquants qu'on eherche en vain une chan-teuse à lui opposer sérieusement dans ce rôle. Comment résister au Chéruhin d'Anne Sophie van Otter? Tant de grace enjude, d'élégance, un chant si pur, si sug-gestif, ravissent l'oreille... et l'œil, gestif, ravissent l'orettie... et l'en, captivé par le présence physique d'une artiste qui, d'un geste à peine perceptible, réussit à donner vie à son personnage. Depuis Fre-derica von Stade, pareil Chérubin n'était apparu sur scène.

Voix petite, dietinn imprécise, Patricia Rozarin n'est pas incublia-

ble en Barberine : « L'ho perduto » peine à franchir l'obstacle de l'nr-chestre. La Marcelline de Della Jones, voilà bien, avec les hommes, le pierre d'achoppement de cette distribution des Noces. Sa voix est dure, sa ligne de chant assez grossière, son personnage ordinaire. Le Comte de William Stone (le chanteur américain remplacait Olaf Bar souffrant) semble sortir d'un opéra de province de la pire époque : voix tonnante, vocalises savonnées, effets pesant leur poids de vulgarité (les deux derniers actes l'exposeront sous un illeur jour, il y scra plus alerte). Mais est-il une alternative envisa-

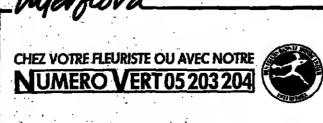
Un chef trop effervescent

geahle au magnifique haryton de Bar? Nous ne le pensons pas.

Le cas de Ferruccin Furnaleto est plus complexe. Quel fringant Figaro I Silhanette svelte, autorité de la vnix. Finnalette sveite, autorité de la vnix. Finnalette (le Figaro de la Bastille — le Monde du 14-18 janvier) scrait un baryton de premier choix s'il n'était affuhlé de ce timbre ingrat, d'une vnix enrieuse, d'une les harmoiques métalliques gâchent l'épanouissement

Cnrieuse snirée en vérité qui, malgré de graves inégalités de dis-triantino, un nrchestre avec à sa tête un chef à la gestuelle, certes efficace, mais trop effervescent, s'est peu à peu affranchie des contingences matérielles pour nous pinnger an cœnr de la comédie douce-amère de Beaumarchais et Mozart. Heureux d'avnir assisté à des Noces qui, eo eostnmes, auraient ravi les spectateurs de l'Opéra-Bastille.

ALAIN LOMPECH



PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Ava Gardner : Pandore (1951, v.o. s.t.f.), de Albert Lewin, 15 h ; Rex Harrison : Escape (1848, v.c.), de Jospeh Leo Mankiewicz, 17 h 30 ; Koulechov et les eiens : le Gai Canari (1926), de Lev Koulechov, 19 h 15 ; Koulechov et les siens : Deux Bouldi Deux (1930), de Lev Koulechov, 21 h.

DIMANCHE

DIMANCHE

Georges Conchon (1666), de Jacques
Rouffio; l'Horizon (1966), de Jacques
Rouffio, 15 h; liène Dunne: Theodora
devient folie (1936, v.o.), de Richerd
Boleslawsky ave liène Dunne, Metryn
Douglas, 17 h; Koulechov et les siens:
l'Affaire des fermoirs (1929), d'Alexanle l'Ashibura, les Marchands de Gloire l'Affaire des fermoirs [1929], d'Alexandre Khokhlova, les Marchands de gloire (1926), de Leonid Obolenski, 19 h; Koulechov et les siens : le Baider de Mary Pickford (1627), de Serguel rov. 21 h.

PALAIB DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Mademoiselle Dgin (1962, v.o. a.t. anglais), de Kinuyo Tanaka, 18 h ; le Goût du saké (1663, v.o. e.t.f.l, de Yasuiiro Ozu, 20 h.

DIMANCHE pergusse (1985, v.o. s.t. angle CENTRE

GEORGES POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Zavattini : l'ile des amours interdites (1650, v.o. e.t.f.), de Damiano Demiani, 14 h 30 ; Umberto O. (1651, v.o s.t.l.), de Vittorio de Sica, 17 h 30 Teresa Veneral (1941, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

OIMANCHE Zavattini : Sellissima (1951, v.o. s.t.f.), de Luchino Vieconti, 14 h 30; Sciuscia (1946, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 17 h 30 : Station Terminus (1863, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halfee (40-28-34-30) SAMED)

Peris qui chante : Lyrique : le Vral Paris (1832) de J.C. Semard, Griseries (1635) de John Cromwell, 14 h 30 ; Trenet : Portreit : Charles Trenet (1870) de Pierre Philippe, Romance de Par (1841) de Jean Soyer, 15 h 30 ; Une Américaine à Paris : Bande annonce : Femmes de Paris (1953) de Jean Boyer, Ordle de frimousse (1956) de Stanley Donen, 18 h 30 ; Chevalier ; Meurice de Paris (1960) de Jean-Paul Sassy, Mau-rice de Peris (1660) de Jean-Paul

DIMANCHE Paria qui chante : Chansonnette

Ecleir-Journal, Circonstances attéccier-journal, Circonstances are-nuentee (1638) de Jeen Soyer, 14 h 30 ; Cheveller ; Maurica de Paris (1960) de Jean-Paul Sassy, Maurica de Paris (1650) de Jean-Paul Secay, 18 h 30 ; Riroumelle : Actualités Gau-mont, le Paradis perdu (1939) d'Abel Gance, 18 h 30 ; Régins et Gainsbourg : les Petits Postara (1988) de Fabrice Cost, Actualités Gaumont, Régine (1967) de Jacqueline Joubert, Noël à Vaugirard (1966) de Jecques Eapagne, Actualités Gaumont, Gains-bourg et quel (1665) de Claude Dagues, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8- (45-81-10-80). L'AMOUR DANS DE BEAUX ORAPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1-(45-06-57-57) : Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) : v.f. : Pethé Françaia, 6- (47-70-33-86) ; Pathé Montpamasas, 14- (43-20-12-06); Pathé Clichy, 16- (45-22-46-01); Le Gambetts, 20- (46-38-10-961.

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Lucernaire, 5. (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Letine, 4- (42-76-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55); Saint-Lambert, 15- (45-32-

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU MANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15- (45-

BOUGE PAS, MEURS, RESSUB-CITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parmasse, 6- (43-26-58-00).

CABAL (*) (A., v.o.) : Gaumon Ambassade, 8: (43-58-18-08) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) : UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95) ; Laa Montosmos, 14- (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o) : Letine, 4- (42-78-47-86). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.u.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); George V, 8- (45-62-41-46). CERTAINES NOUVELLES (Fr.) :

L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8- (43-88-19-08) : Gaumont Parnasse, 14- (43-, 35-30-40) ; Geumont Alésia, 14- (43-

27-84-50). CHÉRIE. J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.1.) : Républic Cinémas. 11- (48-05-51-33); Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68).

CHUCKY LA POUPÉE DE SANG (*) (A., v.o.) : Georgs V, 8- (45-82-41-46); v.f.: Paramount Opéra, 8- (47-42-56-311.

CINÉMA PARADISO (Fr.-Ic., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

LA CITÉ DES DOULEURB (Chin. v.o.| : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) : Denfert, 14 (43-21-41-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parne, 14 (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.) : Cinoches · 446-33-10-82).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) Cinoches, 6- (46-33-10-62).

DESPERATE HOURS (*) (A., v.o.) Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-38); UGC Champa-Elyaées, 8. (45-82-20-40) ; v.f. : UGC Montpernasse, 8-(45-74-94-84) ; Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71). LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1" (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Pathé Hauteauille, 6. (46-33-76-38) ; Gaumoni Ambassede, 8 (43-59-19-08); Seint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Feuvetts, 13- (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumom Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Gaumom Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18. (45-22-47-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Snoches, 6- (46-33-10-82). DOC'S KINGDOM (Fr,-Por., v.o.) : Le Seint-Germain-des-Prés, Salle G. de

Beauregard, 8- (42-22-87-23). L'ECHELLE DE JACOS (*) (A., v.o.) : Gaurront Las Halles, 1= (40-28-12-12); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8= (45-62-20-40); v.f.: Gaumont Opéra, 2. (47-42-80-33) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-84-95); Las Mompamos, 14 (43-27-52-37) ; Pathé

Clichy, 18- (45-22-46-01). EUROPA EUROPA (Fr.-Al., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14- (43-21-41-01).

LES ARNAQUEURS. Film emert-

cain de Stephen Frears, v.o. : Gau-mont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ;

Gaumont Opére, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon; 6 (43-25-59-83) ;

Geumon: Ambasande, 8* (43-58-19-08); Publish Champs-Plysdes, 8* (47-20-75-23); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont Pernasse, 14* (43-35-30-40); Gaumont

Alasia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juil-

79-79); UGC Malliot, 17. (40-68-00-16); v.f.: Rex. 2. (42-36-

83-93); UGC Dpéra, 8: (45-74-95-40); Les Nation, 12: (43-43-04-67); Fauvette Bie, 13: (43-31-80-74); Miramar, 14: (43-20-

89-52); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-

MAUVAISE FILLE. Film françale

de Régis Franc : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) : Pathé Impérial, 2-

(47-42-72-52) ; Les Trois Luxem-bourg, 6- (46-33-97-77) ; George V,

8- (45-52-41-46); Sept Parmaa-siens, 14- (43-20-32-20).

TRALIEN, Film américain de Simon

Wincer, v.o. : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) ; Pathé Hautefauille,

8- (46-33-76-38); Seorge V, 8- (45-52-41-45); Pethé Merignan-Concorde, 6- (43-59-92-82); Sept

L'EXORCISTE, LA SUITE (7) (A.,

v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-

42-26) ; George V, 6: (45-52-41-48) ;

v.f. : Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ;

Feuvette, t3- (43-31-56-86); Pathé

Montparnauae, 14 (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); Le

L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A.

v.o.) : Forum Horizon, 14 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-

10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8-

(43-59-82-82) ; UGC Normandie, 6-

(45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

15. (45-75-79-79) ; v.l. : Rex, 2. (42-

36-83-93) ; UGC Montparnesse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-

42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-

43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (45-61-

94-65| : Mistral, 14- (45-39-52-43) ;

UGC Convertion, 15- (45-74-63-40); Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01); Le

LA FEMME DU MARCHAND DE

PÉTROLE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5-

(43-37-57-47) ; Cosmos, 8- (45-44-

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.,

v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg,

3- (42-71-52-38) ; UGC Normandia, 8-

(45-83-16-16) ; v.f. : UGC Montpar-

naasa, 8- (45-74-94-94) : Paramount

LA GLOIRE OF MON PERE (Fr.)

Gaumont Ambassade, 8- (43-59-

LE GRAND SLEU (Fr., v.o.) : Grand

HENRY & JUNE (7 (Fr., V.O.)

mangangan perunggan di kepadahan Magangan kepadan kepadan Bilangan pendalan pendalan di kepadahan di kepadahan Kepadahan pendalan di kepadahan di Kalangan Samaran di Kalangan Bilangan Bilangan Bilangan Bilangan Samaran Sa

Opéra, 9- (47-42-56-31).

Pavois, 15- (45-54-48-85).

Cinochus, 6- (48-33-10-82).

19-08).

51-33) ; Deniert, 144 (43-21-41-01).

Gambetta, 20- (46-36-10-96).

Gambetta, 20- (48-36-10-96).

MONSIEUR QUIGLEY L'AUS-

45-22-45-01).

HENRY V (Briz., v.o.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 8. (43-25-58-83); Publicis

Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) : Mex Linder Panorama, 9- (46-24-68-86); 14 Juillet Beaugrenalle, 15-(45-75-78-79); Kinopanorama, 15-(43-06-60-50) ; v.f. : Panthéon, 5- (43-54-16-04) ; Seint-Lazere-Paaquier, 8-(43-87-35-43) ; Path4 Montpernasse

14- (43-20-12-06).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Ciné Best-bourg, 3- (42-71-52-36) : UGC Odéon. 8. (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8-(45-74-84-94) ; UGC 8iarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Dpéra, 9- (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bestille, 11- (43-57-90-81) ; v.f. : Rex. 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bestile, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-64-95); Mis-tral, 14 (46-39-52-43); UGC Conven-

tion, 15- (45-74-93-40) L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-821

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin. v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Racine Odéon, 8- (43-28-18-68); La Sestille, 11- (43-07-48-60); Escuriel, 13- (47-07-28-04). JU DOU (Chin., v.o.) : 14 Juillet Par naese, 8* (43-26-58-00) ; Les Trois Bal-zac, 8* (45-61-10-60). KDRCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : Ciné

Seaubourg, 3^a (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6^a (45-74-94-94).

LACENAIRE (Fr.) : Ciné Besubous 3- (42-71-52-35) ; UGC Triemphe, (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 8- (45-74-65-40).

LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas 11- (48-05-51-33) ; Oanfert, 14- (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 8. (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15. (45-54-45-85).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A. v.o.) : George V, 8. (45-82-41-46) ; v.f. : Rex, 2. (42-38-83-93) ; UGC

Parmassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC

Montparnassa, 6- (45-74-94-94) : UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-

01-59); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01); Le Gambette, 20- (46-36-10-96).

NETCHAIEV EST OF RETOUR.

Film français de Jecques Deray : Forum Harizon, 1- (45-08-57-57) :

ton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Pathé

Marignen-Concorde, 8- (43-58-92-82); UGC Biarritz, 8- (45-62-

20-40) : Paramount Opéra, 8- (47-

42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-

43-01-66) : UGC Gobelins. 13- (45-

81-94-95); Mistral, 14 (45-36-

52-43); Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-08); UGC Convantion, 15- (45-74-93-40); UGC Mailot, 17-

(40-68-00-16) : Patha Clichy, 18-

ROUTE ONE (USA-37) : Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27) : Le Gambetta, 20- (48-

TRANSIT. Film français de René

George V, 8- (45-62-41-46) ; Pathé

Françaie, 8- (47-70-33-88) ; Fauvetta.

13. (43-31-56-86); Pathé Montper

nasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé

Wepler II, 18- (45-22-47-94); La Gem-

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) :

MEMPHIS BELLE (A., v.a.) : God

mom Les Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Danton, 8- (42-25-10-30); UGC

Normandia, 8. (46-63-16-18) ; v.f. :

Rex, 2. (42-36-83-93) ; Bretagns, 8.

(42-22-57-97) : Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12-

(43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- |45-

betta, 20- (46-36-10-96).

tO-961

43-01-59).

Bois, 5- (43-37-57-47).

George V, 8- (45-62-41-46).

Allio : Escurial, 13- (47-07-28-04). VILLA BEAUSOLEIL Film français de Philippe Alard : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

45-22-48-01)

LES FILMS NOUVEAUX

Montparnesse, 6- (45-74-94-64) :

SPECTACLES NOUVEAUX

THEATRES

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.

LE MAGICIEN PROGIGIEUX. Théâtre de la Ville (42-74-22-77) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h MELITE DU LES FAUSSES LET-

TRES. Mulakoff, Thelitre 71 (46-55-43-45) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 18 h (23). LA TANIÈRE (DIE FREMBEN-FUHRERIN). Théatre national de la Colline (43-65-43-60) (dim. soir.

km.) 21 h ; dim. 18 h (23). TIMSIT. Palais des Gisces (42-02-27-17) (dim.) 20 h 30 (23). LE VERT PARADIS. Mèrie Stuart (45-08-17-80) (dim., hm.) 22 h (23). FEU LA MÈRE DE MADAME, Le

Plessis-Robinson. (Amphithéare Pablo-Picasso) (48-30-45-25) (dim. soir, km.) 21 h; dim. 17 h (24). LA CERNIÈRE NUIT D'OTTO WEININGER. Dix-huit Theatre (42-26-47-47) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (25). MÉMOIRE SAUVÉE DU VENT.

Vincennes (International Visual Theo-tre) (43-65-63-63) (dim., lun.) 21-h

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Mystère Bourvil : 20 h 30, dim. 18 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-11). En conduisant máss Delay : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). La Fernice ans nom : 20 h 30, den. 17 h. ATELIER (48-08-49-24). La Mater

de go: 21 h, dim. 15 h 30.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard, Une temme: 20 h 30. Salle Louis Jouver. Fishard II: 20 h 30, dim. 18 h.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 16 h et 18 h 30, dm. 16 h. Le Long Retour Pièces de le mar : 20 h 30. De To Folo ou les Félés d'amour : 22 h. BERRY (43-57-51-55). Angoleses

Givines: 16 h et 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (48-07-34-50).

La Tempère: 15 h et 20 h 30.

BDUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Factura: 17 h 39 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-62-51). Ca soir, c'est gratuit : 20 h. Les Feurnes des gens : 21 h 30. CARTDUCHERIE ATELIER SU CHAUDRON (43-28-67-04). Artrio : 20 h 30, dim. 16 ft. CARTOUCHERIE EPÉE DE SOIS

|48-08-39-74). Le Marchand de Venisa: 20 h 30, dim. 15 h. CARTDUCHERIE THEATRE BU 61-64-95| : Mistral, 14- (45-39-52-43) : UGC Convention, 15- (45-74-SOLEIL 43-74-24-08). Inhighnie à Aulia en elternance : 15 h 30, dim. 13 h. hhigénie à Aulia, Agementon : 15 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agementon en alternance : 16 h 30. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA 93-40); Le Gambeits, 20- |46-36-METROPOLITAN (A., v.o.) : Epée de

Milena (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36) : UGC Odéon, 8- (42-TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle 1. Catherine de Heibronn : 20 h 30, dim. 25-10-30) ; v.f. : UGC Biarritz, 8- (45-CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12- |43-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, den. 15 h 30. CAVEAU DU VIEUX CHÊME (43-37-

71-51L a : 20 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-

71-38-39), Le Croue : 20 h 30. CENTRE GEORGES-POMPISOU (42-74-42-19), Aujourd hui c'est mon amiversaire : 20 h 30, dim. 16 h. CENTRE MANDAPA (45-88-61-80).

Contes d'hiver IV : 20 h 30. CHATELET-THÉATRE MUSICAL

OE PARIS (40-28-28-48). 42nd Street: 15 h et 20 h 30, den. 15 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-

8TTAIRE (45-89-38-69). Grande salls. Scaramouche, Drogues d'amour en

alternance : 20 h 30. La Galeria. L'Ecole

500,000

Ubu roi : 20 h 30, dim. (dernière) 17 h 30. Les Pathétiques : 22 h 16.

MIMA (Ft.) : Forum Orient Express 1- (42-33-42-26) : Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6-(48-33-78-38) ; George V, 8. (45-62-11-46) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-201.

MR ANO MRS BRIDGE (A., v.o.) Geumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) Publicis Saint-Germein, 8- (42-22-72-80); Gaumon; Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Le Beatille, 11- (43-07-48-60) : 14 Juillet Ssaugrenette, 15-(45-75-76-79) ; Bienvenüe Montpar-nasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-15) ; v.f. : Gaumont

Opéra, 2. (47-42-80-33). LE MYSTÈRE VON BULOW (A.,

v.o.) : Gaumont Les Halles, 1" (48-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8º (43-25-59-83) : 14 Juillet Odéon, 6- [43-25-59-83) ; La Pagode, 7-147-05-12-15) ; Gaumont Champa-Elysées, 8- (43-59-04-67) ; 14 Juliet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Parnesse, 14: (43-35-30-40); Gaumont Aldela, 14- (43-27-84-50); 14-Juillet Beaugranate, 15-(45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17. (40-68-00-16); v.f.: Paramount Opéra, 8-(47-42-56-31); Lea Nation, 12- (43-

(47-42-55-31); Lea Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); Miramar, 14-(43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18-(46-22-47-94). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. (o.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71); Grand Pevols, 15- (45-54-

NIKITA (Fr.) : Les Montpamos, 14 43-27-52-37).

DUTREMER (Fr.) : Forum Orien Express, 1" (42-33-42-28); George V. 6- (45-62-41-46); Sept Pamassians. 14- (43-20-32-20). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Gaumoni

Opéra, 2- |47-42-60-33) : Pathé Heutefauille, 6- (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassada, 8- (43-59-16-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; ont Convention, 15- (48-28-42-27).

LA PETITE SIRÈNE (A.; v.f.) : Rex. 2- 142-38-83-83) : UGC Montpernasse, 8. (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8-

(45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12-

(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-51-94-85); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE

LA NUIT (A., v.f.) : Le Berry Zebre, 11-43-57-51-55j ; Satrn-Lambert, 15- (45-32-91-68).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) :

UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). PRETTY WOMAN (A., v.o.) ; Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); UGC Denson, 6- (42-25-10-30); Pathé Mari-UGC Normandie, 8- (45-63-16-16) : 14 Juliet Beaugranatia, 15. (45-75-78-78); v.f.: Paramount Opéra, 8- (47-(2-58-31) ; Fauvette Bis, 13- (43-31-80-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27 84-50) ; Miramar, 14 (43-20-86-52) Pathé Montparnasse, 14. (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18. (45-22-

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epés de Bois, 6- (43-37-67-47). REI DOM OU LA LÉGENDE BES

KREULS (Fr.): 14 Juliet Oddon, 6- (43-25.59-83). REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) :

Epés de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Lucer-naire, 6- (45-44-57-34). ROCKY 5 (A., v.f.) : Hollywood Boueverd, 9- (47-70-10-41).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Epde de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Studio Gelande, 5- (43-54-72-71) ; Lucamaira, 8- (45-44-57-34) ; 6rudio 28, 18- (46-06-36-071

(PHIGÉNIE, Palaisseu IThélitre de

la Mare-au-diable) (80-14-31-76)

jaudi, vandredi, lundi, mardi à

14 h 30 ; vendredi et samedi à

ZAZIE DANS LE MÉTRO.

Déchargeurs (TLD) (42-36-00-02)

21 h; mer. à 15 h (26). CE VOYOU GÉNIAL. Peut Mont-

pamassa (43-22-77-30) (dim. solr,-

L'HIRONOELLE, Essation de Paris

LE RÉFORMATEUR. Soblgny.

RUFUS. Olympia (47-42-25-48)

20 h 30, mardi, mercredi, jeudi (der-

Grande Halle de le Villetta (Salla

Boris-Viant (42-49-77-22) (dim. soir,

Théatre du Tambour Royal (48-06-

72-34) (dim. soir, lun.) 18 h 45;

des meris : 20 h 30, La Resserre. La

See du roi : 20 h 30. COMEDIE DE PARIB (42-81-09-11).

Drôle de gotterf : 18 h et 21 h 30, dien.

(47-23-37-21). L'Officier de le gerde :

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-

OO-15). Selle Richefieu. Le Barbier de Séville ou le Précaution instille : mer., dins. 14 h, km. 20 h 30, Le Médi-cis volunt, suivi du Médecis maigré lui : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE

SAINT-EUSTACHE (42-21-09-48), La Genèse, d'après le Sible : 18 h et

20 h 45, dim. 15 h 30.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

kin.) 21 h; dim. 18 h (29). LES TAC-TICS DU CŒUR.

Maison de la Clatoffi (48-31-11-45) (den. soir, lan.) 20 h 30 ; den. 18 h

(42-78-48-42) (dim. soir, lun.)

hm.) 21 h; dim. 15 h 30 (29).

20 h 30 ; dim. 18 h (29).

20 h 30 (28).

nière) (29).

dim. 15 h (29).

LE SEUR TEMOIN (A., v.a.) : George V. 8- (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Francale, 9- (47-70-33-88).

TAXI BLUES (Fr. Sov., v.o.): 14 Julilet Parnasse, 8• (43-26-58-00); 14 Juillet Bestille, 11• (43-57-90-81).

THA! (burkinabé, v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Saint-André-des-Arts 8- (43-26-80-25).

LES TORTUES NINJA (A., v.f.) : Forum Driant Express, 1" (42-33-42-26); Club Geumont (Publicis Matignon), 8- [43-59-31-97] ; George V. 8-45-62-41-48) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucarneire, 8- (45-44-57-34); Les Trois Baizac, 8- (45-81-10-80).

URANUS (Fr.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2- (47-(45-08-57-57); Pathé Imperial, 2 (47-42-72-52); Bretagns, 6 (42-22-57-97); UGC Odéon, 8 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8-[43-59-92-62]; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-7); Pathé Wapter, 18- (45-22-46-01).

LE VENT DE LA TOUSSAINT (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46); Patha Français, 8- (47-70-33-88) ; Sept Parmasiens, 14 143-20-32-20).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77).

BAUNOU (42-61-68-14). Bon week-end Mensieur Bennett : 21 h, dim.

15 h 30. BECHARGEURS (TLB) (42-36-00-02), Un caprica : 16 h. Lazare : 20 h 30, dim. (demière) 17 h. DÉJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Christophe Colorib eu la Ronse Aven-ture : 20 h 30, dim. 15 h 30.

BEUX. ANES (48-96-10-28). L'Hu-mour en coin : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUST THEATRE (42-28-47-47). La Dernièra Nutt d'Otto Waininger : 20 h 30, dim. 18 h. ERGAR (43-20-86-11). Lea Babas-Cadas : 20 h 15 histories de co

EMGAR (43-20-85-11), Las Babas-Cadres: 20 h 15, Nous on fait et on nous dit de faire: 22 h. EDOBARD-VII SACMA GUITRY (47-82-58-92), Jearme at les Jugas: 18 h et 21 h, dim. 16 h 30. ELDORABO (42-48-60-27), Porto-nico: 14 h 30, dim. 14 h.

ESPACE ACTEUR (42-52-35-08), Le Petit Olctateur 2º époque : le Chambre envalue : 21 h, chr. (demière) 18 h. ESPACE MARAIS (48-04-51-55). Le Jou de l'amour et du hesard : 18 h 45, dim. 18 h. Le Mouette : 20 h 45, dim.

siaira : 22 h 30, ESSAJON DE PARIS (42-78-48-42). Denis Bergen aggrave son cas : 15 h. Le Tourment de Oieu : 20 h 39.0km. L'inondation : 18 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan clas vauxes : 15 h 30 et 20 h 46, dirt. 15 h 30. GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Cotifium pour dames : 17 h 30 et 20 h 46, dim. 15 h.

GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Sen Antonio : 18 h et 20 h 15. Les Bidochons, histoire QUICHET MONTPARNASSE (43-

27-88-61). Lettre d'une inconnue: 16 h 30. Le Ratichan beigneur : 20 h 30. Le Farce du roi Force : 22 h 16.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice cheuve : 19 h 30. La Lepon : JAROIN D'NIVER (42-62-58-49). Les Yeux d'encre : 21 h, dim. 18 h. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre,

les Muses mutines : 21 h.

20 h 30, mer., jeu. 18 h 30. PARIS EN VISITES

LUNDI 28 JANVIER

chaise », 10 h 30 et 14 h 30, porte principale, boulevard de Mănib (V. de Langiede).

« La Seine, ses vieux ponts, la betel-lerie a, 14 h 40, piece du Châtelet, devant le fontaine Paris autrefois).

« L'hôtel de Laurum et ses jembris dords > (la visite peut être armiée téléphoner le metin au 45-74-13-31). 14 h 30, 17, qual d'Anjou

« La fabuleuse histoire du Louvre, du donjon à le pyremide », 14 h 30, devent les guilles du Conseil d'Etst, piece du Palois-Royal (Arts et caesars). « Les appartements du duc de Maine et de meréchal de La Maillerale à l'Ar-

sensi. La bibliothèque du comte d'Ar-tois », 14 h 30, sorde métro Sully-Mertand (). Hauter). « Hôteis et iardins du Marais, Piece

des Vosges », 14 h 30, sortie métro Seint-Paul (Résumection du passé). r De la franc-maconnerie et des rites. du Grand Chiera de France », 14 h 45, 18, rue Cadet M. Bensseati.

« Le cité refuge de l'Armée du salut, chel-d'œuvre de Le Corbusier », 15 heures, 12, rue Cantagrel

« L'Opére Gernier ». 15 heures, en haut des marches à gauche (l'ourierne CHÉRATAN.

« L'hôtel de Chimay et l'École des beaux-arts », 15 heures, 13, quei Meisqueis (S. Rojon-Kern).

d'ici et d'effeurs).

« De la Cité fleurie à la Sutte sux Calles, en passant per les jardins de Mobilier netional a, 15 heures, devant le 85, bodevard Arago (Connsissance

a Las couvents des Patits-Augus-tins », 15 h 30, 17, quei Malequeis Paris et son histoire).

« Vingtième siècle : la sculpture deversée », 16 heures, Musée national d'art moderne (Centre

CONFÉRENCES

LUND 28 JANVIER

23, quai de Conti, 14 h 45 : « La e fol publique » su tournant du siè-cle », par R. Lion (Académie des sciences morales et politiques).

Verrières la Buisson, salle des fêtes Le Colombier, 14 h 15 : « Les climets à travers les âges a, per A. Juliet-Le-cierc (Les kurdis de Vertières).

35, rue des Francs-Bourgeeis, 18 h 30 : « Wagner et ses amis : Frenz Liszt, Louis II de Bavière, che et Hans von Bülow », per l prince Paul Mourousy (Maison de l'Eu-

Centre André-Mairaux, 112, rue de Rennes, 18 h 30 : « La Jocande, de Léonard de Vinci » (Association

7 25%

.; 7 :

•= `

:. ' :** B

· · · · · 18 1 18 18 . 12.9% e trection

1.1 : 1 .. : 179

1--04 2 . 1 1 10E · ** * 4:40 . 6 2 6

· .: .: • • -

- ---

1

1.

Triute

College 2

....

4 5 .50

÷5. 2. 5 · ·

Commence of the commence of th

Transfer of the Bully of

Tan in a trake

Mary and the second

A STORES

Sec. 1

4:22

A

A STATE OF THE

100

COLUMN TO STATE OF THE PART . 4 .14, 0

momoteurs for sur la côte b

7107275 Be Ball THE PLANT

THE WAR E WE CHANGE

ers, encute

'arred ・2分にいた。このたけ世後年

ardent a HALE DEVICEMENT OF THE : trure à bapet. Dir un allen alle

Le Monde

Les cadres territoriaux tentés par le privé

Pour éviter une « fuite des cerveaux », le gouvernement examine la crise du recrutement qui affecte la fonction publique territoriale

A fonction publique territoriale exerce un attrait certaio aoprès des diplômés de haut niveau, qui revent souvent de travailler noo loio des pouvnirs de décision. Mais cette jenne institution présente de tels défauts en matière de salaires et de carrières que ces diplômés préferent de plus eo plus exercer leurs talents dans la fonction publique d'Etat ou dans le ..

Jean-Gabriel, Fun des happy few reçus en 1990 ao redoutable concours d'administrateur, a dû attendre quatre muis avant de percevoir son premier traitement. En effet triste privilège de la territoriale! - la formation ioitiale des élèves fooctionnaires, goi donne droit à une rémunératino, n'est pas nrganisée eprès leur succès au concours, mais seulement oprès leur recrutement. Or, les élus o'ayant plus l'obligation, depois 1987, de choisir lenrs collaborateurs sur les listes d'aptitude, il arrive que ce recrutement

Bien qu'il ait été embauché, en août 1990, au conseil général du Cher, Jeao-Gabriel o'est pas sûr de poovoir occuper, en juillet 1991, le poste de directeur des services financiers et techniques pour lequel il a été eugage. « La collectivité avait prèvu un délat d'un an pour ma formation. Le Centre national de la fonction publique territoriale a décidé de l'organiser en janvier 1991 – le temps que les seize lauréats aient obtenu un emplot. - mais il l'a encore repoussée de trois mois. En attendant, je dais vaquer à d'autres

Si le mécanisme de la formation initiale irrite les débutants, il déplaît encure plus aux élus, qui se plaignent de payer des collaborateurs absents pendant un certain nombre de mois (environ dix-huit pour les administrateurs, douze pour les attachés), an lieu. de pouvoir disposer d'eux immédiatement. « Dans les petites collectivités, où la gestion prévisionnelle fait défaut, c'est encore plus: Insupportable, s'indigne le maire d'Aubenas, Bernard Hugo (RPR). Lorsque j'ai eu besoin d'un attaché, je me suis adressé aux fonctionnaires déjà en poste. Mais, comme leur formation n'était pas assez polyvalente, j'ai finglement recruté un contractuel s

Décentralisation à deux vitesses

Ces pratiques alarment un certain oombre de syndicats, qui craignent de voir le service public passer aux mains do privé. Pour inciter les élus à recruter des fonctionnaires territoriaux, le Centre oational de la fonctioo publique territoriale (CNFPT) a propose de modifier le formetion initiale: les lauréats suivraient un trone commuo avant leur recrutement, et une formation spécialisée après. Pendant le première période, ils seraient rétribués par le CNFPT, qui devrait alors disposer de ressources supplémen-

Cette solntion, qui exigerait un déplafonnement des cotisations des élus, sera étudiée le 5 février par un groupe de travail associant, autour de Philippe Marchand, minisreprésentants des syodicats, des élus, des groupes parlementaires, do CNFPT et du

demi-douzaioe d'entre elles (qui reveodiquent buit mille adhérents) se sont regroupées pour demander à participer au groupe de travail. Le ministre a promis d'entendre tre chargé des cullectivités territoriales, les ce «lobby», assez poissaot pour avnir nbtenu, fin oovembre, deox amendements améliorant son statut. L'no d'eux eutorisait

parer aux mieux lotis: les fonctionnaires du budget, ironise un secrétaire général. Toutefois il paraît plus logique de demander 44 %. comme les administrateurs civils du ministère de l'intérieur, » Pour cet ingénieur de l'Est, en revanche, « il serait temps de réclamer 77 % du saloire, comme aux Ponts et Chaussées, plutôt que de plafonner à 40 %... »

De mellieures passerelles vers l'Etat

Cet amendement coovient aussi aux présidents de conseil général et eux maires, qui s'inquiètent de vuir fuir vers le privé les cadres expérimentés, lls n'unt d'ailleurs pas le mniodre loteotino de respecter la circulaire du ministère de l'iotérieur qui recommande d'appliquer le texte de la façoo la plus restrictive. En revanche, les syndicats rednutent no certain «clientélisme», le régime iodemnitaire devant être négocié au plan local. Ils ne veulent pas non plus d'une a décentralisation à deux vitesses », qui creuserait le fossé entre les villes riches et les

En effet, les collectivités o'ayant pas tardé à saisir l'aubaine, de grandes disparités sont dėja apparues. A Tnurs, les administrateurs ont obteou 40 %, ce qui leur donne le même régime que les ingénieurs. A Plauvien (Finislère), le secrétaire général a obtenu une indemoité de « confectinn des documents budgétaires » établie « dans la limite de l'iodemnité de conseil versée au receveur principal», de 3 000 francs... par an.

Pour les functionnaires territoriaux, la crise du recrutement est largement imputable au principe d'équivalence lostitué entre les différents versants de la functino publique, « Natre promotion interne, par exemple, bles dans les collectivités. Pour améliarer notre statut, nous en sommes réduits à passer des concours », remarque un technicien, qui fait allusion ou grade d'ingénieur en chef de première catégorie.

Les cadres souhaiteot que la décharge de fonction soit assortie de garde-fous et que le reclassement soit facilité par de meilleures passerelles vers l'Etat. « Pour dix préfets passant à lo territoriale, combien de secrétaires généraux font le chemin Inverse?» Ils se battent eussi contre les scuils démographiques, qui freinent l'avancement. Une ville devrait pouvnir recruter uo edmioistrateur dès qu'elle compte 20 000 habitants, sans attendre le seuil des 40 000.

Poor Jacques Marsaud, secrétaire général de la ville de Saint-Denis, «le drame de la function territoriale vient de ce qu'elle est conçue par des fanctionnaires de l'Etot, qui ne connoissent pas nos métiers. Comment leur faire comprendre que le personnel décentralisé n besoin de statuts différents et d'une formation spēcifique?*

RAFAĒLE RIVAIS

Le rural en campagne

(E problème du monde rural est event tout culturel. » C'est à cette conclusion qu'est parvenue une mission sénatoriala d'information, après plus d'un an d'investigations à travera la province et dane les pays européens.

L'état des lieux drassé par les sénateurs montre, certes, des Vnsgee au Sud-Oueat, une « diagonale eride » qui menace plus du tiara du territoira de désertification, mais les membrae de la mission ont trouvé aussi plus d'une raison d'espérer. «L'espece rural n'est pas, comme la pensent les Frençeis, un monument historique an perditinn, mais un espaca d'avenir», astime Jaen François-Poncet, président de la mission sénatoriala. fondant son optimisma sur les analyses de futurologues américeins pour oul « la vinot at unième siècla aera celul de la dispersion des activités économiques en zone rurala ».

Créer une structure interministérielle

Cette « modernité » sera proclamée las 28 février et 1" mars à Bordeaux, au cours d'une « Convantion pour l'avenir da l'espece rural » à laquelle doivant participer quelque deux milla élus locaux et spécialistes de l'aménagement du territoire. Des propositions serunt formulées dans les domaines des Institutions, des finances, des services, de la diversification des ectivités et de l'agriculture. Les conclusions du collogue devraient servir de support à une véritable coroisada en faveur des campagnes

Pour M. François-Poncet, lui-mêma président de Lot-et-Geronne, « le département, élément décisif de la fédération das efforts communaux, est la cié da volita du système ». Il faut « lui restituer son rôle d'eménageur du territoire rural ».

Au niveau gauvernemantal l'encian ministre pleida pour une structure interministérielle aur laquelle régnereit eun ministre d'Etat de haut niveeu chargé de l'aménagement du territoire ». Un ministre de le cempagne eprès calui de la villa? Ce sarait, pour Jean-Frençoia-Poncet, un dee moyens de guérir le France de

ADMINISTRATION

territoriale (CSFPT). An cours de cette réunion, les syndicats, CGT en tête, pourraient eussi reveoir sur le principe de la loi Galland, adoptée sans enthousiasme dans le difficile cootexte de la cohabitation. En autorisant les élus à chaisir leurs collaborateurs, celle-ci leur donne en effet la liberté de refu-

Conseil supérieor de le fonction publique

ser les lauréats des concours territoriaux. Le malaise est tel, dans les associations de cadres administratifs et techoiques, qu'une

les collectivités locales à fixer elles-mêmes les primes de leurs collaborateurs (le Monde deté 9-10 décembre 1990).

Les régimes indemnitaires ne doivent pas dépasser « ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat », stipule cet article. Mais, comme eucun décret d'application oe fixe d'équivalences entre les fonctions de la territuriale et celles de l'Etat, toutes les interprétatious - les plus avantageuses, notamment - sont permises. « Nous pourrions nous com-

Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque

Les appétits immobiliers, encouragés par les maires, provoquent un tollé et lézardent certaines alliances politiques

de notre correspondant

ENDREDI 11 janvier, cinq «bombinettes», visant des bureaux de vente de promoteurs et des agences immobilières, ont cassé quelques carreaux. Ces gros pétards ont réveillé pius que le voisinage. Les nationalistes, clandestins ou légaux, dénoncent depuis vingt ans la priorité économique accordée au tourisme. Iparretarrak en appelle même à « l'ensemble des forces vives pour donner un coup d'arrêt à l'expansion effrénée de l'immobilier touristique ». Anjourd'hui, leur croisade déborde leurs chapelles; de nombreux Bas-ques sont mobilisés contre le bétoo qui se déverse sur leur littoral.

Le Pays basque est à la mode ; la réquentation touristique s'est considérablement accrue au cours de ces cioq dernières années. Les grands promoteurs immobiliers, après avoir bétonné le littoral méditerranéen et littoral méditerranéen une partie de la côte vendéenne, s'attaquent aujourd'hui au rivage basque, relativement protégé.

De l'embouchure de l'Adour à la frontière espagnole, les chantiers se multiplicat. Bien que, dans l'Atlantique, la moyenne annuelle de sortie en mer des plaisanciers n'exède pas

deux jours, les deux ports de plai-sance existants seront hientôt cinq. Les golfs au nombre de quatre vont Les golfs au nombre de quatre vont passer à huit. Et pour rentabiliser ces équipements, les marries modifient les plans d'occupation des sols pour concéder à tout va des permis de construire. Pour elles, il s'agit de satisfaire rapidement à la demande croissante des touristes, qui n'a pu l'être totalement durant les étés de 1989 et 1990. 1989 et 1990.

des greens

Qu'ils soient de droite comme à Biarritz et à Anglet, de gauche comme à Ciboure ou à Hendaye, les maires veulent leur part de gateau. Chacuo y va de soo projet plus ou moins grandiose, sans aucune concertation avec ses voisins, oc serait-ce que pour éviter une concurrence néfaste entre réalisations de même nature.

Dans cette course an béton, on ne prend pas le temps d'évaluer les retombées sur le tissu social, culturel, économique ainsi que sur l'environnement. Or c'est près de 20 000 lits qui devraient être construits d'ici deux ans, avec, dans certaines communes, des accroissements de population de 100 %. Sur configuration de 100 % sur configuration de 100 % sur configuration de 100 mentres de population de 100 mentres de 100 mentre quelles plages, déjà très fréque

iront-ils s'entasser? Si des milliers de places de parking seront aménagées à leurs abords, encore faudra-t-il pouvoir y accéder, les routes do littoral ayant déjà connu, l'été dernier, des encombrements mémo-

Les projets que nous mettons en

place ne visent pas un tourisme esti-val », assure M. Bernard Marie, maire de Biarritz (RPR), convaincu que les 8 000 lits prévus sur sa commune ne seront pes occupés en même temps, « Hôtels et résidences (entre 12 000 et 25 000 francs le mètre carré) seront implantés autou du golf que nous venons d'aménager et leurs occupants seront pour l'essentiel des pratiquants de ce sport».

La capacité maximale d'accuei quotidien d'un parcours de dix-huit trous étant de trois cents joueurs, la liste d'attente risque d'être longue. Peut-être pourront-ils tenter leur chance sur le golf d'Arcangues, construit sur les terres du châtelain de village et qu'il comptait « renta-biliser » grâce à la construction de villas et de logements collectifs.

> Lire in suite page 15 PHILIPPE ETCHEVERRY

Marseille libère des hectares

Pour enrayer l'hémorragie de sa population la cité phocéenne révise son plan d'occupation des sols

de notre correspondant

ILLE hectares de plus réservés à la construction et mille antres consacrés à l'accueil d'entreprises ou d'activités : ce sont les deux modifications majeures apportées an plan d'occupation des sols (POS) de Marseille élaboré en 1972, appliqué depuis 1978 et qui était dépassé face aux réalités, en dépit de six modifications ponctuelles intervenues entre-temps.

Pourquoi, ces révisions que Robert Vigouroux a tenu à présenter en per-sonne eux représentants des associa-tions avant de les soumettre an vote du conseil municipal? Il paraît clair que le maire de Marseille voit dans cette «libération» d'espaces à construire ou à consacrer aux activi-tés indestrielles ou commerciales (stockages, hureaux, laboratoires, industries non polluantes) un moyen de lutter contre la lente hémorragie de population dont souffre la ville, qui a perdu quelque 100 000 habitants en

Les raisons de cet exode sont à rechercher notamment dans le désir des classes moyennes d'accèder à la propriété individuelle et dans les facilités uffertes sur ce plan par les com-

munes périphériques, notamment duelle on au «petit collectif» tou-entre Marseille, les rives de l'étang de Berre, la région d'Aix-en-Provence et Aubagne. Le taux de la taxe d'habita-les 12 et 13 (quartiers est) Amagne. Le tank de la take a namera-tion à Marseille, qui a la réputation de détenir le record de France – plus de 32 % mais elle e grimpé juaqu'à 36 %, – a aussi certainement joué son rôle dans l'incitation au départ.

a Nous étions en manque de terrains convenables pour l'accueil des entre-prises», a reconnu le maire qui les a tages consentis pour leur installation par ces mêmes communes périphéri-ques, qui ont vidé en partie Marseille de sa substance industrielle et com-

Protection accrue des bastides

Le manque de terrains est aggravé dans le POS actuel par le nombre de réservations en faveur d'équipements publics qui n'ont jamais été réalisés. I 300 hectares avaient été «gelés» en 1981. Le nouveau document d'urbanisme n'en comptera plus que 300.

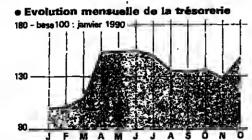
Les nouveaux espaces réservés aux activités sont principalement situés dans le nord et l'est de la ville (ootamment à proximité du technopôle de Château-Gombert), tandis que les dix nouvelles zones consacrées à la construction indiviles 12º et 13º (quartiers est).

Parallèlement, 660 hectares d'espaces verts supplémentaires seront classés (Marseille en compte 9 000). Une dizaine de «taches hlanches» subsistent sur le plan, qui concernent des « zones de projet » dont la vocation reste à préciser.

Le nouveau POS de Marseille, qui sera applicable en 1992, prévoit enfin la protection accrue des bastides, ces résidences secondaires (version cossue du «cabanon») bâties à la périphérie par les bourgeois marseillais des siècles derniers, fuyant la chaleur et les nuisances industrielles du centre-ville. Il y avait plus de 2 000 bastides au début du siècle, il co reste à peine 200. La pinnart - non protégées - ont disparu à la sauvette sous les coups de boutoirs des promoteurs, à l'occasion de chantiers de construction. Les Télécoms ont ainsi détruit Valbruny, un joyau du dix-huitième, eo toute impunité. Désormais, toute transformation devra faire l'abjet d'une demande d'autorisation spéciale.

JEAN CONTRUCCI

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments d'actuelité sur le conjoncture des finances commu-naies. Le Crédit local de France a mis en place, avec l'appui de Bipe Conseil, des indicateurs qui permettent ce survi mensuel. Elaborés à partir des réponses d'un panel composé de communes de plus de 5 000 habitants, ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même s'ils ne peuvent prétendre à l'exhaustivité. L'évolution sur l'ensemble de l'armée 1990 de trois éléments-clés de l'activité des communes et de leur situation financière (emprunt, investissement, trésorarie) sera analysée ce mois-ci,



ra Au premier trimestre, le niveau de la trésorerie est resté modeste. Il s'agit d'une période difficile pour les collectivités locales en raleon, notamment, des dépenses effectuées en début d'année mais rattachées à l'exercice précédent. La trésorerle devient plus abondante à partir du deuxième trimestre, du fait du versement des dotations de l'Etat et de rentrées fiscales plus importantes, mais aussi de la constitution de réserves destinées à financer les dépenses d'investissement du second semestre. La croissance

e investissement: données brutes mensuelles

munes de moins de 10 000 habitants que pour les autres, du fait de flux d'investissement plus irréguliers. Les communes disposant de lignes de trésorerie euprès d'un organisme financier en maîtrisent mieux l'évolution : en leur permettant de disposer de fonds dans un bref délai, ces tignes leur évitent de constituer une trésorerie de précaution sans risque de rup-

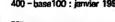
observée en décembre est liée à une mobilisation

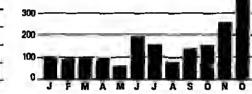
d'emprunts non encore utilisée. L'évolution annuelle

du solde de trésorene est plus heurtée pour les com-

• Emprunt:

données brutes mensuelles





a Après une évolution irrégulière des dépenses d'investissement des communes du panel sur les huit premiers mois de l'année 1990, on constate une progression continue à partir du mois d'août. L'analyse du comportement des communes en fonction de leur taille montre cependant que, si les programmes des petites communes (moins de 10 000 habitants) ont fortement progressé en fin d'année, les plus grandes sont parvenues à maintenir un flux constant d'inves-tissement toute l'année. Les collectivités de grande taille ont réalisé la majeure partie de la masse totale des dépenses d'investissement. Toutefois, le poids relatif de ces dépenses diffère selon les communes. Ainsi, le montant moyen des dépenses rapportées au nombre d'habitants n'est que de 965 francs pour les communes de plus de 200 000 habitants

ontre 1 415 francs pour celles de 10 000 à

En 1990, les communes du panel ont emprunté moins des 2/3 de ce qu'elles avaient prévu lors de l'adoption de leur budget primitif. Ce décalage entre prévisions et réalisations est traditionnel. Il e pu être amplifié cette année par la forte croissance des recettes fiscales des communes en 1990 ainsi que par la heusse des taux d'intérêt, accentuée par la crise du Gotfe.

Ce moindre recours à l'emprunt s'inscrit de surcroît dans une tendance longue de baisse de la part de l'emprunt dans le financement de l'investissement : alors que cette pert représentait entre 55 et 75 % des dépenses d'équipement dans les années 70, elle n'était plus que de 33 % en 1989. L'autofinancement a, en effet, progressivement pris de l'impor-tence à partir de 1983, sous l'effet conjugué de la croissance des recettes fiscales et du raigntissement des dépenses de fonctionnement.

Association des

Maires de

50 000 habitants.

France

Un enjeu majeur : l'équilibre des villes ; un élément essentiel : l'action économique ; une exigence : la clarification du rôle de tous les partenaires.

rendez-vous les 6 et 7 février 1991

colloque de CAMBRAI Travaux en ateliers

- des échanges et réflexions des élus locaux et de leurs partenaires sur : les stratégies, les initiatives, la coopération. le partenariet, la formation et l'Insertion sociale ; - le présentation d'expériences multiples ;

VILLE ET DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE

- la participation d'intervenants extérieurs et d'experts ; intervention de Jacques CHEREQUE, ministre de l'Aménagement du Territoire et des Reconversions.

Synthèse des travaux par :

Michel GiRAUD (président de l'AMF), Rodolphe PESCE (maire de Valence), animée par Jacques-Françoie SIMON (Le Monde).

Table ronde avec :

Robert VIGOUROUX (sénateur-maire de Marseille), André ROSSINOT (député-maire de Nancy), Pierre RICHARD (président du CLF), Jean-Pierre DUPORT (délégué à l'Aménagement du Territoire), Maurice PANGAUD (vice-président du CNPF), Philippe CLEMENT (président de l'ACFCI).

Renseignements : AMF, 41, quai d'Orsay 75007 PARIS

Tél. 45 51 66 46

Gérard Masson

José Guntzburger

the confidence of the second of the second of the second

• Clôture par :

Michel DELEBARRE, ministre d'Etat, ministre de la Ville.

En collaboration avec Se Monde et la participation de l'AMGVF, la FNVM et de l'AMVBF.







DÉBAT

Pour une répartition plus juste de la DGF

par Joël Bourdin

A loi de 1979 prévoit un système de répartition de l'enveloppe globale de la DGF – fixée chaque année dans la loi de finances – en fonction de la population des communes (pour 40 %) mais en tenant compte, complémentairement, de critères qualita-tifs ou quantitatifs visant à introduire, dans le calcul, la richesse fiscale et les sujétions relatives des communes.

Ainsi la péréquation intercommunale est-elle explicitement inscrite dans le dispositif des luis instituant la DGF. Or, une étude récente réalisée par la direction générale des collectivités locales et dont les résultats figurent dans le dixième rapport du conseil des impôts (1) fait apperaître qu'en pratique on est loin du compte. A partir de ce document technique, on peut faire trois observations:

 Toutes les communes dont la population est infé-rieure à 10 000 habitants enregistrent, après péréqua-tion, une DGF par habitant inférieure à ce que procurerait un strict système de répartition per capita (selon la population communale). Dans ce groupe, même les communes « défavorisées » (potentiel fiscal par habitant et revenus par habitant inférieurs aux moyennes du groupe) sont pénalisées quant aux dotations qui leur sont artribuées. Ainsi, pour une commune « défavorisée» de 5 000 habitants, la perte, relativement à ce que procurerait une répartition per capita, est de 16 %. A l'égard de ces communes on ne peut plus parler de péréquation mais de péréquation inversée ou de contre-péré-

2) A l'inverse, toutes les communes de plus de 20 000 habitants, quel que soit le niveau de leur richesse fiscale, bénéficient d'une DGF par habitant supérieure à ce que donnerait un simple mécanisme de répartition per capita. C'est ainsi que, pour prendre le cas le plus outré, les communes les plus «favorisées» de 200 000 habitants et plus enregistrent une DGF par habitant de 70,38 % supérieure à ce que donnerait une répartition

 Dans le groupe des communes de plus de 200 000 habitants, l'écart (positif) entre la DGF effectivement attribuée et celle qui serait versée en fonction de la population est plus élevé pour les communes «favori-sées» (+ 70,38 %) que pour les communes « défavori-sées» (+ 44 %). Non seulement la péréquation favorise largement les communes de ce groupe, mais elle est encore plus avantageuse pour la commune qui bénéficie de la plus grande richesse fiscale!

A l'évidence, le système de la DGF doit être revu, car il est profondément injuste, en dépit de la préoccupation d'équité inscrite dans la loi. En fait, deux contre-péréquations conjuguent leurs effets néfastes,

- La première, verticale, pénalise largement les com-munes de moins de 10 000 habitants et certaines communes de moins de 20 000 habitants. Alors que leur. potentiel fiscal par habitant est plus faible, voire nette-ment plus faible, que celui des communes de taille supé-rieure, elles bénéficieraient d'un supplément de DGF... s'il n'y avait pas de péréquation en fonction du potentiel fiscal. Comprenne qui voudra!

- La seconde, horizontale, pénalise sensiblement les communes « défavorisées » par rapport aux communes «favorisées» quand elles out plus de 20 000 habitants. Dans un cas, même (communes de plus de 200 000 habitants), il y a contre-péréquation puisque onze communes de ce groupe perçoivent 16 % en moins par habitant que la commune la plus favorisée.

Force est bien de constater que la péréquation sou-haitée n'est pas réalisée. Bien au contraire. Il y a bien

des facteurs qui expliquent ces biais que des écono-mètres pourraient éventuellement mesurer : - Tout d'abord, le système de pondération de la

Tout d'abord, le système de pondération de la population prise en compte dans le mécanisme n'est sans donte pas étranger à l'anomalie constatée. En comptant pour 1 l'habitant d'une commune de moins de 500 habitants et pour 2,5 l'habitant d'une commune de plus de 200 000 habitants (alors que 40 % de la DGF est répartie en fonction de la population) on exagère sans doute l'écart des charges nettes assumées par les communes rurales, d'une part, et les villes, d'antre part.
La stratification des communes enlos le ceitles de cei

munes rurales, d'une part, et les villes, d'autre part.

- La stratification des communes selon le critère de la taille, afin de réaliser une péréquation strate par strate, c'est-à-dire horizontalement, ne garantit ancamement la péréquation verticale. Prenons l'exemple de deux communes de taille voisine: l'une, A, a 19 000 habitants et un potentiel fiscal par habitant de 1700 francs, l'autre, B, a 21 000 habitants et un potentiel fiscal par habitant de 1750 francs. A appartient au groupe des communes de 5 000 à 20 000 habitants, dont le potentiel fiscal moyen par habitant est de 1 675 francs, et ne bénéficiera pas d'attribution de péréquation puisque son potentiel fiscal est plus important que la moyenne du groupe. B appartient au groupe des compuisque son potentiel riscal est pins important que la moyenne du groupe. B appartient au groupe des commens de 20000 à 100000 habitants, dont le potentiel fiscal moyen est de 1 810 francs, et va ainsi bénéficier d'une attribution supplémentaire de DGF. Ainsi, A, bien que moins riche, ne touchera rien au titre de la péréquation, tandis que B obtiendra un supplément de

La garantie minimale, accordée à toutes les communes, d'une progression de 55 % du montant de l'évolution de l'enveloppe globale de DGF fige les inégalités, en les transférant d'une année à l'autre.

La Justice d'une répartition per capita

Partant de là, dès l'instant qu'on souhaite que les objectifs de la loi soient atteints, on imagine les voies qui peuvent être empruntées afin de réequilibrer les mécanismes prévus. S'il est difficile de s'engager, ex abrupto, dans une réforme du mode de pondération des populations (qui reste néaumoins envisageable), trois possibilités, parmi d'antres, sont envisageables:

- Revoir le calcul de la dotation de péréquation en élargissant substantiellement les strates de population afin d'augmenter les moyennes de références des potentiels fiscaux des communes de faible taille et d'abaisser celles des communes de taille plus élevée. Cela permettrait une meilleure péréquation horizontale et verticale.

- Redéfinir, voire diversifier la notion de garantie de progression minimale. A priori, à condition d'être en mesure de mieux cerner leur définition, on ne voit pas pourquoi il n'y aurait pas trois nivesux de garantie, suivant que les communes sont «favorisées», «défavori-sées» ou dans une situation intermédiaire.

fiscale des communes en intégrant des éléments jusqu'alors omis.

Il reste évident que fante de pouvoir apprécier les incidences exactes de modifications souhaitées, la mise en œuvre d'un système de répartition per capita améno-rait déjà plus de justice. Il aurait par ailleurs le mérite de devenir compréhensible à tous.

(1) Conseil des impôts, Dixième rapport au président de la République, tome II, 1989, Journal officiel.

▶ Joël Bourdin est sénateur de l'Eure (UDF), professeur de finances à l'université de Caen, auteur de l'ouvrage « Finances communales », chez Eco-

BLOC-NOTES

Ergonomie et collectivités territoriales. - L'adaptation des

travail aux techniques modernes dans les collectivités locales fera

l'obiet d'un colloque à Toulouse

l'objet d'un colloque à Toulouse les 24 et 25 janvier. Il est organisé par la délégation Midi-Pyrénées de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (MIDACT) et par le RESACT (Recherche scientifique et amélioration des conditions de traveil

immeuble Le Betvédère,
 11, boulevard des Récollets,
 Toulouse, inscriptions: MIDACT,
 47, rue de Metz,
 31000 Toulouse
 Tél.: 61-23-98-84.

☐ Tourisme urbain. — Une série de cinq colloques intitulés « Sites et cités du tourisme » débutere à

Nantes le 5 février. Cette ville a

Urbanismes et architecture, dont le rédacteur en chef est Michel

football Michel Vautrot, ex-erbitre

international, n'anime pas une radio locale, comme nous l'avons

été choisie pour les nombreux traveux déjà affectués per ses

commissions tourisme. Les colloques sont organisés par le ministère du tourisme et la revue

a Précision. - L'arbitre de

écrit dans l'article intitulé

« Besançon snobe le Prix

Goncourt » (le Monde daté

6-7 janvier) : il produit une émission hebdomedaire,

«Mi-temps», le samedi, sur

Radio-France Basancon.

Cantal-Dupart.

conditions de travail.

systèmes et des méthodes de

AGENDA

NOMINATIONS

o M. Georges Cardone au SIVOM de l'aggiornération rouennaise. Le président de l'Association des Le president de l'Association des administrateurs territoriaux de France, M. Georges Cardona, est nommé secrétaire général du SIVOM de l'agglomération rouennaise. Ainsi, après avoir été secrétaire général de la ville de Limoges de mei 1982 à mai 1990, M. Cardone n'aura sé que quelques mais au Crédit

[Né le 11 décembre 1945 à Londres, M. Georges Cardons est diplômé de l'IEP de Paris. Il a été attaché d'administration cen-trale, puis attaché principal au ministère de l'économie et des finances de 1968 à 1982.]

a Un nouveau directeur général au CNIPT.— M. Alain Vernay a été nommé directeur général du Centre rational de la fonction publique tarritoriale (CNIPT) la 16 janvier, en remplacement de M. Michel Delafosse, qui avaix démissionné en novembre 1990. M. Vernay occurant depuis hussieurs mode la occupait depuis plusieurs mois le poste de directeur général adjoint chargé des moyens (ressources humaines, questions financières, organisation des marchés). Il devra poursuivre deux objectifs : la décentralisation de la formation vers les régions et le rapatriement des táches de gestion vers le siège. M. Vernay ne sera pes remplacé. En effet, l'organigramme du CNPPT sera refondu de façon à donner une place Prépondérante à la formation. Une seule des quetre directions générales adjointés est ainsi préservée, celle de la formation, dont est chargée Mr. Huguette Brunel.

(Né le 30 janvier 1950 à Bourg-en-Bresse (Ain), M. Alain Vernay a été, pendant dix uns, directeur général de la manie d'Amiens. Il a mené à bien des missions d'audit et ant dans le cadre de diverses insti-

PUBLICATIONS

o Les finances locales. - Les iditions Economica, associées au Centre national de la fonction publique territoriala, publient un ouvrage pratique sur les budgets, les dépenses, les impôts et les interventions financières des collectivités loçales.

Lee budgets (700 milliards de francs) raprésentent près de 60 % du budget de l'Etat.

Les auteurs sont Jean-François Copé, administrateur civil, et François Werner, inspecteur des finances.

► Finances locales, Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris, 213 p., 95 F.

a Aquitaine Eco. - Le supplément économique annuel édité par Sud-Ouest, est consecré cette année aux grands chantiers de l'Aquitaine : l'arrivée du TGV, la troncé du Scarce. le tunnel du Somport, l'aménagement des quais de Bordeaux, le réseau de Borceaux, le reseau autoroutier Aquitaine, constituent les principales têtes de chapitre de cette revue qui dresse d'autre part un bilan par secteur d'activité de l'économie régionale.

➤ Aquitaine Eco, 70 francs, Sud-Ouest 8, rue de Chaverus, 33081 Bordeaux Cedex.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Gérard Ruétas (Lyon), Gizette de Matha (Bordenax) Gérard Vallès (Toulouse).

THE SEC.

SENG A LANGE

12.20 \$ 2.40 mitte bar es

- T11--::

Z247.2. . . .

ame of the section

Produced to the second the transfer of the

and the second

\$2: ^ e 7 . --:

E. 335

Ber Jag

The state of

Strate or to

2 74

500 ALC: 15

de profes

🕏 reiman 4. 14.

Trans.

Christian . pôtre du man

Aller House · 15

1 to 20 12 12



La Seyne met son avenir en chantier

Pour sortir la ville du marasme, les élus hésitent entre une relance industrielle et l'aménagement d'un pôle touristique

de notre correspondant

partition plus

ÉS au début do dix-hui-tième siècle, les Chantiers navals de La Seyne (Var) sont sortis de l'histoire économique de la deuxième ville du département le 8 janvier dernier. Ce jour-là était signé nn acte de vente des terrains vacants depuis la liqui-dation judiciaire (le 27 février 1989) de cette entreprise qui fut longtemps la secoode du département. Avec 5 000 emplois il y a une dizaine d'années, et 2 400 en 1986, les Chantiers représentaient la princi-pale source de revenus de la municipalité qui, sojourd'hui, béoéficie d'une «subvention compensatoire» de 13 millions de francs par an allouée par le conseil général, en vue de saovegarder artificiellement le budget communal.

Au terme de cette signature, la Société anonyme d'économie mixte (SAEM), mise en place le 23 novembre 1990 (au sein de laquelle siègent la municipalité seynoise, le conseil général, des communes avoisinantes et des partenaires économiques), a et des partenaires économiques), a la maîtrise des 42,5 hectares occupés par l'ex-entreprise navaie en plein centre de la ville, Cet accord o'aura été possible qu'après que l'Etat eut accepté de racheter pour 30 millions de francs les 18,5 hectares situés sur le domaine rublic mortium et dont le domaine public maritime, et dont la chambre de commerce et d'industrie du Var avait, jusque-là, la jonis-sance. Le conseil général a acquis pour 45 millions de francs les terrains (14 hectares) jouxtant le domaioe public maritime et qui était propriété privée des Chantiers (NORMED).

Mise à nu du site

Malere la mise en place de bassim d'emploi pour compeoser les emplois perdua, La Seyne o'a pas d'investissements prioritaires, cha-cun espérant sons doote une rapide relance des ancieus chantiers dans us hypothétique domaine lié à la recherche ou aux bautes technologies. C'est dans cet espoir qu'avait été monté, dès juin 1988, le dossier « Marépolis». Il avait pour ambition de transformer les Chantiers en une « technopole de la mer » alliant recherches, bassin d'essai sous-ma-tin, zone industrielle et pole culturotouristique. Faute de moyens et de détermination politique, le projet o'ent pas plus de débouchés que celui de « Centre mondial de la

En charge de l'espace sinistré, la SAEM envisage une « mise à no » du site pour dresser un schéma d'aménagement industriel. Elle bénéficiera de 35 millions de francs. alloués par le conseil général, pour des travaux de désenciavement rou-tier. La traversée de la ville pourrait se faire en souterrain, l'actuel port de plaisaoce étant légèrement

Close Se S. J.

是,报品灣

Quant à l'avenir du site, « pas question d'y faire de l'immobilier, précise Arthur Paecht, vico-prési-dent du conseil général en charge du dossier. Nous sommes en face d'un port de guerre et il est exclu de pré-voit la construction d'un port ou d'une marina. J'ai eu un contact pera une marina. I ai eu un coniaci per-sonnel avec M. Chevènement; il a été convenu que le préfet maritime sera consulté avant tout projet et son approbation sera nécessaire à sa réa-lisation. En fait, nous voulons, en partie, mettre en partie de antre d'excellence» pour attirer des entre-prises de haute technicité. Quant à la zone restante – les deux tiers envi-ron, – nous allons lancer un concours International d'aménagement. Les travaux pourraient donc démarrer en juin 1992 ».

Pour le moment, une entreprise de réparatioo navale pouvant induire 300 emplois s'est déjà manifestée, Uoe quarantaine d'autres souhaiteraient s'implanter à La Seyne. Il en faudra encore de oon-velles pour parvenir oux 2 000

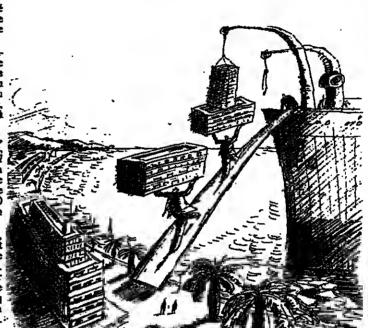
déplacé vers le oord et comblé en vue de créer un espace vierge d'un hectare et demi sous lequel serait implanté un parc à voinires.

emplois que le SAEM s'est fixé comme objectif pour une relance économique de cette ville dont le taux de chômage frôle les 25 %.

Même si on le réfute, le pôle touristique fait partie de la relance de La Seyne, et depuis de combreuses années. Dans le prolongement est du futur site industriel, en baie du Lazaret, un port de 1 000 anneaux, doté d'un complexe hôtelier, est déjà

A l'ouest, le port de commerce, construit il y a une dizaine d'années, est chronignement déficitaire; il pourrait bien être transformé en port de plaisance, d'autant plus que dans ce département (le premier de France en la matière avec 23 000 postes à quai), la carence en anneurs svoisine les 3 000.

Cette oouvelle zone d'activités, enclavée en centre-ville, pourrait trouver on nouvel équilibre entre recherche et tourisme balnéaire. Uoe ambition assez logique pour cette ville, désormais incluse dans le grand Toulon, riche de vingt-cinq kilomètres de littoral, et dont la capacité bôtelière o'est que de....



La décentralisation atteint le Pacifique sud

... Un entretien avec Paul Néaoutyine, président de l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie

Après le Sénat, l'Assemblée natio-nale o adopté à l'unanimité, le 12 décembre dernier, le projet de loi portant séparation de lo tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calèdonie. Ce texte, qui étend et adopte les lois de décentralisation aux communes du territoire, répond à l'un des engagements figurant dans la loi référendaire du 9 novembre 1988. De création récense (1969). treute-deux : communes caledoniennes vont done disposer, au la janvier 1991, des mêmes droits et libertes que les communes métropolitaines, à l'exception de deux compètences majeures : l'urba-nisme et le développement écono-mique. Un projet de loi devrait venir compléter ce texte pour fixer le régime de la fiscalité communale en Nouvelle-Calèdonie. Dans l'entretien qu'il accorde au Monde, Paul Néooutyine, président du FLNKS, maire de Pointimié, présente les observations de l'Associa-tion des maires de Nouvelle-Calèdo-nie, qu'il préside. Jusqu'en 1984, l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, affiliée à l'AMF, regroupait l'ensemble des communes du territoire. Depuis lo scission de dix maires légalistes, deux associations coexistent.

■ Quelle appréciation porte l'Association des melres de Nouvelle-Calédonie sur la loi du

adapte les lois de décentralisation aux communes du territoire?

- Nous occueillons favorablement le projet de ce texte. Il répond à l'uo des points des accords de Matignoo. Après une première déceotralisation au oiveau des trois provinces, la décentralisation en nivesu communal était attendue. Tootefois, no regrettons de oe pas avoir été consultés sur ce texte des le début de son élaboration. Quand le pro-jet oous a été soumis, il h'était plus possible d'envisager des modifications. Nous souhaitons certains aménagements, cela va peut-être occessiter un nouveau texte de loi.

- Permi vos propositions, vous avez souhaité que les communes disposent de com-pétences en matière d'urbsniams. Voulez-vous revenir sur una compétence donnée aux provinces du territoire? - Nous devons pouvoir maîtriser

su oiveau des communes l'nrbanisme et la politique d'aménage-ment qui conditionnent le développemeot local. Actoellement, l'articulation de cette compétence entre les provioces et les communes o'est pas satisfaisante. Là où les rapports sont bons entre communes et la province - e'est le cas pour les provinces du Nord et

12 décembre dernier, qui des îles, - il serait possible de s'accommoder de ce mécanisme. Mais les communes du Sud foot état de certaioes difficultés de blocage avec la provioce. Je souhaite que cette questioo poisse être rediscutée pour aller vers une plus grande responsabilisation des communes.

- L'Association des maires de Nouvelle-Calédonie a souheité qu'un emandement permette d'eccroître la DGF pour les trente communes calédoniennes de moins de dix mille habitants. Pourquoi ce traite-ment de faveur?

- Parce que oous craignons qu'en l'absence de nouvelles possibilités de financement, il ne oous soit pas possible de mettre pleinement en œuvre les nauvelles compétences. Les maires de notre association soot à la tête de petites communes où tnut reste à faire : rontes, écoles, services publics les plus élémentaires, etc. Or le nivenu de ressources reste limité, nous devons même modérer le recours à l'emprunt tant la capacité de rem-boursement est faible.

» Aujourd'hui, les dotations et les subventions eux communes reposent sur des critères de répartition liés en grande partie à la population. Cela avantage Noumea au détriment des petites communes. C'est pourquoi nous avions fait des propositions jouant sur les

critères de répartition de la DGF. - Au-delà das moyens finenciers, comment les élus munici paux et les personnels communeux s'apprêtent-ils à prendre en charge leurs nouvelles responsabilités après tant d'années de complète tutelle admi-

nistrative?

- Nous avons essayé de prévoir cette situation en mettant en place un plao de formation pour les secrétaires de mairie et les maires ou leurs adjoints. Déjà cette année. treize communes ant pu bénéficier en métropole d'une formation longue. En 1991, quinze autres devraient être concernées. Pour ces formations, oous avons été activement soutenus par des partenaires publies, privés et associatifs de métropole. Dans l'avenir, ces partenaires restent mobilisés pour poursuivre l'effort de formation et apporter une aide sur place à nos communes. L'Association des maires de Nouvelle-Calédonie s'organise aussi pour offrir une assistance à ses membres : formations multiples, appuis techniques. Vous le voyez, nous nons organisons pour prendre en charge l'administration de nos communes.»

REPÈRES

MIDI-PYRÉNÉES

Festival du film d'artisanat

Le deuxième festival du film d'artisanat, qui s'est tenu récemment à Toulouse, n'avait pas d'autre ambition que celle d'inscrire dans cette époque une activité économique qui, dans certains secteurs, résiste bien à l'industrialisation triomphante, L'initiative da cette manifestation revient à l'Assurance vieillesse des artisans (AVA) qui regronpe I 200 000 personnes. Il s'agit, à travers les œuvres de jeunes cinéastes et de réalisateurs plus chevronnés, d'exalter l'artisanat, de le faire connaître au grand publie et singulièrement oux scolaires, directement concernes par les questions d'orientation professionnelle.

POITOU-CHARENTES

et la télé de proximité

signé avec une région une convention-cadre concernant la program-mation et la production télévisées. En accord avec le conseil régional de Poitou-Charentes (qui paiera les frais d'investissement et d'équipement), la chaîne va développer une plage d'actualité de proximité (sept minntes par jour, cinq jours sur sept) à La Rochelle. Elle devrait aussi coproduire un magazine mensuel sur le patrimoine. Un groupe de coordination composé de représentants du conseil régional et de FR 3 étudiera la possibilité de réaliser des émissions (magazioes ou séries), eo parteoa-riat avec des sociétés de production et la presse régionale.

RHONE-ALPES

Un recours contre le projet de tunnel de Lyon

Etienne Tête, unique élo écologiste cooseil de la communauté urbaine de Lyon (Courly), vient d'introduire un recours anores du tribunal administratif contre le proiet de bouclage du boulevard périphérique de sa ville, dans sa partie nord (le Monde daté 22-23 avril 1990). Seloo lui, ce dossier aurait dû faire l'objet d'un appel d'offres européen, en raison du montant des travanz. La majorité de la Conriy, pré-sidée par Michel Noir, a attribué le chantier, sans appel d'offres formei à un gronpement d'entreprises piloté par Bouygues. Elle aurait ainsi contrevenu à nne directive européenne du 18 juillet 1989. Parmi les moyens de droit évoqués par M. Tête, figure en outre la part de financement supportée par les collectivités locales, c'est-à-dire 40 % du coût total de l'ensemble d'ouvrages, esthmé à 4 milliards de francs. Au sein de la Courly, le projet avait également reçu des votes Propos recueillis par défavorables de l'opposition socia-BERNARD DELJARRIE liste et communiste.

Christian Julienne, apôtre du management local

Julienne, qui va quitter prochalnement ses fonctions de délégué général de la Fandation pour la gestion des villes (1). Il a créé cetts association en 1982, peu de temps après avoir lu le Juste Pouvoir, un ouvrage d'Yves Can-nac, ancien président d'Havas et encien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous le présidence de M. Giscard d'Estaing. « Dans son fivre, Yves Cannac a interrogeait sur les missions respectives de l'Etat et des collectivités locales, sur le rôle de la société civile. Il

annonçait les nouveaux pouvoirs qui seraient dévolus au pouvoir local pour impulser la démocra-tie. Au même moment, la loi de décentralisation accordait de nouvelles responsabilités et de nouveaux moyens aux dirigeants des collectivités locales. Ceux-ci se trouvaient à la tête de véritebles entreprises evec des bud-gata importants, maia ila n'avaient eucune expérience du

Christian Julienne, qui s fondé et dirigé pendant près de dix ans des societés spécialisées dans la sociologie urbaine, les études de marché pour les villes nouvelles et de faisabilité pour la construction immobilière, connaît bien les Collectivités locales et leurs dirigeants. Il décide donc de créer une structure pour assurer l'in-

A lecture d'un ivre peut décider de destin d'un homme.
C'est l'opinion de Christian être jugés selon les mêmes critères que dans les antreprises privées.

Il yeut que cette essociation regroupe paritairement élua et entreprises et qu'ella soit plura-llate sur le plan politique. La tâche de convaincre lea flus lui est grandement facilitée par les contacts qu'il e noués à Sciences-Po avec Jecques Chirac, Michel Rocard et Claude Quin. Et on retrouve parmi les fondetaura de l'esacciation les noms d'Alain Carignan, Alain Juppé et Bernard Stasi à côté de ceux de Robert Schwint at de Jean-Yves Le Drian. La prési-dence de l'essociation est assurée alternativement, trus les deux ans, par Alain Richard, maire (PS) de Seint-Ouen-l'Aumône, et André Santini, meire (UDF) d'Issy-les-Mouli-

Une nouvelle génération d'élus

← Cette association illustre éga-Isment la fin de la brouille entre le politique et l'économie », note svec aetisfection Christian Julienne. EDF, Fiduciaire de France, Dumez font pertis des trente entreprises qui participent à la création de l'association. Le comité de gestion est aujourPatrick Lucas, PDG de Gras-Sa-

La Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, qui emplaie neuf personnes, organise une cinquantaine de séminaires et plusieurs journées d'études chaque année. Elle public également des études et un guide des dirigeants des eollectivités locales. Christian Julienne voit dans le succès de la Fondstion, à lequelle edhèrent environ 150 collectivités localea. le symbole da l'émergence d'une nouvella génération d'élua locaux : « Comptabilité analytique, tableaux de bord, gestion des ressaurces humaines : les méthodes nouvelles ant enfin acquis droit de cité. » Si Christian Julienne quitte le

Fondation, ce n'est pes pour abandonner un milieu pour lequel il se pasalonne, maia pour centrer son ectivité dans une nouvelle structure - dont il va prendre la présidence - sur les projets de villa : « Je suis persuedé que la ville reste la collectivité de base.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) 59, rue La Boérie, 75008 Paris. Tel :

Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque

(Suite de la page 13)

Mais à la demande d'ine association de désense, le tribunal administratif a annulé une décisioo du conseil municipal déclassant les terrains agricoles sur lesquela étaient prévnes les

Peu d'espoir, en revanche, pour le parcours envisagé dans le village voisin de Bassussarry par la SOCAE, filiale de la SAE, sur une propriété privée. Après modification du POS, le promotent, prudent de la sattente de dent, va entrepreodre de construire, sur 38 bectares, un total de quatre cents lots, ce qui aura pour effet de doubler la population de le commune. Les travaux ont commencé par l'abattage d'une forêt de chênes. Le golf ne serait réalisé que dans un deuxième temps sur des exploitations agri-coles, sous réserve d'un accord svec les cultivateurs, accord qui ne semble toujours pas en vue.

semble toujours pas en vue.

Outre ces golfs, qualifiés de «prétexie» par leurs apposants, trois ports de plaisance sont en projet à Hendaye, Ciboure et Anglet, associés, eux aussi, à des programmes immobiliers — 850 bateaux à l'embouchure de la Bidassoa ponr 34 000 mètres carrés d'hôtels et de résidences. Ici, les opposants dénoncent la cherté du projet (20 000 F le mètre carré construit) qui écarte les habitants d'Hendaye et accroît la proportion d'Hendaye et accroît la proportion de résidences sceondaires qui représentent déjà 42 % du parc la vigilance pour le respect de l'en-

immobilier de la commune. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a refusé de prendre la déclaration d'utilité publique, mais les appar-tements sont déjà en vente.

Elections anticipées

Le projet d'Anglet est pluz important : 630 anneaux d'amar-rage dans un port à creuser, et 64 000 mètres carrés de constructions sur un littoral sableux on la mer a avancé de 100 mètres en quelques années. De quatre mille à cina mille lits sont prévus sur le site, dont les plages sont déjà très Au rythme des grues, des asso-

eiations de défense se dressent contre tous ces projets et présen-tent des recours en justice. A Biar-ritz, le projet libaritz-Mouriscot a provoqué la scission de la majorité RPR-UDF, cette dernière formation ayant rejoint l'opposition dans son refus de voir s'édifier à cet endroit 110 000 mètres carrés de résidences. On s'acbemine dane vers des élections anticipées : « seule réponse aux excès du béton », déclare le leader centriste Didier Barotra, favori des sondages, qui dénonce les derniers attentats tout en reconnaissant le bien-fondé des motivations de leurs autenrs. Mêma réserve pour le maire de Saint-Jean-de-Luz, M. Peul Badiola, qui en appelle à

vironnement. Enfin. le Parti socialiste réclame un moratoire sur le développement touristique « afin que la côte basque n'ait pas une destinée identique à celle de la Côte d'Azur». « Trop de touristes tue le tuurisme, répètent les écologistes. Lorsque la côte aura été saccagée, ils s'en iront vers des rivages mieux protégés et nous laisseront avec les ruines ».

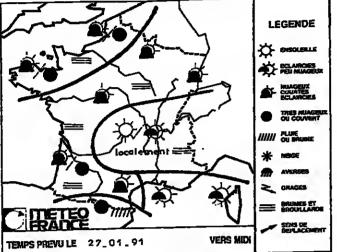
Redoutant une telle situation, le ministre délégué à l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérè-que, avait proposé il y s un an la eréation d'une association des maires du littoral basque. Celle-ci a tardé à se constituer et vient de commander une étude pour recenser les actions à entreprendre. Son president, le maire de Guéthary, M. Jean-Luc Lataillade (sans éti-M. Jean-Luc Latanisce (sans en-quette), reconnaît que cette initia-tive arrive un peu tard, car il n'est pas question de remettre en cause des projets envisagés depuis plu-sieurs années. « Il ne reste plus beaucoup d'espace à amènager : il faudra être très vigilant sur ce que pous en ferons, ce qui n'esessiera la nous en ferons, ce qui nécessitera la préparation d'un plan d'occupation des sols commun à toute la côte

Si les élus traînent la pas, les apposants à tous ces prajets viennent de se regronper au sein d'un collectif, décidés à tout mettre en œuvre pour faire échec à ce qu'ils considérent comme un nouveau mur de l'Atlantique.

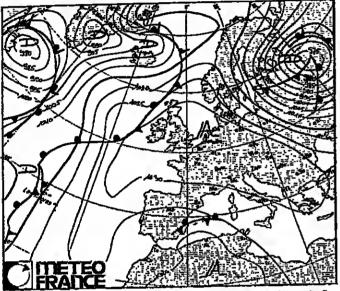
PHILIPPE ETCHEVERRY

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour la dimancha 27 janvier Brume ou brouillard persistant, soleil du Centre à la Corse



SITUATION LE 26 JANVIER 1991 A 0 HEURE TU



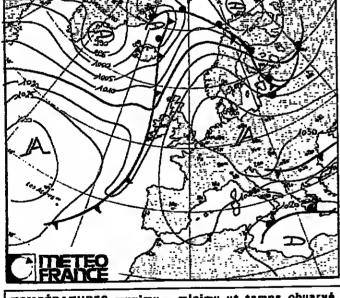
Beaucoup de grissille en ce début de semaine, mais on ne peut exclure quel-ques belles apparitions du soleil, en par-ticulier sur le sud du pays. Une seule certitude : ni pluies ni vents forts. Les températures seront proches des valeurs normales de caison. valeurs normales de saison...

Lundi 28 : Grisalile et rares éclaircies. – La France se révediera sous un ciel souvent gris, evec perfois des brouillards givrants. Dane la journée es éclaircies apparatront çà et là, Méditer

mais le soleil ne parviendra pes à s'im poser d'une manière durable. Seules les Les températures seront comprises

au lever du jour entra - 5 degrés et O degré dens l'intérieur ; l'après-midi elles atteindront 2 degrés à 7 degrés en général, mais pourront parfois rester dre de 10 deg

PRÉVISIONS POUR LE 28 JANVIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES muximu - minimu ut temps obuarvé Valeurs extrêmes relevées entre le 25-01-1991 à 6 heures TU et le 26-01-1991 à 6 heures TU la 26-01-1991

	Lacara	4.01	100 1400	700 10	0 F
FRANCE	TOURS	-4 C	LOS ANGRI		
AJACCIO 13 0 C	TOULOUSE 4	-28	LUXEMB00		-1 4
BIARRITZ 0 2 B	POETEA-PITRE 50	23 N	MADRID		2 4
BORDEAUX 5 - 2 B		,]	MARRAKE		6 D
BOURGES - 2 - 0 B	ÉTRANGE	15	MEXICO		9 B
BREST 3 0 C	ALGER 12	9 N	MILAN		-7 B
CAES 0 0 C	AMSTERDAM 3	i = 1	MONTRÉAL		-27 D
CHERBOURG	ATHENES 7	i n l	MOSCOU_		-3 .
CLERMONT-FER 4 - 8 B	BANGKOK 53		NAIROBI _		17 N
DERMONTALE 4 - 0 D	BARCELONE 12		NEW-YORK		-8 D
DEJON 1 - 8 N GRESOBLE 344 4 - 6 D	BELGRADE 4	-4 D	OSLO		-9 D
MENUNE AND 1 - 1 P	BERLIN 3	- 1 P			11 0
LINE 3 - 1 B	BROXELLES 4	-3 N	PALMA-DE		
	LE CAIRE 14	10 °C	PÉKIN		
1 MAQ:(1		4 6	STO-DE-IYA		
MARSEILLEAG 11 - 2 D	COPENHAGUE _ 5	ıš bil	ROME	13	0 D
NANCY 4 4 C	DAKAR 23	ii bl	SINGAPOU	B 27	23 C
NANTES 2 - 2 N	DELRI 26		STOCKEOL	JL. 4	0 P
NICE IS 4 D	DJERBA 17		SYDNEY_		25 0
PARIS-MONTS 1 - 1 B	GENÈVE1	-6 N	10KY0 -		5 D
PAT! 5-1 B		17 P			10 P
PERPIGNAN 7 4 C	ESTANBUL 5	-1 D	TENIS		40 L
PENNES 1 -1 C	JÉRUSALEM		VARSOVIE		0 2
STEDENE 0 - 7 D	LESBONNE 14	0 D	YENISB		- 1 D
STRASBOURG 1 -4 C	LONDRES 3	2 C	YEARE	5	-4 D
Distribution - 1 - 1 V					
ABC	DN	Ω	P	T	. *
ABC		•			1

orage (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

TÉLÉVISION

En raison de la guerre du Golfe, les chaînes risquent de modifier leurs programmes pour faire place à des émissions d'information

Samedi 26 janvier

TF 1 20.50 Variétés : Sébastien, c'est fou l 22.40 Magazine : Ushuala. Magazine : Formula sport. 0.35 Au trot. 0.40 Journal et Météo. A 2 20.45 Téléfilm : Maestro. 22.10 Magazine : Bouillon de culture

23.45 Journal et Météc. 23.45 0.05 Série : Médecins de nuit 2.00 Magnétosport : Natation. FR₃

> De 20.00 à 0.00 la SEPT -0.00 Séria rose : Le signe. 0.30 Magazina : L'heure du golf.

CANAL PLUS 20.30 ➤ Téléfilm:

22.00 Les Nuls... l'émission 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Baby blood. 0.25 Cinéma : L'adieu au roi.

> LA 5 20.45 Téléfilm : Le shérif et les hors-la-loi. Amère vengeance 0.00 Journal ds minuit.

M 6 20.35 Téléfilm : Princesse Daisy. 23,45 Six minutes d'information 23.50 Musique : Rapline 0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 21.00 Documentaire : Mémoires d'Ex. 22,00 Soir 3.

22,20 Débat : Mémoires d'Ex.

14.15 Série : Simon et Simon.

15.15 Série : Saracen.

16.15 Série : Lou Grant.

17.05 Série : Bergerac.

17.55 Sport : Football.

18.10 Série : La loi de Los Angeles.

19.30 Edition Spécial Golfe.

Bande de ffics.

Ma sorcière bien-aimée

0.30 Le journal de minuit.

12.55 Série : Dis-donc, papa.

14.15 Téléfilm : Vol 755,

16.45 Série : Roseanne.

17.15 Série : Poigne de fer

et séduction.

Madame est servie

Le famille Ramdam.

15.55 Série : L'ami des bêtes.

17.40 Série : L'homme de fer.

19.25 Magazine : Culture pub.

Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6.

Dans les profondeurs

16.30 Série : Les routes du paradis.

d'informations.

19.54 Six minutes

20.00 Série :

20.35 Cinéma :

22.25 Capital.

22.35 Cinéma:

du triangle des Bermudes.

22.20 M6 express.

0.30 Six minutes

d'Informations.

0.35 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

14.00 Moyen métrage :

15.30 Documentaire :

16.30 Documentaires:

19.30 to 19.20

Documentarists ou le roman d'enfance : Manojhere.

17.30 Opéra : Pelléas et Mélisande.

20.00 Courts métrages. 20.30 Cinéma : Tabataba.

21.45 Court métrage :

22.00 Court métrage :

22.30 Cinéma : Ada dans la jungle. □

Da jundi au vendredi, à 9 heures

SUE FRANCE-INTER

«ZAPPINGE»

Une emission de GEBERT DENOYAN

AVEC ANNICK COLEAN

0.00 Courts métrages.

de l'information.

Le certificat d'indigence

Deux-pièces-cuisine. 14.40 Téléfilm : 250 gramm

Les enfants de la danse

2.00 Rediffusions.

le chantage à la bombe.

20.45 Cinéma : Banzaī. -

22.30 Cînéma:

12.30 Série :

13.25 Série :

M 6

Dimanche 27 janvier

13.20 ▶ Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Tiercé à Vincennes.

Agence tous risques. 16,35 Disney parade. 17.55 Magazine : Téléfoot. 19,00 Magazine : 7 sur 7. 19.50 Loto sportif.

20.00 Journal, Météo et Tepis vert 20.45 Cinéma : L'as des as. Megazine : Ciné dimanche. 22,30

Cinéma: Les quatre Charlots 0.30 Au trot.

0.35 Journal et Météo.

A 2 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin. 14.55 Série : Mac Gyver. 16.35 Série : Eurocops. 17.35 Documentaire :

L'odyssée sous-marine da l'équipe Cousteau. 16.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal st Météo. 20.45 Série : Renseignements

généraux. 22.20 Sport :

Patinaga artistique. 23.20 Journal et Météo. 23.40 Série : Les grands entretiens.

13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Magazine : Sports 3 dimenche. 17.30 Magazine : Montagne.

18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 da l'information. 20.10 Séria : Benny Hill. 20.40 Musique : Cordes et âmes.

22.00 Magazine : Le divan. 22.20 Journal et Météo. 22.40 Cinéma :
8rigadoon. ===
0.25 Magazine :
Belles et bielles. 0.55 Musique:

Carnet de notes.

CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : Les belles Américaines. 15.20 Magazine : 24 heures. 16.15 Documentaire :

Les aliumés. 16.40 Dessin animé: Les Simpson (7- épisode) 17.05 Les Nuls... l'émission 18.00 Cinéma :

Cordes et discordes. — En clair jusqu'à 20.40 — 19.30 Flash d'informations. 19.35 Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme «...?».

20.35 Magazine : L'équips du dimanche. 20.40 Cinéma :

Faux-semblants. ### 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine: L'équipe du dimanche

LA 5

13.15 Série : Deux flics à Miami.

CARNET DU Monde

- M- Mireille Vermeil,

son épouse, MM. Dominique, François

ses fils, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Henri VERMEIL

survenu, le 18 janvier 1991, dans sa

La cérémonie religieuse a été célé-brée en l'église réformée de Villeneuve-Saint-Georges, suivie de l'inhumatius au cimetière de Boussy-Saint-Antoine

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lanes Lavane,
adressent leurs remerciements à tous
ceux qui unt témoigné par leur proonde sympathie l'affection et l'estime
lu'ils portaient à

Albert LAVIALLE.

La famille Samouilhan, dans l'im-

possibilité de répondre à chacun possentite de repondre a caseane des très oambreuses personnes qui lui ont manifesté tant de chaleureuse sympa-

manifeste tant de chaienreuse sympa-thie, remercie, émue, tous eeux, parents, amis, ainsi que la direction et le personnel de Technip Paris et Lyon, qui ont partagé leur immense duuleur lors du décès de

Edmond SAMOUILHAN,

directeur de Technip Lyon,

et se sont associés à leur peine par leur présence et leurs messages.

Laurent FREAUD

Ceux qui l'aiment pensent à lul.

- Le 26 janvier 1981 disparaissait

Paul PROUTE.

1887-1981, marchand d'estampes.

Sa famille et ses amis le rappellent à

Soutenances de thèses

- Université Paris-XII. le lundi

ianvier, a 9 heures, M= Mebai

Menail : « Les réseaux gaziers en Algé-

- Université Paris-I, le lundi 28 jan-

vier, à 9 h 30, M= Hélène Guedj-Zajdela: « Fondements et implications macroéconomiques de la théorie tua-liste du marché du travail ».

- Le 27 janvier 1987.

ous quittait.

Anniversaires

Remerciements

et Claude Vermeil,

- M= Lavialle, Daniel Lavialle,

 Le président et les membres du conseil d'administration,
Le président de la commission médicale et l'ensemble du corps médical, Le directeur général et l'ensemble des membres du personnel, ont la tristesse de faire part du décès de

M= Christiane CAPELLE, médecia chef de service, laboratoire de biologie.

HPS höpital Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 4, rue Kléber, 92309 Levallois-Perret.

Les ubséques seront célébrées à Venouse (Yonne), le 30 janvier 1991, à 15 heures.

Les élèves et amis du docteur Herman Fischgold, professeur de neuroradiologie au CHV Pitié-Salpètrière, fidèles à sa mémoire, ont la tristesse de faire part du décès de son épouse,

M= Frédérique FISCHGOLD,

surveno le 16 janvier 1991, dans sa

l, rue Las-Cases, Paris-7

- M- Philippe Stubler, née Catherine de Liège,

es enfants, M= Nadine Canolle, M. et M. Philippe Cournarie, Sylvia et Fabienne Canolle,

oyivia et rabienne Canolle, ses neveux et nièces. M= Jérême de Liège et ses enfants, Nathalie Rault et Laurent Philibert, out le grand chagrin de faire part du

M. Philippe STUBLER, survenu le 21 janvier 1991.

Les obsèques out eu lieu le jeudi 24 janvier dans l'intimité familiale.

Le conseil d'administration de la société Maison Perlès SA, la direction

et les membres du personnel ont le regret de faire part du décès de M. Philippe STUBLER, président-directeur général de la société,

survenu le 21 janvier 199k.

Les obsèques out en lieu je jeudi 24 janvier dans l'intimité familiale.

Maison Perks SA,

30, rue de Gramont 75002 Paris.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5443 HORIZONTALEMENT

I. Peut être appelé cocotte. Font du bruit quand elles dévorent. - II. Dorment dans le bahut. Fournit une résine amère. - III. Un mot qu'on ne prononce qu'en parlant du maître. Peuvent être de la revue quand ils sont petits. Fins. - IV. Un mauvais jour. Détériorait. - V. Peut se débattre avant d'être arrêtée. Très

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15



Un point sur la carre. Créature. — XIV. Des hommes qui entretiennent bian leurs dants. C'est la fin de tout 1 - XV. Traversa perfoiu da beaux quertiers. Rougit facilement quand elle est blanche.

VERTICALEMENT

1. Ne suffit pau pour celui qui. e marche » à ls « beguette ». Psut nous arriver à la cheville. — 2. Son dos fait uns bosse. Advurbe. Comme ci, comme ca. - 3. Des gens qui sont à la botte. Fait courir quand il arriva à midi. - 4. Paa épais. Doit être abandonnée per celul qu'on envoia eu diable. -5. Donne des couleurs. – 6. Point de départ. «Colle» quand alle ast libre. Théâtre de bataile. – 7. Peut se vandre à la pièce. On peut y trouver des cigales st das araignées. Pas accordé. – 8. Morceeu de savon. Comme certains capitant de la précision – 9. Boche taux. Préposition. - 9, flocha porause. Psot vsloir un point. Endroit où l'on peut saigner. -

10. Provoqua une fatigue. Est par-

fois plein de nœuds. Récipient pour les noirs. - 11. Symbole. Ville du Nigéria. Ne pas exposer. - 12. Ras-aembler sas forcas. Musa. -13. Peuvent faire des poursuites.
N'act plus entendua quand on
déménage. – 14. Endroit où l'on
voit le jour. Fournit de l'huile. Pour is cochon qui sommeille. - 15. Psut frepper celui qui est assis.

Solution du problème nº 5442 Horizontalement

I. Lassitude. - II. Eveil. Sot. -III. Nacelle. - IV. Irèna. Ren. -V. Fès. Train. - VI. Sites. -VII. Epiera. Tm. - VII. Rhône. Are. - IX. Ana. Anon. - X. Or. Amant. -XI. Sectaires.

Verticalement

1. Lénifier. Os. - 2. Avare. Phare. - 3. Sécession. - 4. Sien. Iéna. -5. flettré. As. - 6. Rés. Ami. -7. Usarss. Anar. ~ 8. Do. At. Trône. - 9. Etonnements.

GUY BROUTY

ONUONCTURE

Pilater Granes

-

en ::

man en e

2.7.

Edici 1,16 - 1 - 1'.F

De 17. (21)

le indismels restent pa

PERSONAL STATE OF STATE MANAGES 22 22 24 24 5g byr Z1:20273 : 7"; 1"1 BEREITER CE 23 E # 115: 11: - 5

3H . A. 33.7

12.22. Jul 集 202 (**) -221 ". T. T.

Deux enquêtes de l'INSEE

Les industriels restent pessimistes et les ménages réduisent leur consommation

stocks de produits finis sont désor-

mais jugés supérieurs à la oormale.

Selon les chefs d'entreprise inter-

rogés, la production a globalement reculé au cours des trois derniers mois de 1990. Le secteur des biens

d'équipement professionnel, dont la croissance était jusqu'à récemment

plus soutenue que celle de l'ensem-ble de l'industrie, a subi un repli particulièrement marqué en fio d'année. « Dans les biens de consom-

mation, la production est restée sta-ble sans avoir encore omorcé de recul e, souligne l'enquête.

Cbute -

dans l'automobile

Une étude sur la consommation

des ménages en produits manufacturés, également publice le 25 janvier par l'INSEE, indique pour sa part ju'un recul de 0,9 % des achais est

otervenu en décembre par rapport

au mois précédent (en données cor-rigées des variations saisonnières).

La tendance est particulièrement marquée dans le secteur automobile, tandis que les achats de radio-TV-

Hiff out progressé de 6 % en un mois. En glissement annuel (décem-pre 1990 comparé à décembre 1989), la consommation de biens

manufactorés n's augmenté que de 1 %.

Déjà révélé au cours des derniers de l'automne, estime l'INSEE Les mois de 1990, le pessimisme des chefs d'entreprise français a persisté en janvier, selon l'enquête dans l'in-dustrie pobliée par l'INSEE ven-dredi 25 janvier, Selon ses résultats, « l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de l'industrie française au cours des prochains mais reste très pessimiste». En revanche, s'agissant de leurs propres perspectives de production, les industriels se montrent un peu plus confiants qu'au début

SOCIAL

L'Assemblée de Strasbourg approuve le projet de société anonyme européenne

Le Parlament européen a approuvé è une lerge majorité, jeudi 24 janvier, le projet de statut de le Commission de Bruxelles sur la société anonyme européenne (SAE). L'Assemblée de la CEE demande cependant à l'exécutif communautaire de formuler des propositions comparables pour les coopératives, les mutuelles et les essocietions d'ici à la fin juin,

STRASBOURG

(Communautés européennes) de notre correspondent :

Depais vingt-cinq ans, la ques-tion de la société européenne revient régulièrement sur la table du conseil des ministres de la Communauté. Avec la perspective do graod marché européeo de 1993, elle a ofanmoins des chances de trouver, cette fois, une réponse positive même si tous les obstacles

Le projet actuel de la Commission, qui date d'un an, présente des avantages fiscaux indéniables pour les entreprises. La SAE, telle qu'elle est prévue, sera soomise à la législation fiscale du pays où elle réside. Elle poorra toutefois déduire de ses bénéfices les pertes subies par ses établissements situés dans d'autres États membres.

2. 化安性性原理

A dire vrai, les difficultés vienneot de ce que le projet de Bruxelles comporte un volet social important sur la participation des travailleurs à la gestion de l'entre-prise. Seloo M. Martin Bangemano, vice-président de la Commissioo, le sebéma imagioé e donne lo souplesse nécessaire pour être acceptable par tous les gouver-

Trois formules sont proposées au choix : représentation des travail-leurs au conseil d'administration (cogestion à l'allemande); participa-tion des salariés par le biais d'un from des salaries par le biais d'un organe représentant le personnel (comité d'entreprise à la fran-caise); mise en place d'accords col-lectifs. Si, dans la plupart des pays membres l'oce de ces formules existe, la législatico britannique ne prevoit rien. Au Royaume-Uni, les entreprises sont libres de conclure ou noo des conventions avec leurs

La méliance de Loodres à l'égard d'une réglementation entopéenne risque d'être avivée par la demaode du Parlement d'étendre le champ d'application de la directive communactaire aux SARL et aux sociétés en commandite par actions. M. Bangemann a aussi promis à l'Assemblée de Strasbourg d'établir un projet pour les bourg d'établir un projet pour les entreprises de l'économie sociale, en raison de leur importance. Dans la CEE, les coopératives réalisent un chiffre d'affaires anouel de 370 milliards d'écos (i écu =7 francs) et les mutuelles, 22 milliards d'écus.

MARCEL SCOTTO

DEDF va câbler la ville de Pithiviers. - Pour la première fois, EDF s'engage dans la réalisation complète d'un réseau câblé. C'est le sens de la convention signée le 25 janvier entre l'entreprise publique et la ville de ers, dans le (Loiret). Par l'intermédiaire d'EDF-Vidéopole, filiale créée à cet effet et dont le capital sera ouvert à des e partenaires locaux ou régionaux », EDF réalisera l'étude, la construction, l'exploitation, la commercialisation et la diffusion du réseau câble de cette ville de 10 000 habitants. Selon elle, cette opération « entre dans le cadre de la politique nationale de diversification d'EDF» et permettra d'« utiliser les campétences» des hommes et des structures de l'entreprise.

Malgré une légère baisse en décembre

Le chômage a progressé de 1% en un an

Le chômage e légèrement reculé eu mois de décembre 1990. Selon les statistiques publiées par le ministère du travail (nos dernières éditions du 26 jenvier), le nombre de demendeura d'emploi (2529600 personnes) baisse de 0,2 % en données corrigées des variations salsonnières (DCVS) per rapport à novembre. En un an, le chômage prograsse cependant de 1 %.

Surveoaot après trois mols consécutifs de progression, le léger recul du ebômage eoregistré en décembre (5 900 demandeurs d'emploi en moins en DCVS) ne doit pas faire illusion. Au cours du mois dernier, les reprises d'emploi se sont eocore affaissées (- 26,3 % en un mois,- 16,1 % en un an), de même que les offres d'emplois (- 14,3 % en un an) déposées à l'ANPE. Le taux de chômage (9 %) recule de 0,1 point en uo an. Dans recule de 0,1 point en uo an. Dans son commentaire, M. Jean-Pierre Soissoo, mioistre du travail, observe que ele marché du travail est moins blen orientes, mais, ajoute-t-il, a il s'agit d'un tassement linités.

Les entrées à la suite d'un licenriement économique progressent légèrement en décembre (+ 1,4 %), mais, sur un an, le ralentissement reste net (- 6 %), bien que la décé-lération soit moins marquée qu'au

premier semestre. Les entrées impotables à la fio d'un contrat à durée déterminée (- 11,7 % en 00 an) sont freinées. Cet essouflement modéré du marché du travail « paralt se traduire plus par un ralentissement des embauches que par une poussée sensible des sup-pressions d'emplois», celève le ministère du travail, qui établit un lico avec « le climat d'incertitude, et donc d'attentisme, qui a marqué la fin de 1990 ».

Par ailleurs, le chômage de lon-gue durée est toujours en recul. Les demaodeurs d'emploi ioscrits depuis plus d'un an sont moins combreux qo'il y a no ac (-1,7%), et l'amélioration est eocore plus marquée pour les chômeurs de très longue durée (plus de 3 ans) dont l'effectif baisse de 3,7 % en un an. La durée moyenne du chômage (361 jours) est inférieure de 3 jours à ce qu'elle était en décembre 1989. Par contre, le chômage partiel effectue un bood spectaculaire (+ 130 % en nn an).

Giobalement, l'année écoulée se solde par ooe haosse de 1 % des demandeurs d'emploi (+ 26 000 personnes). «Il nous faut sans tar-der limiter les effets sur l'emploi du ralentissement de la croissance », assure M. Soisson, qui exclut cependant de « revenir à un traitement artificiel du chômage».

TRANSPORTS

En libéralisant la réglementation des prises de participation

Les Etats-Unis espèrent que des investisseurs étrangers sauveront leurs compagnies aériennes

M. Samuel Skinner, secrétaire d'Etat eméricain aux transports, a annoncé, le 23 janvier, que les tés étrangères dans la capital des compagnies aériennes de , son pays étaient portées au maximum à 49 %, alors qu'un texte datant de 1930 les limitalt à 25 % (le Monde du 28 janvier). En outre, des représentants de cas entreprise, étrangères pourront, désormais, siéger au conseil d'administration das transporteurs.

Cette libéralisation était à l'étude depuis quelque temps. Elle était rendue nécessaire par les menaces qui s'accumulent sur les compagnies américaioes. Boo nombre de celles-ci ont été mises à mal par la concurrence acharnée qui a résulté, à partir de 1979, de la déréglementation. Après une vague de rachats des entreprises en

difficulté, on constate aujourd'hui que les transporteurs en boone santé ne veulent plus se porter acquereurs et qu'ils préférent attendre la disparition pure et simpie de leurs concurrents malheureux. Telle est notamment la poli-tique des deux colosses American et United Airlines.

Revirement . . tardif Le gouvernement s'est émn de la

perspective de la décoofiture de compagnies comme PanAm, Contioental ou TWA, qui risquerait de mettre au chômage des dizaines de milliers de salariés. De plus, la disparition de certaios transporteurs porterait un coup fatal à la concur-reoce vigoureuse qu'a établie la politique de déréglementatioo. Washingtoo a donc fini par accep-ter d'attirer les capitaux étranger en les autorisant à occuper une place sutre que symbolique dans les conseils d'administration des

Les effets de la guerre du Golfe

SAS, Olympic Airways et Lufthansa

réduisent leur activité

D'autre part, si certaines associa-tions oot réussi, comme celle de l'australien Ansett, qui a pris 14 % du capital d'America West, d'autres ont été beaucoup moins beuressont ete beaucoup moins beurenses, eomme le mootrent les
déboirts du scandinave SAS, qui se
retrouve, avec 16 % du capital de
Contioental, en dépôt de bilan.
Sans compter que les transporteurs
étrangers, eux aussi, foot face aux
définits engendres par les secousses

de la conjoncture politique et éco-ocmique internationale. A moios que des iovestisseurs hardis et fortunés de Tokyn ou de Singapour ne se déclarent, la non-velle réglementation américaine ne velle réglementation américaine ac pourra done être appliquée que dans des jours meilleurs. On notera qu'elle se rapproche de la régle-mentatioo française, considérée comme l'une des plus libérales do monde : l'article R330-2 du code de l'aviation civile antorise, eo effet, l'entrée d'étrangers dans les compagnies jusqu'à 50 % do capi-tal.

transporteurs ostiooaux. 11 y a quelques mois, l'administration avait demandé à Northwest Airlines de rendre 250 millions sur les

400 millions de dollars reçus du

néerlandais Northwest, suspecté de

vouioir prendre le contrôle de la

quatrième compagnie américaine.

Ce revirement vient peut-être trop tard. Bien sur, les compagnies européennes ou asiatiques demeureot trés iotéressées par ces alliances, qui pourraient leur valoir de oouveaux droits de trafic vers les Etats-Unis, pays très protec-tionniste. C'est dans cet esprit que British Airways avait teoté vaine-meot, en 1989, de s'associer avec les syndicats de United Airlines pour racheter cette compagnie.

Malheureusemeot, les candidats

a vendre (USair, Midway Airlines,

Alaska Air) de se portent pas bien, du fait du renchérissement du prix du carburant et du recul de la demande, et l'oo parle de 2 milliards de dollars de déficit, en 1990, pour l'ensemble des compamies americaines. l'ouest.

AFFAIRES

Les bénéfices de Rhône-Poulenc ont diminué de moitié en 1990

M. Jeso-René Fourtou, président do groope ebimique Rhône-Poulenc, a estime, dans un entretico à la Tribune de l'Expansion du 25 janvier, que le résultat net de 1990 serait de l'ardre de 2 milliards de francs, au lieu de 4 mil-liards en 1989. Cette mauvaise performance s'explique par une nouvelle provision pour restructurations d'environ 510 millions de francs durant le quatrième trimes-

tre 1990, ce qui porte aiosi à plus de 750 millions le montant de ce

Par ailleurs, le ralentissement de la conjoncture, les problèmes ren-cootrés par la filiale brésilienne (plan Colinr) ainsi que les nombreuses acquisitions réalisées en 1990, parmi lesquelles l'OPA menée sur l'américain Rorer, ont pesé sur les résultats du groupe.

ÉTRANGER

La plus faible progression annuelle depuis 1982

Le produit national américain n'a augmenté que de 0,9 % en 1990

On attendait une chute de 3,4 %. Finelement, le département américaln du commerce a annoncé le 25 janvier une baisse de 2,1 % du produit national brut (PNB) eu quatrième trimestre 1990 après une hausse de 1,4 % au cours des trois mois précédents. Pour l'ensemble de l'année 1990, la progression du PNB e été ramenée à 0,9 %, son plus bas niveau depuis la récession de 1982, lorsque le PNB avait chuté de 2,5 %.

NEW-YORK

de notre correspondant

Cette forte baisse au dernier trimestre 1990 confirme, si besoio était, la récession dans laquelle se trouve l'écocomie américaios. Certes, ces chiffres encore provimois, mais ils cootienneot des enseignements qui, eux, refleteot de véritables tendances et pas seu-lement des éléments conjoncturels. En décortiquant ces statistiques, uo écooomiste de Washiogtoo coostate que la différence entre exportations et importations a évoloé favorablement à la fio de l'année dernière. « La chute du PNB, nee derniere. «La crute du FNB, souligne-t-il, est donc à mettre au compte de la demande intérieure, qui a fortement régressé (-4,3 %) et de la consommation des ménages, qui s'est véritablement écroulée (-5,8 %).»

Ces indications semblent donne raisoo à ceux qui pensent - prési-dent de la Réserve fédérale en tête, uivi per le secrétaire américaio au

les Américains se sont assis sur leur portefeuille, sans raison apparente», ainsi que M. Nicholas Brady l'a fait valoir lors de la réunioo do groupe des Sept qui s'est achevée à New-York le 21 janvier. La raisoo de cette restriction aux dépenses est certes à mettre ao compte de la crise du Golfe et de la rétentioo psychologique qu'elle a suscitée, mais le ralentissement écocomique aux États-Unis était perceptible bieo avant l'invasioo dn Koweit par l'Irak.

Le plus préoccupant est qu'une conveile et forte baisse est déjà omptée pour le premier trimestre 1991. Dans ces cas, d'après la loi Gramm-Rudman, le Congrès se saisit de l'affaire. Le sénat doit alors examioer le déroulement de l'exercice budgétaire, une possibilité simplement offerte à la Chambre des représentants, año de proposer la révision de l'accord budgétaire péniblement élaboré en octobre dernier. Le patron de la Fed, M. Alao Greenspan, l'admi-uistratioo Bush et les leaders des deux chambres oot déjà fait savoir qu'ils o'étaient pas favorables à ce éexamen, sans doute eo souvenir des marchandages qui avaient marqué le bonclage de ce budget et qui avaient fait une très maovaise contribuable. Mais la loi est la loi. Seul un retournement de situation de l'écocomie dans les trois moistout à fait improbable - ou un artifice parlementaire, oégocié avec la Maison Blanche, permettrait d'évi-

Réclamant une égalisation de leurs salaires avec l'Ouest

Les postiers de l'ancienne RDA se sont mis en grève

Après les cheminots en novembre, les postiers de l'encienne Allemagne de l'Est ont déclenché, jeudi 24 janvier, une grève pour eppuyer leurs revendicationa selerieles. La mouvement, approuvé au cours d'un vote par 95 % des agents, s'est étendu progressivement eu cours de la joumée, alors que les négociations reprenaient à Bonn.

BERLIN

de notre correspondant Le syndicat (unifié) des postes, basé à Francfort, réclame pour les agents des cioq nouveaux landers allemands et de Berlin-Est une prime équivalente à un treizième mois de salaire pour 1990, en attendant les négociations à venir sur le réglignement des salaires. Les postiers de l'ex-RDA toucheot entre 800 et i 200 deutschemarks, 60 % de moins que leurs collègues de

Les mille trois cents agents des PIT est-allemands n'auraient pas volé leur prime. L'iotroduction du mark de l'Ouest, le 1e juillet dernier, dans l'ancienne RDA, a entraîoé une augmentation du coût de la vie. En outre, la chute du régime communiste et l'unification se sont traduites per un important surcroît de travail. La différence de tarif entre le prix d'une lettre à partir de l'an-cienne RDA et de l'ancienne RFA -50 pfennigs contre un mark – incite de combreuses ectreprises de l'Ouest à faire expédier leur courrier à partir de l'Est, provoquant l'en-combrement des centres - en provenance notamment des entreprises de vente par correspondance - et des pertes de centaines de millions de deutschemarks pour l'administra-

ALAIN FAUJAS Les trois sociétés publiques qui se partagent le service des postes

depuis la réforme de 1989 (Telekom, services postaux et comptes postaox) étaieot apparemment prêtes en décembre à trouver une formule de compensation. Fio oovembre, les cheminots avaient obtenu, après deux jours de grèves, l'octroi d'une prime équivalente 2 75 % d'un mois de salaire et d'une prime de vacances de 300 deutsche-marks, ainsi que la rédoction do temps de travail à quarante heures par semaine. Les postiers se sont vus accorder à leur tour la semaine de quaraote beures à compter du le avril, contre 43,5 heures auparavant. En revanche, le ministère de l'intérieur, qui excree la tutelle sur tous les employés de l'Etat fédéral, a refusé l'octroi de la prime.

Rattrapage progressif dans le privé

Pour le gouvernement de Bonn l'enjeu est de taille. La différence de salaires entre les deux parties de l'Allemagne va devenir de plus en plus difficile à supporter pour ceux de l'Est. A Berlin, où il suffit de traverser la rue pour gagner quatre fois plus, cette différence prend parfois une tournure surréaliste. Ceux qui ont de la chance à Berlin-Est d'avoir trouvé un job dans la partie occidentale de la ville gagnent sondaine-ment quatre fois plus pour la même qualification. Trois cent mille Allemands de l'est se sont installés à l'ouest en 1990; deux cent mille «frontaliers» viennent y travailler

Dans le secteur privé, les premiers accords ont déjà été conclus sur un rattrapage progressif. Le 22 janvier, les deux cent mille salariés de la chimie à l'Est ont obteno à partir du 1º avril 55 % des salaires de l'Ouest. Les trente mille salariés de l'imprimerie verront leurs salaires passer le 1º février à 60 % des salaires de l'ouest et le 1 octobre à 65 %. Dans les caisses d'épargne, ce sera 60 % à partir du 1 puillet.

Les partenaires sociaux du secteur privé connaissent le risque d'un rattrapage trop rapide, compte teno de la petsistance entre l'Est et l'Ouest d'un différentiel de productivité plus ou moins important selon les secteurs. Il peut acculer de nouvelles entreprises à la faillite et décourager

HENR! DE BRESSON

 Mort du président de Gillette. ~ M. Colman Mockler, président de la firme américaine Gillette, est décédé le vendredi 25 janvier. Il était âgé de seixante et un ans et il dirigeait depuis 1976 le groupe Gillette, dont il avait annoncé qu'il quitterait la présidence à la fin de 1991. – (AFP.)

mis en place des politiques d'austérité et réduit sensiblement leuractivité. General Electric a enregistré 13.2 milliards de dollars de commandes en 1990

Pour tenir compte des effets de

la guerre do Golfe - hausse du prix

du kérosène, baisse sensible des

réservations, - plusieurs compa-

gnies aérieoces européences oot

Le constructeur américain de moteurs d'avions General Electric et CFM International, sa filiale commune avec le motoriste français SNECMA, oot recu au total des commandes pour 2 000 moteurs d'avions (options incluses) en 1990, représentant une valeur d'environ 13,2 milliards de dollars (plus de 67 milliards de franca), General Electric Aircraft Engioes, qui prodoit les moteurs de grande poussée CF6, a reçu «un nombre record de 734 commandes et options évaluées à 7,8 milliards de dollars».

Ces moteurs doivent équiper 273 avions gros porteurs Airbus Boeing et McDonnell Douglas. Les moteurs CFM56, ecostruits avec la SNECMA continuent, selon le com-muniqué de la firme américaine, d'este « le plus grand succès mondial dans l'histoire de l'aviation de transport » avec 1 275 cummandes en 1990 représentant 5,4 milliards de

Le groope aérieo et bôtelier scandinave SAS a 20000cé sa volooté d'économiser 3 milliards de courones suédoises (2,7 milliards de francs) et sa décision de procéder à 3 500 suppressions d'emplois. Les pertes (700 millions de couronnes) sur les systèmes informatiques de réservation Amadeus et Therese et la baisse de fréquentations des bôtels s'ajoutent aux difficultés des lignes aériennes. Le groupe devrait cependant dégager un léger bénéfice pour 1990.

La compagnie nationale grecque Olympie Airways, qui a perdo 10,6 milliards de drachmes (337 millions de francs) depuis le début de la crise du Golfe, a décidé de réduire de 30 % ses vols, notamment internationaux, de suspendre toutes les heures sopplémentaires de son personnel ainsi que divers avantages, car, souligne un communiqué, elle se trouve dans uoe situatioo écoonmique k dramatique ».

Enfio, la compagnie aérienne llemande Lufthansa a annoucé le 25 janvier à Francfort la suppressloo provisoire à partir du dimanche 27 janvier de 120 vols par jour (sur un millier environ) sur ses lignes européennes, en raison d'une «balsse sensible» des réservations, due à la crainte d'attentats terroristes et à la longueur des contrôles renforcés dans les **NEW-YORK**

MOICE DOW JONES

Attentisme

Après l'euphorie de la semaine précé-dente, Wall Street, inquiète de l'évolu-

tion de la guerre du

Golfe et de la remoniée des cours

pétroliers, s'est retranchée dans

l'attentisme avant

que l'espoir de nonvelles baisses

des taux d'intérêt lui redonne un

peu d'élan. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la

emaine en hausse de 12,62 points

(0,48 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Les incertitudes ont repris le des-sus lors des deux premières

victoire très rapide sur l'Irak paraissait moins certaine. A partir

paraissait moias cerraine. A parur de mercredi, les investisseurs, apparemment résignés à la pers-pective d'une guerre de plusieurs mois dans le Golfe, nut davantage porté leur attention sur les facteurs

Les déclarations du président de

le Fed. M. Alan Greenspan, annon-

cant son intention de stimuler la

croissance et laissant prévoir une dimmntion des taux d'intérêt, ont

entraîné une reprise de la bourse.

Les résultats du quatrième tri-

mestre de 1990 qui commencent à

être publiés par les compagnies

américaines sont plutôt meilleurs que prévu, contribuant ainsi à la

Veodredi, l'indice s'est effrité à

Les pertes enregistrées par l'indice Nikkei de lundi à

mercredi ont annulé

les gains réalisés en fin de semaine der-

nière. Le bilan des

cioq séances se solde par une légère

baisse dans un mar-

ché creux où de mombreux inves-lisseurs institutionnels étant

absents, les échanges ool été très faibles. Le chiffre d'affaire quoti-

dien e baissé à 319 millions de titres échangés contre 399,7 mil-

Le marché a ouvert la semaine

lundi sur noc note lerne avec le Nikkei perdant 456,11 yens, après les tirs de missiles irakiens sur

Israël et l'Arabie Saoudite permet-

tant de penser que les premiers rapports sur une destruction de

l'armement trakien auraient été exagérés. Mardi et mercredi, le sentiment baissier s'est poursuivi

avec une perte respectivement de

« Les deux premiers jours de la

guerre ont permis une envolte avec le Nikkei grimpant de plus de 1 300

points mois maintenant nous admettons que lo guerre ne va pas

Sur place

La Bourse a retrouvé son caime après l'excitation des premiers jours de guerre, et les valeurs ont

fini pratiquement inchangées une

fois dissipé le pessimisme de début fois dissipé le pessimisme de début de senaine. L'indice Footsie a ter-miné à 2 103 points, soit à un nivean quasi analogue à celui du

Toutefois, tous les groupes dont l'activité s diminué out été sévère-

ment pénalisés par le marché. Sons la stabilité apparente des indices, de grandes disparités se sont fait

jour entre les secteurs considérés

comme « sûrs », tels que les ser-

vices publics de l'esu et de l'élec

tricité, et les secteurs vulnérables à la récession, tels que les magasins. Les pétrolières ont suivi les cours

Indices «FI» du 25 janvier :

100 valeurs, 2 103,0 (contre 2 102,7); 30 valeurs, 1 645,0 (con-tre 1 654,9); fonds d'Etai 84,3

(coutre 83,85) et mines d'or 146,7

443 304

415 318

9,8**0** 825

14,00

Cours Cours 18 janv. 25 janv.

865

10,47

+ 0,1 %

98,54 yens et de 203,55 yens.

LONDRES

vendredi précédent.

du brul à la baisse.

(contre 155,3).

lions la semaine dernière.

la mi-séance à l'annonce de nou-

économiques.

TOKYO

nces, au fur et à mesure qu'une

veaux tirs de missiles irakiens sur

Israel mais a ensuite repris sa pro-

de la diminution de 2,1 % du pro-

duil national brut américain au

quatrième trimestre de l'an dernier

dans la mesure où cette mauvaise

nouvelle ne pouvait, à leurs yeux,

que renforcer la Fed dans son

intention d'assouplir sa politique

Le constructeur américain du

missile antiballistique Patriot,

Raytheon, a bénéficié de l'effica-

cité de cet appareil et a terminé la

Indice Dow Jones du 25 jan-

Cours Cours 18 janv. 25 janv.

59 3/4 59 1/8 31 3/8 31 3/8

58 59 7/8 34 1/8 33 1/8 18 3/4 19 1/8

17 1/4 28 3/8

se terminer si facilement », indi-

quait un opérateur. Jeudi, certains

investisseurs se sont de nouveau

intéressés oux valeurs. Des pers-

pectives de baisse des taux

d'intérêt sont apparues avec la

hausse du taux des obligations et la

fermeté du yen face au dollar. Tou-

tefois, les transactions ont été fai-

bles et ce sont principalement les achats par arbitrage sur indice qui ont soutenu la séance permettant

au Nikkei de gagner 218.91 yeus .

Vendredi, le Nikkei a gagné 304,24

relachement des inquiétudes dans

Indices da 25 janvier : Nikkéi

Cours Cours 18 jany. 25 jany.

23 573,25 (contre 23 808,30); TOPIX 1 724,62 (contre 1736,74).

yeas grace

Honda Motors...... Metsushita Electric...

Mitsubishi Heavy...

FRANCFORT

Perturbations

- 1,64 %

Comme toutes les places interna-

tionales, Francfort est restée cette

semaine sous l'influence de la

enerre da Golfe. L'appréhension

des opérateurs était également

polarisée sur la situation dans les

républiques soviétiques. De plus,

les récentes discussions sur une

augmentation d'impôts en Alie-magne afin d'assurer une aide

financière aux forces alliées, n'onl fait que perturber la tendance. Les

Après l'euphorie due en raid des

alliés contre l'Irak, les profession-nels ont été ramenés à la réalité,

avec des cours qui n'ont cessé de

s'effriter. Jeudi, la hausse éclair de

toutes les valeurs ne s'est expliquée

loutefois que pour des raisons

techniques après les replis enregis-

Indices du 25 janvier : DAX 1 382,05 (contre 1405,06), Com-

merzbank 1 674,60 (contre

293 211,90

242 599,58 217,40 596

274,50

595,18 399,90

Cours Cours 15 jan, 25 jan.

193,50 204,60 224,50

232,50 592,50 209,50 575

267_90

indices out perdn 1,64 %

très précédemment.

Sony Corp. ____ Toyota Motors_

le Golfe.

vier: 2 659,40 (contre 2 646,78)

naine en nette hausse.

General Electric... General Motors ...

UAL Com. (ex-Alles Union Carbide ...

Légère baisse

de crédit.

gression, les investisseurs eyant finalement bien accueilli l'annonce

Le rolume raisonnable des opérations

Sons un tel rappet den inches sies du moment. Co mional se trouve dans aution particulieremant finance £ L'activité d'emprents a fign as presque tous les :: "?ar... ates pas encore eu cotta anales ar ctions publiques en marci

institut à plus faire.

THE STATE ST

in stricts do la france.

jente des terrir. minematica 1

miles by some parents a ser-

19 ks 002-317-12-

amait se realisar .a

On prévoit pour de dans de maine qu'un empressi de la manda de l'annos verra la jour pour

Gobalement, Louist ist oracte

Print provide a framework with the same of Mer es idebit be vernen b seine residenteriores for success des addition ing gerattande tebe grande demen

trace careers at organ properties there.

the opening the posterior for make

Latin begen Er un nieben in Kinde gefreife. and putter control of president matter than

the contract of the latter one and the party.

a de l'argent pour refriever ... Cet vai pour les Etais-Université afageants de la Réserve la deur les aumonts sans se cacher une sur la masoidé la baisse de l'argent de la baisse d as des boas du Trescr amaria at la semaine dernière de la semaine de la s Cest vrai, aussi, pear . F. and Crest vrai, aussi, pour l'Engen han le monde est corroché à
langue, pays réputé dut juice à
langue, pays réputé du juice à
langue, pays réputé du juice à
langue, pays réputé du juice à
langue, pays réputé du juice à
langue, pays réputé du juice

MIND 3 to verific de Acta.

The verific 164 extraction of the state of

dans du MATIF com sur les mas de MATIF com sur de MATIF com sur de MATIF com sur les mas de MATIF com sur les de M

1. it. its laven, IF une tell THE ROOM TO DE BROOMERS & SERV para prop tigen mande 24 juneans THE STREET STREET STREET THE SALES PROPERTY AND PARTY OF reign & gelaufen angerem gefen. またのでは、このはようにはまでできる。 (日本の)

Sugarra a Soungard be mantefell :

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un vent d'optimie

Nonobstant la guerre du Guéra des A letter Mil Walter of the same lauffé à nouveau cette lett 1.50 Let smerches financiers et ministration a a lort on à raisen, ent le tent. in a qui déprime les Bourses le tim - mais les économies parties er besoin d'une dimination de

marchés commencent à press dent a, à la voite du mora en. person des emprunts d'Esta l' person des emprunts d'Esta l' person et a la vente de mora en la vente de la la v

soufflé, le rendement de i dr ans qu. la serrante der mit del district de 9 mil del flecht de 9 mil de 1 mil del flecht de 1 mil Park Braze Ch Colle

Nouvelle étape à la baisse eplement ce :

de le semaine, et le se de le semaine de le semaine, et le semaine de le de détendre 517 518

relative d'an maie mig hat THE AT HAN HIEMANIE. De grote frage voller um page & And place that the matter we seem a fine and a first part of the analysis and an arrangement of the part of the analysis of the analys In a betrete later ir recente press pas-The state of the s

3.5 m. Comming att Saben 1989 Mait dans Limmedige un sont The state of the parties are process at the state of the of other a treat for is become fire teams of the in Supplement for sometime. Les inspections paragraphic and a second of the second of th teld to cours the done derivate state the of ferritainer. Let it desire the professionality Aires & Serfage are & seems por serger which a between 1 this hand the finance and course (ranches areas a 10 mil to member a 20 mil to member and the first and the fi tract e patromere de la finite de de la Course nationale de l'Artis applicate

mital infete bie Ereifer fempies a The state of the s Action of the section in The of the street Earle for a the first of trades & 12, 12 at theme to at he arms tonden on the See like to the second seed was best timbe in the seminary was the

Davantage one le déficit budgeonby français

the court les des premium mon de to the extendence retransport one And the state of t the state of the s ant er i milliarde de freiere de Botte. der Tinden per denieren iffig. Aim-Semical of mining streeth denty har party deposed has no hanness Par capped and the state of the beautiful to be the state of the state

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 21 AU 25 JANVIER

PARIS

Après l'emballement

INDICE CAC 40 # Il opparaît vain, eujnurd'hui, de vouloir définir une stratégie à court *terme d*ene *u*n en virannement eussi incertsin. »

Cette réflexion désabusée d'un analyste de la société de Bourse britennique DLP Jsmee Capel reflate l'état d'esprit d'une profession prise à contre-pied eu début de la guerre. Celle-ci avait prévu une chute brutele des cours dès le déclenchement des hostilités, et ce fut le contraire qui se produisit jeudi 17 janvier (+ 7,05 %). Echaudés par cetts convenue, nombra de gérants préferent ne plus prendre d'initiatives et el laisser porter par les décisrations ou par les événe-ments en tempérant leure réac-

Si l'opération « Tempête du désert » continue de ratenir l'attention des intervenents, elle ns les tient plus en halelne comme aux premiera jours, et les indices n'évaluent plue eu rythme des raids aériens alliés ou des missiles irakiens envoyés sur Isreel ou sur l'Arabie saoudite. A l'em-ballement e succédé en début de semsine une certsine réserve illustrée par un faible niveeu de

(+ 0,17 %) traduit blan cet sttentisme même el deux inurnées (mercredi et jeudi) furent plus contrastées que les eutres. L'effritement observé lundi et mardi (-0,43 % et -0,32 %), s'intensifia le demier jour du mois bour-

25-1-91 Diff.

755

25-1-91

477

25-1-91

114,90 496 554

147,70 ~

890 350

709 245,90

661 1012 80

300 438

446,50 - 13,50 427,50 + 17,50

631 40 + 5 - 44 - 44 - 430 | such. | 11 + 39 | 155

25-1-91

068 -44,30 + 629 +

278

113

355.90 811

228 + 73,15 + 73 +

Diff.

- 148

Diff

8,10 4,10 31,10 59 3,80

Nom

Premier.

Dernier.

250,90 + 287 +

Matériel électrique

CSEE (ex-Signaux)... Générale des eaux...

Lyon, des eaux.

Sextant-Avionique.

Mines, caoutchouc

Banques, assurances,

sociétés d'investissement

Thomson-CSF

CPR.

OFP...

CGIP

Club Méditer

rope i.

Groupe Cité ... Hachette

Marine Wendel .

Navigation mixte ...

es Chatillon ...

Havas.

Novel-Fst

Saint-Gobain

oin (La) Locafrance.

AXA (Cie du Midi). Midland Bank

Société générale . Sovac

Valeurs diverses

Suez (C+ fm.)

sier de janvier pour terminer sur un recui de 1,7 %. Paur le troi-sième mois consécutif, le marché enregistrait elors une liquidation

négative (- 4,35 %). Changement d'embiance le lendemsin avec un gain de 2,06 %. Si les considéretinne techniques expliqueient en partie catte velent leurs partefeuilles en début de mois, cette raprise était également due à des déclarations américaines encouragesntes. A commencer per celles du président George Bush effirment que les opérations cantre l'Irak se déroulaient « exactement comme prévu». Des propne bien venus pour dissiper les doutes suscités par les comptes rendus officiels précédents délibérément vagues

Espoir d'une détente

et parfols contradictoires.

Meie lee gestionneires réagissaient plue encore eux interventions du président de la Réserve fédérele envisegeent de faire beisser lee teux d'intérêt eux Etats-Unis. Confirmant ses propas tenus la veille devent la Chambre des représentants, M. Alen Greenspen s'eet prononcé le 23 janvier en feveur d'une nouvelle réduction des fonds fédéreux. M. Graenspen eemble désormals plus préoc-cupé par le récession que per une reprise de l'Inflation. Au même moment, le bureau du budget du Congrès effirmelt que

cette récessinn de l'économie

eméricaine sera courte. Selon

ces experts, elle devrait se termi-ner vers la milieu de cette ennée et serait sulvie d'une périods de forte de croissance et de réduc-

tion de l'inflation. L'espoir d'une détente du lover de l'argent aux Etats-Unis et d'un plafonnement des taux en Allemagne contribusit vendredi à la tenue de la journée, qui s'achevelt sur un modsate gain de 0,59 %, consolidant la hausse de

Si les valeurs de l'ermement ant encore été à l'honneur eux cours des échenges, celles du secteur du tourisme, notamment le Club Méditerranée, ont été effectéee. La déconvenue est venue eussi de Fives-Lille, dont les cours ont plongé de 18 % au lendemain de sa suspension. Cette chute intervient eprès la condamnation de cette filiale de Peribas, par le tribunel de commerca de Paris, à verser 468 millions de frencs en comblement

de passif de son ancienne filiale NASA Electronique. Sur le eecond marché, une série d'événements ont rythmé la semaine. A commencer par la suspension de cotation de Pier Impart. Ce groupe de distribu-tion, intraduit en Baurse en 1987, puis repris un an plus tard per ses selsriée, eerait sur le point d'être racheté. Les nums des groupes Darnal et Regell ételent evancés. Deux eutres projets de rachat étaient ennoncés. Le premier concerne une QPA sur Moria Informatique, lancée par CSC Foreign Enterprises (groupe Computer Sciences Corps) sur la totalité du capital au

25-1-91 Diff.

327,50 - 0,50 131,50 - 3,40 621 + 30 320 - 6 419 + 9

inch.

6,10

1 050

470 975

621 320 419

(nffre publique d'échange) de Saint-Honoré-Matignon sur Francarep, deux holdings de partici-petinn industrielles du groupe Rothschild. Une autre société de portefeuille, le Compagnie de Presbourg, filiale d'Hachette et de Matra, voyeit ses cotations suspendues dans la perspective d'une fusion avec la Banque Arjil. Un accord pourrait être annoncé permettant eux actionnelres minoritaires d'échenger leurs titres contre des espèces plutôt que des ections, la banque Arjil étant pas cotée. Enfin, sur le marché à règlement mensuel, le feuilleton SAE

prix unitaire de 165 francs pour

un dernier cours de 115 francs.

euxillaire d'entreprises)devrait connaître un nouvesu rebondissement dane les jours prochains. Des ectionneires de ce groupe de BTP euraient déposé un recours contre des décisions du Conseil des Bourses de valeurs (CBV) detant du 26 décembra et du 11 janvier, qualifiant leur pacte d'eaction de concert.. Cette notion les limite dans feur possibilité d'ecquisition de nouveaux titres pour renforcer leur position ment de 28 % et contrer einsi M. Pelège, détenteur de 33,06 % des parts. Ce recours devrait être examiné prochainement par la cour d'eppel de Paris. Mettra-t-il un terme au fragile ermistice signé au début du mois per les différents ection-

DOMINIQUE GALLOIS

25-1-91 Diff.

- 79 - 30 - 138

Beits:

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valcuta

Fives Lille

8,3 Chob Médiner

DMC____

W.

Filatures, textiles

magasins

CFAO.

Gal Lafavette...

Alimentation	<u>n</u>		Métallurgie,		· Šarra
	25-1-91	Diff	construction	шесан	ique
Béghin-Say	565	- 25		25-1-91	Diff.
Bongrain BSN Carrefour Casino G. Perra Euromarché Gayenne-Gase LVMH Occid. (Gle) Olipar	2298 752 3371 137 2990 1025 3260 619 266,50 957	- 52 + 5 + 21 + 3 - 100 - 10 - 282 + 14 + 16	Alapi Dessault-Aviation De Dietrich Fivei-Lifle Penhoët Pengeot SAGEM Strafen, Facom Valco	360 462 1 392 162,50 446 437,10 1 448 910 326	+ 5 8- + 42 35,30 46 34,90 + 66 100
Promodés	2 010 1 224 1 190	+ 11 + 7 + 30 + 610	Bâtiment, tr	218	- 4 publics

Produits chimiques								
	25-1-91	Diff						
last Mérieux	3 310	+ 10						
Labo Roger Bellon	2 360	- 50						
Roussel-Uclaf	1 775	- 25						
Synthélabo	605	- 14						
BASF	700	 18						
Bayer	768	- 15						
Hoechst	704	- 25						
Imp. Chemical	87.50	- 0.2						

Labo Roger Bellon	1 2 360	1- 50
Roussel-Uclaf	1 775	- 25
Synthélabo	605	- 14
BASF	700	 18
Bayer	760	- 15
Hoechst	784	- 25
Imp. Chemical	87,50	- 0,20
Norsk Hydro	138	- 4
Pétroles		
	25-1-91	Diff.
RD Corner	92 58	. 0.50

Pétroles		
	25-1-91	Diff.
BP-France ELF-Aquitaine ESSO Primagaz Sogerap Total Exxon Petrolina Royal Dutch	92,50 279,50 647 670 360 572 262,50 1 604 376,20	+ 0,50 + 17,50 + 13 - 3 - 10 - 4 + 4,50 - 9 - 8,80

Hydro	138	- 4	Mines d'or, diamants					
roles				25-1-91	Diff.			
	25-1-91	Diff.	Anglo-American (1).	129 311	- 6 - 21,10			
quitaine	92,50 279,50 647 670 360 572 262,50 1 604	+ 0,50 + 17,50 + 13 - 3 - 10 - 4 + 4,50 - 9	Augold	61 94,55 54 13,65 36,60 19,10 41,40	- 2,10 - 2,15 - 1,10 - 0,20 - 0,70 - 1,70 + 0,60 - 6			
Dutch	376,20	- 8,80	(1)Coupon de 1,50	F.				

Bouygues Ciments franc...

Polict et Chaus.

I. Lefebyre.

SGE-SB.

Anglo-American (1) 129 - 6 Angold		25-L-91	Diff.	
(1)Coupon de 1,50 F.	Amgold Buf Gold M De Beers Drief Coas Gencur Harmony Randfontein Saint-Helena Western Deep		- 2,10 - 2,15 - 1,10 - 0,20	
	(1)Coupon de 1,50	F.		

4 - L10			
3,65 - 0,20 6,60 - 0,70 9,10 - 1,70	MARCHÉ LIB	RE DE	L'OR
9,10 - 1,70 11,40 + 0,60 - 6		Cours 18-1-91	Cotas 31-1-91
rvier 1991	Or fin filtr on huma] — filtr on huma! Piltr on human! Piltr firmpalie (20 ft.) Piltr states (20 ft.) Piltr states (20 ft.) Piltr states (20 ft.) a Piltr states (20 ft.)	63 300 63 900 426 430 480 386 386	81 200 61 250 408 375 446 361 360 448
-	o Sourcerije (Shaboth 6 o Degal-governie	815 371	481 371
- "	Frice do 20 dolhos	2 300 1 386	2 310 1 300
	- 50 pees	700 2.440	2 375
	- 71	611	100

cainc (C*)_

Pièce lettre (20 %) .	400	301
a Pièce terminante (350
Source	496	400
a Sourcesia Elizabet	BE 615	481
a Deplarmente	371	371
Files do 20 delhos	2 300	2310
- 10-dates	136	t 360
- 544m	790	880
- 50 peem .	2440	2 375
a - 20 mis	511	500
10 Series	375	367
5 - 5 mbles	Z/s	270
		2,4
- OHans d'es	ae seat colles qu	A to afaces
behalomedeks suppl	de sont control qu	
people achi-		
VALCIDETE	PLUS ACTIVE	MENT I
A WITCOUS IT	THUS ALTHE	DETAT
	TO ALL DEL ME	

	VALEURS LE TRAIT	PLUS ACTES AU RI	
		Note de .	Val. en cap. (F)
l t	Eurot. SA-PLC Alcatel Alst Eaux (G. des)	736 566	440 081 064 378 835 237 352 003 237
l 11	Peugeot SA ELF-Aquitaine Saint-Gobain	702 575	324 976 466 307 023 412
	Saint-Gobain Suez (C* de) LVMH MH	758069 906123 68048	269775006 251111777 234391293
	ACCOR	328 879 279 128	215 939 768 206 938 201
1	Ortal (L') UAP Laf. Connte	330 501	
	Lyon, E. Dura.		
	(°) De vendred 31 janvier 1991 is	dus.	

randio			ı-						_
Western	Deep	41,40 142	<u>+</u>	0,60	. [Cours 18-1-91	2
(1)Cou	pon de 1,50	F.							H
ATIF	tage du 25	janvier	1:	991	PS	Pièce bue cu suine	ren linged no (20 fc) paise (10 fc) (20 fc)	63 300 63 900 428 436 480 366 366 366 366 366 371	
ÉCHÉ	ANCES .				9.	cy letice (Přicy test svynia	20 %) Hence (20 %) .	366 486	l
is 91	Sept. 91	_	-			Denni gum	Einstein II	815 371	l
12,98	102,94		_		I F	- 10	ides	2 300 1 386	l
2,98	102,94	7	_		-	_	italiana p oorus	790 2.440	Į
					1 1 .	- 20		511	ı

Piles luties [20 ft.] 385	21
e Cou pileas d'ar ce seat colles qu'à i babboradales supplimentains.	

Nitre de taires cap. (F) Eurot. SA-PLC 10 083 432 440 081 064 Alentel Alst	VALEURS LE TRAITÉ	PLUS ACTES AU RE	
Laf. Coppee	Eurot. SA-PLC 1 Alcatel Alst. Earst (G. des). Peugeot SA. Peugeot SA. ELF-Aquitaine Saint-Gobain. Suez (C' de). LVMH MH. ACCOR. BSN. Ordal (L'). UAP Laf Coppee. Lyon. E. Durs.	Nitre de titres 0 0083 432 736 566 162 064 703 575 1 132 637 759 066 123 68 089 228 879 229 128 389 600 330 501 445 835 407 659	Val. en cap. (F) 440 081 064 378 835 237 352 993 237 352 993 237 352 993 237 352 993 237 111 775 198 735 690 172 417 720 159 873 497 156 414 487

	e Can pilens d'ar de sont couses qu'a in ac hebdoraedeire supplémentains.	
sį	VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)	r
7	Nore de Val. en titres cap. (F)	
	Emrot. SA-PLC 10083432 4400810 Alcatel Alst. 736 566 378 8357 Earx (G. des). 162 064 332 9932 Peugeot SA. 703 575 324 9764 ELF-Aquitaine 1132 637 307 022 4 Sainz-Gobain. 750 069 269 775 0 Suez (C' de) 906 123 251 1117 LVMH MH. 68 048 234 391 2 LVMH MH. 68 048 234 391 2 LVMH MH. 328 879 215 939 7 BSN 279 128 206 938 2 Oréal (L') 389 000 196 735 6 UAP 330 501 172 417 7 Lyf. Coppte. 445 835 198 737 6 Lyfon. E Dura. 307 059 156 4144	164 137 137 166 112 106 177 193 193 190 197
1	(*) De vendedi 18 janvier 1991 an jer	ď

olida	1 604 -	9	Wester	Decp	142	- 0
al Dutch	376,20 -	8,80	(1)Cou	pon de 1,50	F.	
		MA	ATIF			
lotionnel 10 Nombre de co			ourcen	tage du 25	janvie	r 1991
COURS			ÉCHÉ	ANCES .		
	Mars 91	jū	is 91	Sept. 91	7	-
mier	102,72	10	2,98	102,94		-
401	102,74	10	2,98	102,94	7	-
es	102,44	10	2,74	102,76	1	
nier	102,58	10	2,84	102,76		-
nnemeetics.	182 59	10	294	102 90		

DirE	LE VOLU	ME DES 1	RANSAC	TIONS (en	milliers d	e francs
58 ach.		21-1-91	22-1-91	23-1-91	24-1-91	25-1-91
50 7 7	RM Comptant	1 399 893	1 513 590	1 307 536	1 433 860	
12 49,50 12	R. et obl. Actions	11 334 391 150 699	10 227 632 66 267	5 261 107 58 642	8 804 407 120 258	
12 4,80 42	Total	12 734 284	11 807 489	6 627 285	10 358 525	
5,15 4	INDICES	S QUOTID	IENS (INS	EE base 100), 28 décemi	bre 1990)
5,50 25,50 1	Françaises . Étrangères .	102,1 98,0	101,3 97,9	100,} 97,1	102,2 97,4	<u>-</u>
5 0,80 11,90		(bas	se 100, 31 d	lécembre 19	81)	
11,90 5,60	Indice gén.	415,5	412,1	410,9	410,7	413,7
41		(bas	e 1 000, 31	décembre 1	987)	

| Indice CAC 40 _ | 1 553,57 | 1 548,64 | 1 522,39 | 1 553,77 | 1 563

And the second of the second o

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La Belgique diffère son emprunt

La Belgique, qui s'apprétait à lancer un grand euro-emprunt, a décidé de différer son projet. Ce pays enteodait lever pour l milliard d'écus d'obligations d'une durée de dix ans. L'émission était très attendue. Elle aliaît, pen-sait-on, inaugurer an énorme pro-gramme de fonds d'État libellé eo écus, dont les spécialistes estiment qu'il sera un des éléments marquants de eette anoée sur le mar-ebé internatinoal des capitaux. L'Italie, la France, l'Angleterre, le Danemark, l'Espagne, ool tous anonncé qu'ils allaient prochaine-ment lever des foods dans la devise européenne pour des volumes importants, et nombreux sont ceux qui pensent que l'Allemagne en fera autant.

Remettre à plus tard le laoce-meot d'une telle transactinn o'est pas une décisioo facile à prendre. Si les services de la trésorerie de Bruxelles s'y soot résolus, e'est qu'aucune des nombreuses bao-ques internationales qu'ils not eonsultées ces dernières semaines n'a su les ennvaincre que leur plao pourrait se réaliser saos difficulté dans la conjoncture actuelle.

Le volume raisonnable des onérations

Sans un tel rappel des incertitudes du moment, on pourrait faci-lement croire que le marché international se Irouve dans nne situation particulièrement favorable, L'activité d'emprents a repris dans presque tous les compartiments de l'euromarché. Il o'y a certes pas encore eu cette année de transactions publiques eo enrofranca français, mais cela ne sau-

On prévoit pour ce début de semaioe qu'un emprunt de 2 milliards de francs verra le jour pour une des meilleures signatures euro-

Globalement, toutes les émissinns noovelles ont été bien accecillies mais, il faut le préciser. le volume des opérations est demeuré raisonnable. Parmi les éléments qui expliquent la bonne tenue du marché, celui qui a en le plus grand impact en Europe a été l'éventualité d'une augmentation des impacts en Allemans. des impôts en Allemagne, telle que l'a évoquée le chancelier Kohl. La mesure serait de nature à apaiser les craintes d'un trop lourd endettement do gouvernement de Bonn. Elle a favorisé no spectaculaire redressement des cours des obliga-

tions en marks. La prochaine très grande émis-sion internationale pourrail bien être pour le compte du Trésor bri-tannique.

La bonne réputation d'EDF

Les modalités semblent en avoir déjà été presque toutes arrêtées, et de plus en plus on se fait à l'idée que la Banque d'Angleterre pour-rait elle-même rempiir le rôle de chef de file. Il est questinn d'oo chorme emprunt de 2 à 3 milliards d'écus, dont la durée pourrait aller jusqu'à dix ans.

D'ici que cette npération voit le jour, la Communauté européence devrait avoir sollieité le marché pour 260 millions d'écus pour uoe durée de cioq ans. Les foods soni destioés à la Hangrie; ils serool probablement mis à la disposition de ce pays sous une forme différente de celle seloo laquelle ils auront été levés. D'une rémunération à taux fixe, on passerait à taux variable. Le contrat de prêl à ce pays sera signé mardi 29 janvier. La prochaine émission de la Communauté est de celles qui plaiseol tout particulièrement aux eurobanquiers, car elle pourrait être aug-mentée à plusieurs reprises cette année, pour finalement constituer une importante référence, sans avoir jamais brusqué le marché.

Electricité de France a fait jeudi dernier une opération remarquée. Cet établissement public sollicitait pour la première fois le marché

international des capitaux, sans bénéficier de la garantie de l'Etat; il nvait, pour cela, choisi de se pré-senter en Suisse où il est considéré comme le meilleur des débiteurs étrangers de l'avis général. Son

opératinn oe lui a pas plus coûté

que s'il était venu sous couvert de

la Republique.

L'enseignement est précieux, il montre combien la réputation d'un débiteur est importante; celle-ci ne se mesure pas à la senie qualité de soo crédit telle que l'évaluent les agents spécialisés. Cet élément est évidemment décisif et si Standard and Poor's and Moody's n'avaient pas attribué à EDF leurs notes les plus élevées, l'emprunteur n'aurait eertes pas pu obtenir d'aussi bonnes conditions. Mais il est également pen vraisemblable qu'il y soit parvenn s'il n'avait depuis des années coovaince les investisseurs de sa profoode connaissance du marché qui fait de pratiquement toutes ses opérations en francs

suisses des emprants de référence.

Sa dernière transaction a d'ailleurs pleinement joué ce rôle, Son lancement a précipité l'arrivée dans soo sillage de Irois autres débiteurs de premier plan, les Banques inter-américaine et asiatique de développement, aiosi que la République d'Irlande. Chaeune a do offrir aux investisseurs un rendement plus élevé qu'Electricité de France, dno! les obligations d'une durée de dix ans sont émises à 101,75 % du pair, et seroni rému-nérées à 7,125 % pendani ao moins sept ans. L'émetteur s'est en effet ménagé une possibilité de sortie à partir de 1998, mais, à son gré, il punrra prolonger sun empruni jusqu'à 2001. L'affaire étail placée sous la directino de l'Union de banques soisses. Ce montant de 150 millions de francs helvétiques permel de satisfaire à près d'uo tiers de son programme d'emprunts étrangers pour cette

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar remis en question

Fini le «dollar de guerre», valeurrefuse, du moins pour l'instant. Les Scud ont besu s'abattre, isolément, sur Israël et l'Arabie saoudite, et le nerre des bomberdements rouler sur le désert, les cours de la devise américaioe retombent inexorablement vers leurs niveaux du 15 décembre dernier, un mois avant l'expiration du délai donné par l'ONU à M. Saddam Hussein pour évacuer le Kowelt. A cette époque, le dollar valait 1,4840 deutschemark et 5,05 francs; il vient de retrouver ces valeurs, après avoir poussé une pointe à près de 1,55 deutschemark

ct 5,25 francs. Il est vrei que, cette semaine, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, a annoncé clairement la conleur : les taux d'intérêt vont baisser aux. Etats-Uois, e piutôt vite que trop tardo, a-t-il précisé, ceci pour conjurer la chute du PNB américain (-2,6 % au quatrième trimestre 1990, en attendant un nouveau recul de 1,7 % ao premier trimestre

Avec cette baisse, le taux des pen-sions accordées aux banques par la Réserve fédérale, déjà ramené de 7 % à 6,75 % à la fin de 1990, pourrait fléchir à 6,50 % assez rapide-ment, certains le voyant tomber à 6 % d'ici ao printemps prochain (il faudrait, en ce cas, réduire uoe nou-

velle fois le taux de l'escompte fédéral, abaissé de 7 % à 6,50 % en décembre dernier, puisque ce taux de refinancement préférentiel pour les banques ennstitue nn

Mark fort

Etant donné que le taux d'infla-tion américain s'établit actuellement à 6 %, on voit que la rentabilité, en termes réels, hors inflation, des placements étrangers en dollars risque de s'amenuiser dangereusement, ce qui n'est pas de nature à soutenir les cours de la devise américaine.

Dans le même temps, la Banque fédérale d'Allemagne, par les voix de son présideot, M. Kari-Otto Poehl, et de l'un de ses directeurs, M. Hans Tietmeyer, a réaffirmé qu'elle voulait un mark fort pour 1991. Elle « fera tout ce qui est en son pouvoir pour préserver la stabilité du mark, même si sa position devait être inconfortable et ne pas être opprouvée partout », a martelé M. Poehl, auquel a fait écho M. Tietmeyer, qui n'a pas maché ses mots en s'adressant aux partenaires de l'Allemagne ao sein du système monétaire européen : ces derniers devront choisir entre la stabilité de leurs monnaies au sein do système ou la diminution, souhaitée par eux et fort oécessaire, de leurs taux d'inlérêt. Pour se justifier, MM. Poehl

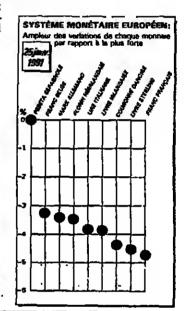
Cours moyens de cloture du 21 Janvier au 25 Janvier 1991 (La liene inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	France français	Frunt	D.mark	Franci	Florin	Liro Italiann
New-York	1,9576	-	19,7433	79,36	67,0915	3,2573	59,5238	0,08928
Man-10ar	1,9306	-	19,4439	78,62	66,0938	3,2082	58,6510	B,0878
Peris	9,9122	5,0650	-	491,98	339,81	16,4983	301,48	4,5223
-	9,9259	5,160		404.32	139,92	16,4998	301,64	4,5193
Zarich	2,4658	1,2600	24,8766	_	\$4,5353	4,1042	75,0000	1,125
	2,456	1,272	24,7326		84,6713	4,9508	74,6841	1,1117
Franciert	2,9169	1,4905	28,4274	[12,29	-	4,8550	88,7202	1,3368
HILLIAN	2,9200	1,5130	29,4136	118,95	-	4,8540	88,739	1,3295
Brandes	60,0799	38,70	6,0612	24,3690	20,5971		18,2738	2,7410
	62,1581	3L,17	6,0606	24,5047	20,6814		18,2815	2,7390
	3,2877	1,6850	33,1688	1,3333	(1271	5,4723	-	1.500
Printerden	3,2904	1,7050	33,1518	1,3464	112.68	5,4700	_	1,4982
-	2191,34	1120	721,12	584,88	751,428	36,4820	666,66	-
	2196,34	1138	220,49	854,65	757,148	36,5895	667,45	-
Toloro	258,51	132,30	26,1204	165,00	88,7621	4,3094	78,7564	2,1181
	258.M	133,70	25,965	105,11	88,3675	4,2893	78,4164	0,1174

magne jnue le rôle de « locomotive économique » en Europe, sous-entenpayer le prix. On ne peut être plus

Tous ces propos semblent être en contradiction avec ceux tenns à l'issue de la réunion du groupe des Sept (G 7) eu début de cette semaine, suivant lesquels le niveau do dollar semblait «opproprié» (M. Pierre Bérégovny et M. Pochi). Déclarations qui o'oot en aueun effet sur les marchés des changes dans la mesure, précisément, nù aucun accord véritable n'a pn être obtenn sur l'barmonisation des niveaux de taux d'intérêt. Ces der-niers vont diminuer aux Etats-Unis, comme on l'a vu, tandis qu'en Alle-magne le même Hans Tietmeyer a réaffirmé qu'ao mieux ils ne fléchiraient pas. Le résultat est facile à deviner : le dollar risque de battre à onuveau ses records de baisse, à moins de 1,46 deutschemark.

A Paris, le cours du mark s'est maintenu un peu au-dessous de 3,40 francs, dans un marché « mort », l'annonce d'un déficit commercia de 10 milliards de francs en décembre n'ayant eu aucun effet.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un vent d'optimisme

Nonobstant la guerre du Golfe, les Scud et les incertitudes du combat terrestre à venir, un vent d'optimisme a soufflé à couveau cette semaine sur les marchés financiers et mondiaux, qui, à tort ou à raison, ont le senti-ment, il est vrai de plus en plus justi-fié, que les taux d'unirêt vont baisser ne, que les tant d'innetet van busset partout, sous l'empire de la nécessité. Les bénéfices des sociétés peuvent flé-ehir – ils ont déjà commencé de le faire, ce qui déprime les Bourses de valeurs - mais les économies vont avoir besoin d'une diminution du loyer de l'argent pour retrouver un

C'est vrai pour les Etats-Unis, où les dirigeants de la Réserve fédérale ont annoncé sans se cacher une pro-chaine baisse du loyer de l'argent, ce qui a consolidé la baisse des readements des bons du Trésor américains, ramenés la semaine dernière de 8,40 % à 8,19 % pour l'échéance à trente ans, taux iochange cette semaine. C'est vrai, aussi, pour l'Eu-rope où tout le monde est accroché à l'Allemagne, pays réputé dur jusqu'à présent. Certes, les dirigeants de la Bundesbank excluent toute baisse des Bundesbank exchaent toute basse des taux, et cette semaine, ont même du accorder des pensions à court terms à plus de 8,60 % en nouvelle hausse, mais les marchés commencent à prendre le vent et, à la veille du week-end, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans (Bund) était revenu aux envi-rons de 8,63 %.

Nouvelle étape à la baisse

A Paris, également, ce vent d'opti-misme n souffié, le rendement de l'OAT à dix ans qui, la semante der-nière, nvait déjà fléchi de 9,90 % à 9,65 %, franchissait une nouvelle étape à la baisse à 9,53 %, presque un retour complet au niveau de la retour enumplet au niveau de la fin juillet 1990, juste avant le déclen-chement de la crise du Golfe.

Les coms du MATIF ont, eux aussi, pris le vent : eelui de l'échéance mars était à 100,70 il y a quinze jours, à 101,70 la semaine dernière et à 102,70 à la veille du weekend, en route vers les 104 estiment certains. Peut-être, bien que de nombreux analystes estiment que la première vague de baisse des rendements pourrait s'essouller en attendant la seconde. Les taux à court terme à Paris demeurent très tendus, plus de 10 % en fin de semaine, bien qu'ils commencent à se détendre sur six mois, et l'inversion des taux s'est rêtablie : toute baisse du loyer de l'aspent au jour le jour à l'inifiaire de la genque de France se heurtessit aux d'achats de 1988. Les cours de MATIF ont, eux aussi, pris le vent : eelui de l'échéance mars était à 100,70 il y a quinze jours, à 101,70 la semaine dernière et à 102,70 à la veille du weck-

nécessités de la défense du franc, dont la terme est toujours pen satisfaisante vis-à-vis d'un mark trop fort, dopé par les taux allemands.

De plus, l'écart eintre les taux à dix ans à Paris et à Francfort est retombé à 0.85 point au comptant et 0,7 point à terme, au plus bas depuis quinze ans, comme en jain dernier. La pour-suite de sa diminution va être plus difficile, bien que possible. Il faudra, sans doute, attendre une confirmation de la détente dans le monde pour permettre aux rendements longs de revenir à Paris à 9 % et même moins, 8,50 %, comme au début 1989.

8,50 %, comme au début 1989.

Mais, dans l'immédiat, on vnit revenir sur le marché des obligations des investisseurs qui s'étaient abstenus en 1990, préférant se placer à court terme et craignaint, maintenant, de rater le train de la baisse des taux et de la hausse des cours. Le marché obligataire primaire (à l'émission) a bénéficié de ce vent d'optimisme, surtout au cours des deux derniers jours de la semaine. La Caisse de refinancement hypothécaire, a, ainsi, pu lever assez aisèment l milliard de francs en trois tranches, deux à 10,60 % nominal et 9,94 % en rendement réel, et une à 9,5992 %. Floral-Crédit local de France, de son côté, a placé sans problème une tranche de 1,2 milliard de francs au rendement réel de 9,94 %, sons le patronage de la BNP et de la Commenciament de Crédit segricole. sous le patronage de la BNP et de la Caisse nationale de Crédit agricole.

Caisse nationale de Crédit agricole.

L'auxiliaire du Crédit foncier a
émis un emprunt de 1 milliard de
francs, garanti per sa maison mère, à
10 % nominal et 10,07 % réel, qui a
reçu un bon accueil. Enfin, le Comptoir des entrepreneurs s'est procuré
800 millions de francs à 10,30 et même 10,41 % avec toutes les ris-tournes sur commissions. Bref, une assez bonne fin de semaine, avec des perspectives nettement plus riantes.

Davantage que le déficit budgétaire français

Cela revient à dire que l'étranger, en 1990 comme en 1989, a financé l'intégralité, et même davantage do déficit budgétaire français, combiant, également, le déficit de notre balsuce des paiements et les achais de devises pour les investissements français à l'étranger. Ce phénomène est bénéfique pour le franc, dont le cours est ainsi soulenu, et pour le financement des dépenses de l'Etat, mais il alour-dira, par la suite, le déficit de la balance des paiements au protata des intérêts à verser aux détenteurs étranintérêts à verser aux octenteurs etran-gers d'emprunts de l'Etat français. Fin octobre 1990, le stock d'emprunts de l'Etat français déteno par l'étranger s'élevait à 254 milliards de francs, d'oat, 111,2 milliards de francs de BTAN et 17,5 milliards de francs de BTF, soit un pen moins de 20 % de l'encours des OAT, qui, fin 1990, atteignait 650 milliards de francs, en augmentation de 137 milliards de francs sur 1989 et 25 % de celui du

De 1981 à 1990, le pources la dette à long terme de l'Etat par rapport à sa dette totale est passé de 27,02 % à 45,84 %. Cette évolution reflète une très nette consolidation de cette dette publique, dont le total s'est élevé de 500,4 milliards de francs en 1981 à 1 780 milliards de francs en

A cet égard, il est intéressant de A cet égard, il est intéressant de noter que la dette publique en question représentait 15,81 % du produit intérieur brut (PIB) en 1981. Ce pourcentage a augmenté graduellement pendant les années 1980 en raison du gonflement du déficit hudgétaire, pour atteindre, vraisemblablement, un pic en 1990 avec 27,4 % du PIB et redescendre à 26,8 % en 1991 si le montant do déficit hudgétaire, en diminution relative en 1989 et 1990, n'augmente ras trop, avec une dette n'augmente pas trop, avec une dette publique atteignant 1 840 milliards de francs.

Dans les années qui viennent, l'Etat français devra faire face à une augmentation des rembnursements d'OAT, qui se sont maintenus à 27 milliards de francs en 1989 et 1990, mais anorceront une montée au dessus des 50 milliards de francs à partir de 1993. Ce gonflement sera plus facile à absorber que celui des intérêts de la dette, dont le versement est pris en charge par le budget, et qui va représenter une part crossante de son déficit, au détriment des autres postes : une préoccupation pour les ministres des finances et du budget dans les années à venir, et une marge de manœuvre plus limitée.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les malheurs de l'argent

« Si l'argent ne fait pas le bon-heur, vendez-le l », semblaient dire cette semaine les courtiers en métaux précieux, déploraot la baisse sensible des prix autour de 387 dollars l'ance, leur nivezu le plus bas de ces vingt dernières années en termes réels. La perspective d'une guerre longue et les risques de récession dans les pays industrialisés, aux Etats-Unis principalement, not enntribué à dis-qualifier un métal qui réagit désormais peu aux phénuménes spéculatifs et au mythe de la « valeur refuge ».

Les npérateurs considèreot aujourd'hui l'argent comme uoe matière première industrielle, dont l'évolutino obéit avant toot aux données de l'offre et de la demande, et aux anticipations sur la santé de l'économie moodiale. Les détenteurs privés de barres d'argent o'out pas cessé de désinvestir an cours de ces dernières aonées, une tendance que les achats de pièces enmmémoratives du Trésor américain ont été loin d'inverser. On verra bientôt si le 500 anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et la frappe d'une munnaie « olympique » pour les Jeux

PRODUITS	COURS DU 25-1
Cuivre b. g. (Londres)	1 210 (- 59)
Trois mois	Livres/tonne
Alembrium (Louber)	1 503 1– 66)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Landres)	8 525 [+ 58]
Trois mois	Dollars/tonne
Sacre (Paris)	289,3 (- 1,2)
Mars	Francs/tonne
Cafe (Londres)	538 (- 19)
Mars	Livres/toque
Caceo (New-York)	I 148 - 46)
Macs	Dellars/tenne
Blé (Chicago)	255 (+ 1,5)
Mars	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	242 (+ 1,75)
Mars	Cents/boissess
Soja (Chicago)	162,89 (- 5,6)
Mars	Dollars/t. courte

d'Albertville de 1992 soot eo mesure de réveiller l'appétit des

En attendant, les professionnels se montrent pessimistes. Dans sa dernière étude consacrée à l'argent, la firme américaine Shearson Lebman Brothers estime que les cours devraient continuer à se dégrader durant le premier semestre 1991, avant de se raffermir quelque peu, pour rester dans un ecoloir com-pris entre 3,75 dollars et 4,5 dol-lars l'once. Sur l'ancée, une baisse des prix de 15 % est attendue, sans que les capacités de productions miniéres eo activité soient diminuées pour nurant (sauf, peut-être, sur quelques sites marginaux des Etats-Unis). L'offre de métal est en effet inélastique au prix de l'argent dans la mesure où celui-ci est souveot le sous-pradait d'antres métaux comme le cuivre, le plomb

Progression inexorable

Depuis 1982, les stocks de métal n'oot eessé de s'accroître pour atteindre quelque 23 000 tranes, l'équivalent de dix-sept mois de eonsommation... Or, «à court terme, précise Sbearsoo Lehman Brothers, la production d'argent va poursuivre sa progression apparem-ment inexorable, pendant au moins deux ans v. Pour beaucoup de pays en développement comme le Pérou et le Mexique, l'argeot est une source ooo négligeable de res-sources en devises. Depnis 1987, phisiques autres revs d'Amérique plusieurs autres pays d'Amérique latine, comme la Bulivie et le Chili, ont aussi accru leur extrac-tioo. Mais l'angmentatioo ia plus spectaculaire est venue des Etats-Unis, dont la production est passée de 1 240 tonnes à 2 172 tonnes entre 1987 et 1990. Il est probable qu'en 1992 l'Amérique aura ravi au Mexique sa place de premier producteur mondial d'argent.

Certes, la production minière mondiale (11 870 tonnes en 1990) est nettement inférieure à la er une part crossante de au détriment des autres des préoccupation pour les is finances et du budget ées à venir, et une marge et plus limitée.

FRANCOIS RENARD

Mais (Clingé) 242 (+ 1.75) demnnde, estimée l'an passé à demnnde, estimée l'an passé à 15 023 tonnes. Mais il faut compter avec la production secondaire, oée du recyclage, qui a atteint 4 935 tonnes en 1990. L'excédent annuel s'alourdit ainsi de plus d'un millier de tonnes par an La pénn-

baisse des prix de l'argeot et le caractère assez polluant de la récupération (ootamment l'incideration de papier photographique) devraient cependant cotraîner nn ralentissement de cette activité.

Quant à la consommation industrielle, priocipal débouché de l'ar-geot-métal, elle reste à 40 % tournée vers la photographie. Il semble en revanche que les secteurs des enntacts électriques et électroniques consomment des quantités de moios en moios importantes de matières premières. Globalement, la demande iodustrielle de métal entre 1987 et 1990 a augmenté de 4,4 % par an. La enusommution a retrouvé ses volumes du début des années 70. Pour 1991, Shearson Lehman Brothers prévoit que les «enlèvements» d'argent à des fins industrielles o'augmenteront que de 1,6 %.

ERIC FOTTORINO

Production record d'ainminium. - La production occidentale d'alu-1990 son plus haut niveau depuis 1973 pour s'établir à 1,229 million de tunoes, soit 43 000 toones de plus qu'en novembre.

DE Etats-Unis : Vingt-et-un courtiers inculpés pour manipulation des cours. - Trois firmes d'ioves-tissements américaines (Wakefield Financial Corp, Kelly Trading Co. inc. et G. K. Scott and Co.), et 21 eourtiers en bourse ont été inculpés mercredi 23 janvier pour des maoipulatinus de cuurs visant à faire mooter artificiellement le prix de certaines actions cotées à Wall-Street. Lorsque les eours étaient assez hauts, ils revendaient les actinus en empochant les bénéfices. Ces manipulations se sont déroulées entre septembre 1987 et février 1990 coûtant aux investisseurs plus de dix millions de dol-lars. – (AFP.)

Le Monde Publicité financière 45-55-91-82, poste 4330

« Comment expliquer qu'un officier qui gagne moins de 2 000 dollars par mois puisse se faire construire une

villa huxueuse et offrir une BMW à sa

femme?», unte un coopérant. Comme le trafic de drogue, la contre-bande est devenue l'une des princi-

pales activités dn pays. Les trottoirs

de Port-su-Prince sont encombrés de

caisses de whisky et de parfirms bon.

marché taxés « personnellement » à

l'importation per certains hauts gra-

des, « Comment s'étonner que la cor-

ruption alt gagné l'armée alors que

les dirigeants eux-mêmes étaient cor-

rompus?» s'interroge Jean-Bertrand. Aristide. «Le respect de la loi, étayé

par une moralité transparente, ra

nous permettre de limiter le champ de

la corruption tant à l'intérieur de l'ar-

mée que dans la nation», ajonte le président fin.

Les coups d'État militaires, les

affrontements internes et les purges

ont beaucoup affaibli l'armée denuis

cinq ans. Deux des principales uni-tés, le bataillon des Casernes Dessa-

lines et le corps des Léopards, ont été

dissoutes an printemps 1989 après

s'être rebellées contre le président

d'alors, le général Prosper Avril. Sans

compter les «chefs de sections rurales» et leurs supplétifs, l'armée

haîtienne ne compte que 7 000 hommes mal équipés. L'article de la

Constitution qui prévoit la sépara-

tion de l'armée et de la police n'est

de l'ordre est encore trop souvent

assuré par des militaires pen entraînés à ce travail et dotés

Dans la troupe, chez les « petits

soldats» qui se sont manifestés à plu-

sieurs reprises so cours des dernières

années, l'influence du Père Jean-Ber-

trand Aristide n'a cessé de grandir.

Reste à savoir si les officiers supé-

rieurs sont décidés à faire le ménage

d'armes de guerre.

jours pas appliqué et le maintien

HAÏTI: avant la visite du Père Aristide à Paris

L'armée en voie de « démocratisation »

Le président élu de Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide. était attendu lund! 28 janvier à Paris, pour une visite de querante-huit houres. !! devait avoir un entretien avec M. Mitterrand. świvi d'un déjeuner à l'Elysée, et des conversations evec le premier miniatre, M. Michel Rocard, lea ministres des affaires étrangères et de le coopération, MM, Roland Dumas et Jacques Pelletier, et le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La querre du Golfa..... 2 à 8 Le maintien de l'ordre en URSS Des petrouilles mixtes ermés-

milice dans les grandes villes... 9 Les migrations en Europe

SOCIÉTÉ

M. Nallet en Corse

Installation du nouveeu procureur général de Bastis...... 10 Livres politiques La chronique d'André Laurens . 10

CULTURE

Solti et Mozart au Théâtre des Champs-Elysées

Georg Solti e dirigé les Noces de Figuro au Théâtre des Champs-Elysées, en concert pour un enre-

HEURES LOCALES

 Les cadres territoriaux terrés par le privé • Le rural en campagne • Les promoteurs font leur pelote sur la côte basque • Mareille libère des hectares e La Sevne met son avenir en chartier Le décentralisation ettaint le Pacifique sud...... 13 à 15

ÉCONOMIE

La récession aux Etats-Unis Très faible progression du PNB

Conjoncture morose en France Pessimisme des industriels et des

consommateurs Une société anonyme

ouropéenno Le Parlement adopte le projet de Revue des valeurs..

Crédits

Grands marchés .. Services

Carnet
Météorologie Radio-Télévision La télématique du Monde :

3615 LEMONDE Le mméro du « Monde » daté 26 janvier 1991 été tiré à 601 993 exemplaires

En raison de l'actualité la parution de la page « Dates » est reportée

de notre envoyé spécial A plusieurs reprises, depuis sa triomphale élection en décembre dernier, le père Jean-Bertrand Aristide a évoqué la « mariage historique entre le peuple et l'armée». Il n salué l'action des militaires qui ont mis fin à la tentative de coup d'Etat de l'ancien chef des « tontons macoutes », Roger Lafontant, le 7 janvier demier. Pourtant, l'artitude de l'armée mi cours de ces événements sandants et cours de ces événements sanglants et son comportement à venir continuent de préoccuper nombre d'Haî-tiens, y compris dans l'entourage du président éto.

Jean-Bertrand Aristide aborde cette question délicate avec pru-dence. La démocratisation de l'armée e est un processus en marche, même si l'impunité dont bénéficient les « macoutes » demeure un problème grave», dit-il. Tout récemment, il s'est efforcé de calmer les inquiérudes qu'avaient fait naître chez cer-tains hauts gradés les propos d'Evans Paul, l'un de ses principant lieute-nants, étu maire de Port-au-Prince. A la mi-janvier, Evans Paul avait dénoncé « l'anarchie » régnant en sein de l'institution militaire et sommé l'état-major de démissionner on d'engager des réformes avant le on d'engager des rétormes avant le 7 février, date de l'investiture du nouveau président. Selon le quotidien officiel l'Union, le président élu e pris soin de préciser que son comportement à l'égard de l'armée serait guidé par la Canstitution; il s'est déclaré partisan du «dialogue pour réduire les tensions».

Massacres

dans les campagnes Un grave incident survenu à la mijanvier à Gervais, village située à une centaine de kilomètres au nord de Port-eu-Prince, a alimenté la polémi-que sur le rôle des militaires dans les campagnes. Douze personnes en moins ont été tuées et plus de quatre cents maisons incendiées au cours d'affrontements entre deux groupes de paysans se disputant des terres appartenant à l'Etat. Le président élu a ordonné la constitution d'une com a croome is consumition of the com-mission d'enquête qui s'est rendue sur les lieux : les habitants de Ger-vais lui ont affirmé que des soldats de Saint-Marc, une ville proche, ont participé au massacre. La présidente de la commission, Ma Monique Brisson, e promis que les coupables « quels qu'ils soient seront châtiés, conformément à la loi ».

Depuis la chute du dictateur Jean-Clande Duvalier, les conflits, souvent sanglants, se sont multipliés dans les campagnes où vit plus de 70 % de la population haitienne. En juillet 1987 plus de deux cents paysans out été sauvagement massacrés à Jean-Ra-bei, au nord-ouest du pays. En mars de l'année dernière, plus d'une tren-taine de personnes ont été tuées au cours de trois incidents séparés, dans la vallée de l'Artibonite et au sud d la capitale.

Chaque fois, les rescapés ont mis en cause les «grandons» (gros pro-priétaires terriens, en créole) et les «chefs de sections» qui sont nommés par l'armée et gouvernent les campagnes. Jusqu'à présent, les responsa-bles de ces massacres n'ont pas été inquiétés, et les autorités, tant civiles que militaires, n'out fait aucun effort pour tirer ces événements au clair, si l'on en croit un récent rapport de deux organisations américaines de défense des droits de l'homme, la Coalition nationale pour les réfugiés haîtiens et America's Wetch.

O Nomination à la Cour des comptes. - Le Journal officiel du jeudi 24 janvier a publié un décret du président de la République portant plusieurs numinations à le Cour des comptes, dont celle de M= Michéle Védrine, épouse dn porte-parole de l'Elysée, qui est nnmmée, au tour axtérienr. ennseiller référendaire de deuxième classe. M= Védrine occupait jusqu'à présent, en qualité de médecin-chef de service, à la Caisse nationale d'assurance-maladie, un poste assimilé à des finctions d'administration publique qu'elle continuera d'exercer à la Cour des comptes.

□ ESTONIE : les ayadicalistes suédnis seraient morts de froid. -Les deux syndicalistes suédois, dont les carps ont été retrouvés, jeudi 24 janvier, près de Tallin, capitale de l'Estonie, sont morts de froid, a déclaré le responsable de l'enquêta, M. Eno Kure, de la police estonienne, après l'eutopsie effectuée vendredi.

CHAMPS St Mende ÉCONOMIQUES

A Port-su-Prince, les discussions tournent antour du rôle réel ou supposé de divers officiers supérieurs dans le complot fomenté par Roger Lafontant. L'état-major a publié les nnms de douze nfficiers et soldats impliqués dans la tentative de coup d'État. «A part un lieutenant-colone à la retraite. Gérard Louis, il s'apit de menu fretin », commente un proche du Père Aristide. « Benucoup d'auditeurs appellent pour nous faire part de leurs doutes sur la version présentée par l'armées, affirme Liliane Pierre-Paul, journaliste à Radio-Haîti-Inter. «Si la population ne s'était pas massivement et spontanément soulevée des l'annonce du coup d'État, on peut se demander si l'armée aurait réasi comme elle l'a fait », ajoute-t-elle. Le commandant en chef, le général Hérard Abraham, n'est pourtant pes mis en cause personnellement. Au moment où Roger Lafontant s'emparait du Palais national, il attendait, en civil, son épouse à l'aéroport de Port-au-Prince et, selon divers témoins, ne paraissait pas au commit de ce qui se préparait.

Drogue et contrebande

« Encadrée par les « bérets bleus » des Nations unies et poussée par les bassades occidentales, l'armée a joué le jeu de la démocratie. Ce qui ne veut pas dire qu'elle accepte que les civils mettent leur nez dans ses affairers, note un expert de l'institutinn militaire. Lors des récents « déchouquoges » (pillages), des documents compromettants out été trouves. Par exemple, la copie d'un rapport confidentiel sur la participation d'infficiers ao trafic de drogue. Ce document, rédigé à l'intention do département d'État américain, confirme l'ampleur des déglits causés par le trafic de cocaîne au sein de l'armée haltienne.

Le Front national

condamné

pour usage abusif

du mot « sida »

de notre bureau régional

dredi 25 janvier, le juge des référés du tribunal de grande instance de Lyon a

condamné le Front national au retrai

immédiat de toutes ses affiches fai-sant référence au sida, « en quelque

diction, pour a trouble manifestement illicite à l'ordre publica, vise aussi des

tracts et est assortie d'une astreinte de 1 000 francs par infraction constatée.

Les six associations qui s'étaient constituées partie civile reçoivent le franc symbolique et obtiennent la publication de la décision dans cinq

journaux. Le même jour, le juge des référés avait ordonné l'arrêt de la dis-

tribution de tracts dn FN scion les-

quels le RPR était favorable au droit de vote des immigrés.

Sur les affiches, les initiales de qua-

tre «maux», déclinés horizontale-ment – socialisme, immigration, dro-gue et affairisme, – formaient verticalement le mot «sida». Cette

utilisation de nom d'une a maladie

évolutive grave » comme « épouvan

tail » et les « pernicieux » rapproche

ments d'idées – explicités par des tracts – qu'elle suggère, avaient décidé trois associations lyonnaises de lutte contre le sida – l'ALS, Système D et Sida-Solidarité, – rejoinles par trois associations de lutte contre le raciame – le MRAP, la LICRA et SOS-

Racisme - à saisir le tribunal des réfé-

Pour M. Alain Jakubowicz, qui avait plaidé, mardi 22 janvier, pour ces six associations, «de même qu'un

Le Japon prépare des mesures contre la flambée des prix de l'im-

mobilier. - Le gouvernement japo-nais a approuvé vendredi 25 jan-

vier, en conseil des ministres une série de directives visant à limiter

la hausse des prix des terrains afin

de permettre aux ménages à reve-

nux moyens d'acheter leur loge-

ment dans les zones urbaines.

rés de Lvon.

sion de l'esprit ».

Par une ordonnance rendue ven-

JEAN-MICHEL CAROTT La guerre du Golfe Sept chasseurs bombardiers irakiens se posent en catastrophe

en Iran Sept chassears bombardiers ira-icens se sont posés en catastrophe en Iran, samedi 26 janvier en fin de matinée, a annoncé Radio-Téhéran citant un communique du Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance de décision politique

en Iran.

Le communique n'indique pas le lieu où ces appareils se sont posés ni les raisons pour lesquelles ils ont attent en Iran. Les observateurs n'exciuent pas qu'il s'agisse d'une défection. Un avion a pris feu en se possint tion. Un avion a pris feu en se posant et a endomnagé deux autres appareils qui se posaient en nième temps que hii, indique le communiqué.

Autre précision donnée par le Conseil de sécurité: «Arant midi des arians militaires iraliens ont paru à trois reprises dans le ciel iranien et demandé à pouvoir atterrir en situation d'urgence. A leur appartition, des arions de l'armée de l'air iranienne ont décollé ».

Le communiqué ajoute que les pilotes des chasseurs irakiens sont actuellement interrogés. Il rappelle que l'Iran a adopté une position de stricte neutralité face au conflit. — (AFP.)

A Bonn Une manifestation pacifiste rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes

Des dizaines de milliers de mani-festants venus de toute l'Allemagne nni commence à se rassembler samedi 26 janvier, à Bonn pour pro-tester contre la guerre dans le Goife, a annoncé la police.

ces six associations, ale meme qu'un génocide n'est pas un meurtre, qu'un SS n'a jamais été un CRS et qu'un four crématoire ne sert pas qu'à faire de mauvais calembours, il jaut préserver son sens particulier à ce nouveau mot de notre vocabulaire». L'appel à la manifestation n été signé par une conquantaine d'organi-sations et de partis, doat le parti-social-démocrate (SPD, opposition), « Que pourrions-nous dire lorsqu'on évoque à notre propos la peste brune, le cancer ou la gangrène de la droite?», avait répondn M. Bruno les Verts (écolo-pacifistes) et la puis sante fédération syndicale DGB, ainsi que par l'évêque de l'Eglise pro-Gollmsch, député européen, conseiller régional et leader local du FN, en testante de Berlin-Brandebourg Gotaccusant ses détracteurs de « pervertfried Forck, qui devait prendre la parole dans l'après-midi. ROBERT BELLERET

Cette manifestation, la plus impor tante organisée depuis le début du conflit dans le Golfe, a provoqué une vive polémique parmi les responsabies politiques. Le chancelier Helmut Kohl a lancé vendredi une mise en garde aux manifestants pour qu'ils ne perdent pas de vue le véritable res-ponsable de la guerre et qu'ils restent conscients de l'image de l'Allemagne que de telles manifestations créent à l'étranger.- (AFP) La finale du Super Bowl perturbée par le Golfe

Giants contre GI's: une nouvelle guerre télévisée

WASHINGTON

correspondance Pendant vingt-quatre heures, dimapche 27 janvier, les Améri-cains vont peut-être changer de néros... Leur affectueuse attention risque de déserter les pilotes, qui, seinn leur expression, «font leur boulot», pour se concentrer sur les équipes des Giants de New-York et des Bills de Buffalo, qui doivent s'af-fronter à Tampa (Floride) pour la grande finale de footbell

Des dizaines de millione d'Américains vont passer leur après-quid rivés à leur poste de télévision pour suivre le Super Bowl et le grand apectacle hollywoodien qui accompagne les joueurs casqués et caparaconnés, plus protégés des coups que les bidasses dens le désert. Une balle guerre des écoutes en perapective : Giants contre Gl's - ce sera le plus grand, duel télévisé de la

Menace terroriste

Etant donnée la menace terroriste, les organisateurs de la finale avaient un moment songé ajourner le match, mais, soucieux de souligner que les Américaine devaient ignorer le danger et ne pas se sentir prisonniers » du conflit du Golfe, le président Bush e insisté pour que le grande fête amuelle du football ait lieu à la data prévue. George Bush est d'ailleurs sûrement le plus sportif des présidents du demi-siècle. Il joue au golf, au welleyterrain de squaeh), le tennis remplit sa vie... En outre, ce fut capitaine de l'équipe de Yale et champion universitaire en (948) emprunte dens ses disenurs beaucoup d'expressions su football. Ainei, pour décrire le guerre ou les luttes politiques intestinee, il perle anuvent de dage » (gagner du terrain), de r blocking » (blocage)...

Depuis une semaine, le stade de Tampa est entierement fermé. Des précautions exceptionnelles ont été prises, et le nombreuses restrictions, au point que le traditionnel dirigeable qui annonce l'événement ne pnurra prendre l'air. Les employés du stade portent des bracelets de couleur qui leur permettent d'entrer, male la couleur change chaque jour ... Quent aux spectateurs, toujours. bnulimiques et hyperactifa durant le match, ils ne pourront sa munir comme à l'ordinaire de postes de radio miniatures; de paraphries, de bouteilles et de conserves. Les quelque deux mille cinq cents journelistes admis sur le terrain devront. comme les spectateurs, passer par les portiques de détection, plusieurs foie à cette épreuve. comme la fameux Theysman ancienne vedette de l'équipe de Washington. Celui-ci eut du mal à conveincre la police qu'il porteit encore la broche de métal dana sa jambe, cassée il v e cinq ans dans un march contre

HENRI PIERRE

A Paris

Attentat au siège du journal «Libération»

Una explosion d'origine criminelle a provoqué des dégâts, samedi 26 janvier an matin, vers 5 beures 10, an siège du quotidien Libération à Paris (troisième arrondissement). L'entrée et le hall du bâtiment not été sécieusement endommagés. Trois employés do jnurnal, présents sur les lieux au moment de la déflagration, ont été légèrement commotionnés.

Un tract non signé, abandonné sur place par les anteurs de l'atten-tat, dénonce e la dérive » de Libération, « du gauchisme au consensus et à l'ignoble ». Ce texte an contenu « incohérent », selon ceux qui l'ont lu, se fait pas directement référence à la crise du Goife. Il se montre, en revanche, plus précis pour s'étonner du « silence » observé par Libération, selon le tract, au sujet des « Libyens enlevés au Tchad par la Clas après la chute de M. Hissène Habré, le 1ª décembre 1990. Le tract se termine par ces mots: « Y'en a

Une opération artisansie

Plusieurs services de police sont l'attentat, faisant la preuve de la mobilisation renforcée dans le cadre du plan Vigipirate qui a été mis en place depuis le décienchement de la guerre du Golfe. Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbragghe, et le procureur adjoint de la République, M. Jean-Michel Parlange, étaient aussi sur place. des experts du laboratoire de la préfecture de police, l'explosinn serait duc à un engin d'environ 200 à 300 granismes, déposé contre le ridean de fer du ball d'entrée de 1 ihlmting

L'opération a été conduite de manière « artisanale », précise-t-on de source policière, ses auteurs ne cherchant pas à pénétier à l'iotéricur du journal, gardé par deux vigiles, pour placer leur charge explosive. L'esquête a été confiée à la 14 section du parquet de Paris, chargée de la lutti antiterroriste, et à la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle.

De source proche de l'enquête, on indique que le «curieux» tract

حادا مراج معقالسيسان وأناسي

retouvé sur place ne ressemble guère aux habituels documents utilisés lors des revendications d'attentats. Flou et pen cohérent, le texte o'est précis que dans son allosion à la situation en Tchad. Il se réfère en effet eux soldats libyens faits prisonniers an Tchad après la chate de président Habré et l'arrivée au ponvoir de son ancien homme de confisoce. M. Idriss Déby, qui furent emmenés de N'Djamena à bord d'nn avion militaire américain. Dans son édition du 3 décembre, Libération avait consacré une double page à la prise de pouvoir de M. Deby, soulignant dans ses colonnes la eneutralité de la France » et le « lachage de Paris ». A l'occasion de cette accession au pouvoir, des prisonniers de guerre lybiens captures an Tchad, puis « retnurnés » par les Etats-Unis pour constituer des « commandos anti-Kadhafi », nyajent été évacnés par des avions américains vers le Zaïre; quarante-cinq membres de ces «commandos anti-Kadhafi» étaient finalement rentrés en Libye (le Monde du le janvier).

« Cet attentat est incompréhensible, a déclaré M. Jean-Louis Pésinou, directeur général de Libéra : tion. Depuis le début de la crise du Golfe, nous en rendons compte arec objectivité. » Evoquant le « climat » lié à la guerre du Goife, et précisant que le quotidien n'nvait pes reça de menaces sérieuses au cours des derniers jours, M. Péninou voit dans cet attentat « une tentative d'intimider la presse».



---**福度3年至**1 BC4 MIN'S MANNE MICH Marie Taribuce 45 Mid-1 ESCH X 'SPILLA 1 PENSING, PH MEN SENS RESIDENCE OF

MENT IC HOLD I'VE MAN MAN MANAGE. . THE BREEZE P ALMIN WAR STONE VINET MER WE TO BY the parket and the last last and CONTRACT DESCRIPTION le like bil 1 bil 1 in.

his to you want the said 節を発生の 一日 ではかった historia mendel be PRICES TO SEPTIME PL mile land miles of the ar meripative was not himsen at 14 ." THE REAL PROPERTY.

母性

BE TO STREET S. S. P. S. NA STREET STATES BERTHAR BE THE Mile Side Street & 19 SPINCER HARRY being at the PRESENT TRUCK MARKET ALLIES Diegram Change minimum me spein ber Market I Pocks

IN STREET COP- 8. September 2 money 21 THE PER MONEY : I'M S THE PART OF THE Signature of the state of the s

Albert Property

A Winds in success to Mark Services I' to

4 LA part de

SE ARY

Same Manager The state of W. BERT W. P. S. B. Span a state

A STATE OF THE STA